

Les jeunes et la politique au Cameroun

quelles perceptions pour quelle participation ?



Par
Professeur Fabien EBOUSSI BOULAGA,
Ernest NKOLO AYISSI & GrP AGAGES

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG

Les jeunes et la politique au Cameroun

quelles perceptions pour quelle participation ?

Tout usage à but commercial des publications, brochures
ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement
interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement
par la Friedrich Ebert Stiftung.
La présente publication n'est pas destinée à la vente

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
Réservés pour tous les pays.

No part of this book may be reproduced in any form, by print, photoprint, microfilm
or other means without written permission from the publisher.

© - by Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2011.

Tél. 00 237 22 21 29 96 / 00 237 22 21 52 92

B.P. 11 939 Yaoundé / **Fax** : 00 237 22 21 52 74

E-mail : info@fes-kamerun.org

Site : <http://www.fes-kamerun.org>

Située Face Ambassade de Russie, Bastos.

Réalisation éditoriale,

Presses universitaires d'Afrique

B.P. 8106 Yaoundé-Cameroun

ISBN : 978-9956-444-65-0

Les jeunes et la politique au Cameroun

quelles perceptions pour quelle participation ?

Etude des valeurs, des perceptions des institutions
politiques et de l'implication des jeunes du cameroun

Par
Professeur Fabien EBOUSSI BOULAGA,
Ernest NKOLO AYISSI & GrP AGAGES

Sommaire

Préface	7
Remerciement	11
Introduction	15
Chapitre 1 Enquête et champ du politique	21
Chapitre 2 Le territoire des valeurs	41
Chapitre 3 La citoyenneté	59
Chapitre 4 Problèmes majeurs sociaux et individuels	71
Chapitre 5 Opinions des jeunes au sujet de la politique	89
Chapitre 6 Engagements des jeunes sous conditions.....	109
Chapitre 7 Synthèse	123
Annexes.....	133

Préface

La mission principale de la fondation Friedrich-Ebert au Cameroun comme dans les 100 pays où elle est active est de promouvoir la démocratie et la participation pour un développement équitable et durable ainsi que pour la justice sociale, condition de base pour une stabilité politique et sociale. Nous avons constaté ici au Cameroun comme ailleurs que la population de nos pays partenaires est de plus en plus dominé par les jeunes qui constituent très souvent plus de la moitié des populations. Par contre, les jeunes ne sont pas toujours impliqués d'une manière satisfaisante dans le processus de prises des décisions. Pire encore, ils y sont pratiquement exclus.

Nous partageons le souci des conséquences sur le plan humain, politique, économique et social de ce sentiment d'exclusion et de marginalisation qui arrive quand les besoins légitimes de cette couche de la population ne sont pas suffisamment adressés. Le manque des opportunités du développement de l'individu, visible dans la haute concentration des jeunes dans le secteur informel ou aux frontières, ainsi que l'absence d'un

cadre pour se faire entendre et se sentir pris en compte pourrait ouvrir la voie aux expressions extra-institutionnelles.

La motivation de cette étude est portée par la nécessité de donner aux jeunes un espace d'articulation et de discussion pour mieux les comprendre afin que la politique puisse mieux prendre en compte pas seulement leurs besoins mais également leurs idées, compréhensions, imaginations et sagesse. C'est pour cette raison que nous avons choisi une approche qui interroge ses valeurs, attitudes et perceptions.

Le livre s'adresse donc, d'une part, à la jeunesse camerounaise : C'est ainsi que vous vous présentez. C'est ainsi que vos contemporains pensent. Et voilà quelques interprétations et explications pourquoi nous pensons que vous pensiez ainsi.

Le document constitue donc un matériel pour la réflexion, pour l'affrontement de votre propre génération. En même temps, le document peut guider à la prise de conscience que, oui, la jeunesse est un acteur politique bien que, souvent, on ne voit que la pointe émergée de l'iceberg.

D'autre part, le livre s'adresse aux décideurs politiques et de la société. Il informe sur les valeurs des jeunes, comment ils regardent les institutions politiques et pourquoi ils (ne) s'y impliquent (pas). Il peut ainsi être compris comme un avertissement sans frais car il présente une profusion de données brutes (qui ne sont pas toutes réconfortantes) ainsi que leurs contextualisation dans une perspective socio-historique.

Les jeunes ont parlé à la société camerounaise. Voici quelques messages que nous avons entendus à la fondation :

1. Être une jeune femme ou un jeune homme ne fait pas de grande différence sur les valeurs et les attitudes.
2. La région, la religion, le niveau d'études, le revenu etc. n'ont pas une influence significative sur les valeurs et perceptions.

3. La plupart des jeunes vivent une situation économique difficile. Ils vivent avec un revenu minimum, dépendent du soutien de leurs parents et quand ils sont sortis de l'école, ils font face au chômage ou s'emploient dans le secteur informel.
4. Les premières préoccupations portent (logiquement) sur les problématiques socio-économiques (chômage, pauvreté). Ce qui ne les empêche pas de se soucier des problèmes sociaux (corruption).
5. Les valeurs plutôt démocratiques/ libérales et les valeurs autoritaires/ conservatrices existent parallèlement.
6. Il existe une couche que l'on pourrait libeller « Les Adhérents du changement ». Ces 30 à 40% semblent être imprégnés par les valeurs démocratiques/libéraux, avoir une compréhension démocratique de la politique et ses institutions, chercher un changement profond et être prêts à s'y impliquer.
7. Un tiers, « Les Suivistes », se trouvent dans l'univers conservatif et semble accepter le statu quo, avoir arrangés, avoir trouvé leurs places et partager les valeurs plutôt conservatrices et même autoritaires.
8. Il y a un nombre significatif (près de 40%) des jeunes, « Les Résignés », qui ne s'occupent pas de la chose publique, qui n'ont pas un avis et qui se sentent exclus.
9. L'amélioration du statut socio-économique semble, pour la plupart, être une condition préalable pour un engagement politique/communautaire.
10. Le processus politique (élections, gouvernance) et les institutions tant qu'ils existent (partis politiques) n'instillent pas la confiance des jeunes. Il n'est par conséquent pas surprenant que des activités puissent être envisagées hors du cadre institutionnel par une minorité.

Une telle étude, réalisée dans un environnement dans lequel l'analyse de sondage, n'est pas une tradition ou est rarement pratiquée, doit forcément rencontrer des difficultés sur le plan méthodologique. Les auteurs en sont conscients. Nous avons mis beaucoup de temps pour en discuter et je remercie à cet effet le professeur Eboussi Boulaga et monsieur Ernest Nkolo Ayissi pour le dialogue interculturel et intergénérationnel qui a abouti à cette publication. Pour autant et malgré les insuffisances, l'étude a atteint son objectif de commencer à peindre une image, incomplète peut être de la génération jeune du Cameroun. Nous nous réjouissons de continuer ce dialogue avec cette jeunesse afin de mieux la comprendre, mais surtout créer encore plus d'espace pour le dialogue politique entre les preneurs actuels de décisions et le futur.

Mirko Herberg

Représentant Résident

Friedrich-Ebert-Stiftung Cameroun/ Afrique Centrale

Remerciements

Les auteurs de cette étude voudraient remercier :

Les quatre équipes d'enquête formées par les personnes suivantes aux différentes localités de l'échantillon :

- (1) Région et Localités du Centre (Yaoundé, Obala), de l'Est (Belabo, Bertoua, Batouri) et Sud (Ebolowa) :
 - a. le Chef d'Equipe : madame PENKEN Elisabeth, épouse Nkolo, Coordinatrice nationale de la CAFAGB et Technicienne supérieure en Organisation au groupe AGAGES;
 - b. Mademoiselle Sandrine Linda NGABESSALA AYISSi, classe de Terminale D, ancienne enquêtrice;
 - c. Monsieur BELLA Silvin Lionel, étudiant en Sciences Politiques, ancien enquêteur;
 - d. Mademoiselle NJOUMBA EKOSSO Yolande, Maîtrise en Sciences Politiques, ancienne enquêtrice;
- (2) Région et Localités du Littoral (Douala, Nkongsamba) :
 - a. sous l'autorité du Chef d'équipe, monsieur MBARGA Martin Blondel (du groupe AGAGES);

- b. Monsieur TAKOU Théodore, Dr. en Histoire, ancien enquêteur.
- (3) Région et Localités du North West (Bamenda, Kumbo) :
 - a. sous l'autorité du Chef d'équipe : monsieur MESSANGA BIKELE Justin, (AGAGES) ;
 - b. Madame MBENE OMGBA Mariette Pauline, ancienne enquêtrice.
- (4) Région et Localités de l'Extrême Nord (Maroua)
 - a. sous l'autorité du Chef d'équipe : Monsieur DJIDDA BEDA, Analyste Economique, Consultant Jr du groupe AGAGES,
 - b. Mademoiselle GBETKOM MIMBANG Olive Prudence, étudiante en Sciences Economiques.

Notre gratitude s'adresse à Monsieur MIRKO HERBERG, Représentant Résident de la FRIEDRICH- EBERT-STIFTUNG (FES), Bureau Cameroun et Afrique Centrale pour son assistance intellectuelle constante et à cette équipe ainsi qu'aux collaborateurs de la FES qui ont contribué à la phase d'élaboration finale de ce rapport : M. Jean NOKAM et Mme Susan BAMUH APARA. Le Représentant Résident de la FRIEDRICH EBERT STIFTUNG nous a beaucoup assistés dans l'approfondissement de tout ce processus d'observation et de réflexion nationale.

La mission d'étude remercie enfin toutes les personnes rencontrées pendant leurs visites pour leur inestimable contribution et en particulier :

- les jeunes d'Obala, de Yaoundé, d'Ebolowa pour les régions du Centre et du Sud,
- les jeunes de Belabo, Bertoua et Batouri pour la région de l'Est, les jeunes de Maroua de l'Extrême Nord pour l'expression du « Grand » Nord,
- les jeunes de Nkongsamba et de Douala pour la région du Littoral et enfin les jeunes de Bamenda et Kumbo pour les régions anglophones, au Nord Ouest.

Remerciements

Nous ne saurions oublier les leaders administratifs, municipaux, religieux et politiques, ni les paysans et autres citoyens qui nous ont assistés, éclairés ou orientés vers nos cibles jeunes dans toutes les localités des enquêtés.

A tous les niveaux différents auxquels ils opèrent, ces témoins ont apporté leur contribution par leur connaissance et expérience d'une manière très ouverte pendant nos discussions et réunions. Leurs informations et idées ont constitué la base de notre travail et de ce rapport.

Des erreurs éventuelles de fait ou d'analyse, nous sommes seuls responsables et nous nous en excusons d'avance.

Prof. Fabien Eboussi Boulaga,
coordonateur et superviseur national

M. Ernest Nkolo Ayissi,
coordonateur technique et administratif national,
représentant le GROUPE.

Introduction

1. Objet de l'étude

L'objectif de l'étude est de faire une analyse situationnelle des perceptions et des attitudes correspondantes des jeunes concernant la politique, leur engagement ou non engagement, actuels ou potentiels. Plus précisément, l'enquête étant à objectifs ou sous-objectifs multiples, comprend plusieurs sections ou modules différents qui permettent de saisir les multiples dimensions ou aspects du rapport de la « jeunesse » camerounaise à la « politique ».

Elle vise donc, après les avoir campés et situés (résidence habituelle, sexe, âge, état civil, revenus mensuels, religion des « répondants »), à déterminer leurs perceptions et attitudes concernant les valeurs, les institutions ainsi que leur propre implication.

2. Champ et contexte de l'étude

Sur le plan géographique, le champ de l'enquête est le territoire national. Bien qu'elle n'ait exploré et couvert que six (6)

des dix Provinces ou Régions, à savoir le Centre, le Littoral, le Nord-Ouest, le Sud-ouest et l'Est, l'Extrême Nord, l'enquête a opéré sur des échantillons dont la composition et la somme (650 interrogés) sont représentatifs de l'ensemble.

Sur le plan statistique, l'étude porte sur les jeunes, individuellement considérés comme sujets porteurs et énonciateurs de perceptions concernant la politique, objet d'analyses et d'interprétations utiles à la compréhension et à l'action politiques.

Le contexte est ce qui expose des dissonances, des contradictions apparentes qui conduisent à s'interroger. Ainsi, dans une société que l'on dit constituée de 65% de jeunes de moins de 25ans, cette partie démographiquement majoritaire est minoritaire. Le contexte suggère des problèmes déjà par cette simple différence entre le dénombrement ou le comptage avec les pourcentages et la mesure, entre une majorité démographique et minorité sociologique et politique ;

Le contexte, au-delà de ce que les techniques et les outils saisissent et cernent comme phénomène, introduit donc des éléments qui permettent de le construire en objet d'explication et d'interprétation. Par définition, il fait appel à l'histoire plus ou moins récente, aux genèses proches ou lointaines, au spécifique, qui en découle. Puis, il a recours à la sociologie qui oriente l'attention vers les organisations, les structures rendant possible la transmission et la reproduction, inscrivant dans la durée.

Pour se distinguer ou être utile, l'enquête sur les jeunes et leur participation politique doit capitaliser des efforts similaires qui font partie du contexte réflexif de recherche et de discussion. Le travail entrepris n'est pas inédit et unique dans son genre. Il doit regarder dans son environnement immédiat : il apprendrait beaucoup d'un comparatisme élargi et sur durée relativement longue. Cette exigence, impliquée par la demande de prise en compte de la « littérature » sur le sujet et surtout de l'environnement, n'est pas simplement un rituel méthodolo-

gique préalable. Il en sera tenu compte effectivement dans la recherche d'expériences et d'arguments qui doivent appuyer et justifier des recommandations.

3. L'enquête : sources des données, méthodologie et difficultés rencontrées

Comme sources des données de l'enquête étaient choisis, élaboré et utilisé :

- a) un questionnaire structuré à administrer
- b) les « interviews » individuelles, guidées par le questionnaire structuré ou semi-structuré
- c) des « discussions » de focus groups.

Ce sont-là des techniques, des instruments de la recherche, de l'acquisition et du codage de l'information en termes de données (surtout statistiques, en l'occurrence), dont l'analyse et l'interprétation subséquentes doivent dégager la portée, les significations et les usages sociaux possibles ou recommandables, sous certaines conditions.

3.1. Procédures de définition, de sélection et caractéristiques

L'échantillon de l'enquête a été constitué en déterminant la tranche d'âge de 18 à 35 ans. Cette détermination a été retenue pour sa commodité et son usage antécédent dans d'autres enquêtes. La largeur d'une telle tranche d'âge recouvre plusieurs degrés de jeunesse, dans des situations différentes. Il est ainsi parlé des « jeunes », à propos de ruraux, de citadins, de vendeurs à la « sauvette » et d'étudiants, de chômeurs et de jeunes cadres. Elle comprend donc une certaine hétérogénéité, dépourvue d'une « conscience de jeunesse » homogène.

Les terrains ont été choisis partiellement en fonction de leur familiarité, partielle ou totale aux enquêteurs principaux, y ayant déjà des intermédiaires, des habitués d'enquêtes, d'in-

terviews, de formations et de campagnes de sensibilisation. C'est cette connaissance préalable de plusieurs terrains qui permettra un échantillon suffisant et de mener l'enquête à bonne fin dans un temps très resserré.

3.2. Méthodologie opérationnelle

Les équipes déployées sur les six régions d'enquête ont diversifié leurs approches afin de mieux cerner les différents aspects du questionnaire. Ainsi :

- L'approche interactive a permis aux équipes d'atteindre individuellement certains enquêtés et de se retrouver pour aller ensemble vers les cibles les plus complexes.
- Le sondage d'opinion par les interviews au moyen des questions structurées et par des « focus groups discussions » à base de questionnaires semi-structurés, avec quelques observations directes des attitudes et commentaires. Cette technique a permis de disposer d'informations plus précises et significatives sur certaines questions inscrites dans le questionnaire.
- Dans certains cas, les enquêteurs se sont fait accompagner par des guides/facilitateurs qui connaissaient mieux le terrain et les gens, et pouvaient en aider à remplir dans le questionnaire.

3.3. Déroulement

La phase préparatoire a commencé par un séminaire de deux jours portant

- formation des enquêteurs et contractualisation ;
- élaboration des outils, échantillonnage, détermination des itinéraires, etc
- prise de connaissance du questionnaire et explication de l'objet de l'enquête.

La phase exécutoire consistait en la collecte des données dans six régions d'enquête : Le Grand Nord (Maroua), le Nord-ouest (Bamenda et Kumbo), le Centre (Yaoundé/ Obala), le Sud (Ebolowa), le Littoral (Douala, Nkongsamba).

Généralement, la première journée passée sur le terrain était exploratoire : prendre des contacts, circonscrire les zones où se trouvent les populations cibles.

La plupart des équipes d'enquêteurs avaient préalablement pris rendez-vous avec des guides/facilitateurs. Sur le terrain, elles ont mis l'accent sur les entretiens de face à face ou de groupe au lieu de laisser le questionnaire à l'enquêté. Ceci permettait de limiter les pertes.

3.4. Difficultés rencontrées

- L'accès à l'information n'a pas toujours été facile. En effet, il a fallu tenir compte de l'indisponibilité de certains enquêtés. La rencontre de certaines personnes a demandé beaucoup de temps, de la politique et parfois de la diplomatie
- Les intempéries dans certaines régions, notamment les pluies à Douala, Nkongsamba et Maroua
- Le questionnaire paraît aux enquêtés d'un niveau de langue et de compréhension trop élevé : il faut l'expliquer longuement, aider plus d'un à le remplir. Presque tous le trouvent trop long.
- L'enquêteur est parfois considéré comme un agent du service de renseignement ou de la police politique, d'effrayante mémoire. Il y a aussi l'incompréhension, voire la méfiance de la part de certains enquêtés qui pensaient que les enquêteurs viennent récolter des informations pour un profit financier substantiel et à la faveur d'un détournement d'un argent qui leur était destiné.
- Certains informateurs exigeaient ni plus ni moins que de l'argent avant de fournir la moindre information.

Certaines de ses difficultés orientent vers le fond du problème qui est celui de l'historicité des sciences sociales et de leurs techniques. Pourquoi une enquête ? A quoi et à qui sert-elle ? Pourquoi collecter des données ? Les raisons d'une enquête par questionnaires et interviews ne sont perceptibles et objet d'une adhésion intellectuelle dans une société qui n'est pas passée par le « tournant statistique » des révolutions de l'organisation systématique de la production et du travail salarié, des comptabilités nationales et des recensements requis pour des politiques de la population, de la santé publique, bref pour une biopolitique prospective. Ces recherches de terrain sont en porte-à-faux aussi longtemps qu'une formation sociale n'en éprouve ni le besoin ni la nécessité au point où, à défaut des les inventer, elle les emprunte volontiers parce qu'elle est sur le point ou en train de le faire. Dans notre contexte, le vocabulaire de la collecte des données est comme tiré du lexique des appareils de répression, l'extraction des taxes, des prestations obligatoires ou forcées, de la criminalité, de la surveillance par des agents de renseignements et des mouchards, de la délation omniprésente.

Chapitre

1

Enquete et champ du politique

L'enquête commence par ce qu'elle appelle des « données générales ». Celles-ci n'ont rien de trivial. Ce sont les caractéristiques avec lesquelles seront construits les « portraits-robots » ou l'identité signalétique des interviewés, de l'« objet-sujet » de l'enquête, à savoir les « jeunes vis-à-vis de la politique et des partis politiques ». Cette simple énonciation indique déjà qu'on a affaire à des catégories sociales et à leur mise en relation. Elles ne sont ni naturelles ni immuables dans leur définition. Elles ne sont pas à comprendre séparément, comme des entités isolées et statiques. Elles sont soumises à des dynamiques historiques qui en font des usages topiques pour exprimer des transformations, des enjeux, des problèmes et des solutions. C'est dans cette perspective qu'il convient de chercher à définir les jeunes, la politique et les partis politiques pour les inscrire dans une problématique de recherche de compréhension et d'emprise sur les processus des réalités sociales effectives

1. Sexe

Sexe du répondant		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Masculin	358	54,8	54,8	54,8
	Feminin	295	45,2	45,2	100,0
	Total	653	100,0	100,0	

Bien que l'échantillon fût d'environ un point supérieur en faveur du sexe féminin, la réalité a été de 5 points inférieur : ceci est dû au manque d'intérêt ou au peu d'ouverture des femmes à la discussion politique, peu utile selon elles.

2. Région

Region		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Centre	113	17,3	17,3	17,3
	Sud	48	7,4	7,4	24,7
	Est	140	21,4	21,4	46,1
	Littoral	122	18,7	18,7	64,8
	Nord-Ouest	120	18,4	18,4	83,2
	Extrême-Nord	110	16,8	16,8	100,0
	Total	653	100,0	100,0	

Au regard de ce tableau synoptique, nous constatons que la région de l'Est a été surreprésentée par rapport à son poids démographique. En effet, elle compte 140 sur 653 personnes interviewées, suivi du Littoral et du Nord-Ouest.

Des considérations historiques et sociologiques sont requises pour interpréter ce fait. Ainsi, l'Est était à certains enquêteurs. Il est aussi une des zones de prédilection des ONG, des projets et microprojets de l'aide internationale. Le Littoral

est plus urbanisé, plus scolarisé et davantage multiethnique ou multiculturel. Le Nord-Ouest a la culture du développement communautaire qui le prépare à la discussion et à des actions raisonnées. Il apparaît que chaque région a ses spécificités qui entrent en ligne de compte, conditionnant les actions qui y sont entreprises.

Cet état de fait appelle donc la comparaison et la coordination des différences et des spécificités significatives, sans les ignorer ni les gommer, mais sans toutefois les forcer et les grossir. Des mécanismes d'homogénéisation et de rééquilibrage sont aussi à l'œuvre ou peuvent être mis en œuvre.

Parmi ceux-ci, il y a la définition administrative de la région. Elle se réfléchit sur ses habitants qui se définissent par rapport aux autres régions, en termes de degré de « développement » (unités administratives, infrastructures, établissements scolaires, services de santé, "élites" plus ou moins nombreuses et diverses). Une rivalité mimétique s'établit entre les régions, avec ses côtés sérieux, un jeu de rapports de force pour l'allocation des postes de pouvoir et des situations de rente. Elle a aussi ses côtés ludiques, de plaisanteries, qui n'en sont pas moins en relation avec des stéréotypes, des préjugés, des préventions méprisantes à coloration ethniciste. Les régions ont leurs tensions internes, leurs groupes traditionnellement dominants mais modernisés, autour desquels elles tendent à définir leur identité et leurs revendications hégémoniques, au grand dam des autres groupes de moindre importance.

3. Résidence

Résidence habituelle		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	en ville	550	84,2	84,2	84,2
	en campagne	103	15,8	15,8	100,0
	Total	653	100,0	100,0	

L'indicateur de la « résidence habituelle » mérite l'attention. Il recouvre partiellement celui de la région pour certaines catégories d'enquêtés, mais la résidence peut avoir ses problèmes, comme lorsqu'elle ne coïncide plus avec la « province » ou la « région » d'origine. Il l'aît régulièrement en rapport avec les difficultés de logement, de distance à parcourir journallement, en termes de mobilité et de précarité. La résidence entre dans l'éventail des conditions qui sont de nature à engendrer des migrations ou des transhumances internes, parfois dans une même ville, l'errance et l'expédient qui orientent vers des activités et des occupations plus ou moins périlleuses. La résidence est changeante, instable pour la couche jeune de la population. La grande mobilité de notre société n'a pas encore, selon toutes les apparences, atteint son sommet. La dynamique de la croissance démographique ne s'accommode pas de stabilisations artificielles, par défaut ou impuissance à la gérer de façon prospective et créatrice. Une problématique de la politique des jeunes ne saurait éviter de considérer la question de la résidence comme un des défis politiques qui ne peut s'intensifier durablement. La durée moyenne de résidence au même endroit sera alors significative et une unité de mesure de la mobilité ou de la stabilisation d'une collectivité donnée.

Commentaire : région et résidence

L'aire régionale et la résidence habituelle ont été retenues comme des caractéristiques pouvant conditionner le questionnaire et le sens de ses réponses. La diversité de l'entité nationale camerounaise est un lieu commun. Sa pertinence analytique reste toujours à découvrir et à démontrer dans des phénomènes sociaux définis tout comme ses conséquences en termes de discours et de pratiques politiques.

L'enquête invite à mettre davantage l'accent sur les disparités régionales comme problèmes politiques autres que ceux des zones

enclavées et de moindre développement et par là du plus grand besoin d'action politico-administrative de rattrapage ou de mise à niveau national, par rapport à d'autres régions mieux pourvues ou plus «développées ». Nous avons affaire à un vieux lieu commun du discours politique de base qui fédère les « élites » locales d'un village, d'un arrondissement ou d'une région, de manière décroissante quand il s'agit d'une action comptant sur les individus, mais de plus en plus forte ou unique quand il faut se positionner pour une représentation d'originaires au plus haut niveau dans la hiérarchie politique et administrative. Les « régions » n'entrent dans l'espace politique que par ce biais de la représentation et de l'idéologie de développement administratif. Celui-ci se fait dans la mesure et selon l'efficacité du « lobbying » (sui generis) des élites régionales pour obtenir ce qui a toujours la forme d'une faveur, d'une récompense, d'un gage de fidélité et d'allégeance aux chefs. C'est dans cette optique qu'elles se définissent les unes par rapport aux autres, sans une auto-centration préalable ou conséquente en fonction et au moyen d'un programme d'auto-développement économique, industriel et social. Les régions sont avant tout des créations administratives extraverties sans projet d'intégration et d'aménagement de leur territoire. Il ne sera pas surprenant que les revendications ou perceptions ne soient en partie déterminées par cette extraversion.

L'indicateur de « résidence habituelle » n'a pas pu montrer comment il façonne les perceptions politiques, les différencie par rapport à celles des résidents d'autres endroits. Il peut l'être en rapport avec les difficultés de logement, mais aussi en termes de mobilité, de précarité. La résidence est une des conditions qui sont de nature à engendrer les migrations et l'errance, ou à orienter vers certaines activités plus ou moins périlleuses à tous les égards. Mais la question de la résidence habituelle attire l'attention sur la grande mobilité qui n'a pas encore atteint son sommet, même si on note des immobilismes institutionnels, des stagnations et des reculs. Les dynamiques de la croissance démographique ne s'accommodent pas de stabilisations artificielles, par défaut ou par impuissance de la gérer de façon positive et créatrice. On peut concevoir une problématique de la politique des jeunes qui, par méthode, focalise ses perceptions et ses analyses sur ce phénomène des dynamiques de la croissance démographique avec des perspectives démographiques pour les 25 ou 30 ans à venir.

4. Age

Age		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	18 à 24 ans	307	47,0	47,0	47,0
	25 à 29 ans	191	29,2	29,2	76,3
	30 à 35 ans	155	23,7	23,7	100,0
	Total	653	100,0	100,0	

La cible visée par l'étude était les jeunes de 18 à 35 ans, pour des raisons conventionnelles. Le dépouillement de l'enquête montre que 76,3% des personnes ayant participé à l'enquête ont un âge compris entre 18 et 29 ans. Les jeunes de moins de 25ans semblent les plus disponibles pour se soumettre à une enquête et à un questionnaire. Il est significatif que, dans les 76,3 %, 47 % d'enquêtés représentent les jeunes de la tranche 18 à 24 ans. Il faut d'autres variables pour voir un intérêt décroissant pour le thème de l'enquête, sans parler de l'activité ou du domaine politiques à proprement parler.

La réduction de la fourchette des « jeunes » allant de 18 à 35 ans ramené successivement à 18 / 29 ans, puis à 18/24 par la nature de l'offre ou le type de stimulation montre le caractère social de cette notion et sa relation à des offres ou opportunités d'objets, d'actions et de pratiques sociales et culturelles qui introduisent des différenciations. Cette « jeunesse sociale » fluctue de 15 à 45 ans selon les circonstances et des rapports de forces mouvants. Nous y reviendrons.

Une dernière observation est de la plus haute importance sociopolitique : c'est le système scolaire qui est la principale productrice de la jeunesse. Elle est définie, pour le meilleur et pour le pire, par rapport à lui, à sa présence ou à son absence avant, pendant et après son intervention. Il est le passage obligé, plus ou moins long pour cette tranche. Il fournit quelques-uns des grands schémas qui structurent les perceptions politiques des jeunes et des autres.

Commentaire : Jeunes/jeunesse : politisation

Dans cette enquête, comme dans bien d'autres du même genre, il est commode, pour commencer, de se donner une définition « qui fait autorité » ou « consensus », quitte à la moduler et à la nuancer. Ainsi peut-on lier la jeunesse à l'adolescence comme un phénomène biologique ou psychobiologique universel, bien que vécu et articulé de façons différentes selon les sociétés. On adopte le plus souvent comme universelles les définitions basées sur l'âge, dans une tranche qui les Nations Unies fixent entre 15 et 24 ans, la Banque mondiale entre 12 et 24 ans. On le voit biologique n'offre pas de repères rigides. Des considérations interviennent de façon décisive, pour dire qui est jeune ou pour se dire soi-même jeune. Beaucoup de gens de nos villages et même de nos villes se disent encore enfants jusque dans les vingt ans, jeunes jusque dans la quarantaine, voire dans la cinquantaine, dans des circonstances qu'il serait intéressant de prendre en compte.

L'évocation, même très sommaire, de l'anthropologie historique est requise. L'extension de la jeunesse à 35, voire à 50 ans, est la trace ou l'indice d'un rapport inégal que des sociétés lignagères instituaient et instituent encore entre une minorité d' « aînés » et une majorité de « cadets ». Est-elle encore reconnaissable et prégnante la distinction faite « entre une séniorité 'ouverte' ou 'relative' (la relation père/fils qui marque une supériorité du premier terme mais prévoit l'accès à celle-ci par la promotion des générations) et une séniorité 'fermée' ou 'absolue' (le rapport aîné/cadet qui établit une supériorité apparemment sans recours au profit du premier terme et que seule la performance individuelle, la pratique de la sécession, la manipulation peuvent éventuellement effacer » . (J.-F. Bayart, *L'Etat en Afrique*, p.152) Il serait inconsideré de retenir déjà ici, sans nuances, l'hypothèse générale « de la reproduction diachronique de la sphère de la dépendance, selon laquelle les dominés d'hier constituent la masse des dominés d'aujourd'hui » et d'y encastrier sans plus « les jeunes » dans leur actuelle posture de « cadets sociaux ».

L'histoire n'autorise pas à considérer cette facette comme à une phase d'un passé qui se perpétue par inertie ou qui est, pour cela déjà condamné et en sursis. Il faut se demander pourquoi elle se maintient et quelles sont les fonctions présentes qui lui donnent vigueur et une signification ou une importance actuelles.

S'il s'agit d'un retour en arrière, ce ne sera pas sans noter que ce sont les « jeunes d'hier » qui ont été les « fers de lance » des luttes pour l'indépendance. L'école, le travail salarié, de nouveaux métiers, l'engagement syndicaliste ou militaire, d'autres mœurs alimentaires, vestimentaires et modes d'expression « leur ont procuré un empire sur les ressources de l'extraversion qui échappaient chaque jour davantage à la compréhension des anciens » à saisir l'opportunité politique sous la forme nouvelle comme étatique. L'indépendance fut-elle d'abord un compromis assisté, une assimilation réciproque ou un simple télescopage aboutissant à une hétérogénéité instable? Ce fut à l'avantage hégémonique des « cadets modernisés » dans une première phase, avant la réinvention, par la suite, de l'antique dispositif articulant la séniorité absolue d'anciens en nombre tenu sur la masse grandissante d'éternels cadets. Les partis uniques ou administratifs d'un Etat administratif opèrent rapidement la dépolitisation de la société dans ses finalités stratégiques souveraines et dans la représentation qui, par le pouvoir de nomination du chef, est un jeu de miroirs narcissique ou de mirage pour les naïfs. Les sections des jeunes sont des appendices récessifs, dans cette conjoncture. Les syndicalismes autonomes, les mouvements de jeunes des Eglises cessent d'être des pépinières de leaders politiques et sociaux. Il est possible d'analyser la dilution concomitante du langage et de la conceptualité spécifiquement politiques noyé par le langage de la parenté patriarcale, féodale et tribale, et/ou par celui des divinités monarchiques orientales des religions absolues, celui de l'omniprésence du combat du Bien contre le Mal incarné par les démons et leurs suppôts, du recours au sauveur unique et unique pourvoyeur de toutes les solutions et de toutes les richesses. A quoi il faut ajouter l'espéranto libéral et démocratique de la babélique communauté internationale, qui parle néanmoins le langage clair de la Nécessité et d'un Destin unique.

5. Niveau d'études

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	avant la fin du primaire	10	1,5	1,5	1,5
	diplôme de fin du primaire	68	10,4	10,4	11,9
	niveau secondaire, du 1er/2e cycle	246	37,7	37,7	49,6
	diplôme de BAC/GCEAL	119	18,2	18,2	67,8
	niveau universitaire avant licence	121	18,5	18,5	86,4
	un diplôme BAC+3 ou plus	89	13,6	13,6	100,0
	Total	653	100,0	100,0	

Il est à noter que plus le niveau d'études est élevé, plus grande est la disponibilité ou l'accessibilité pour l'exercice de remplir un questionnaire long, affronter une interview et discuter. En effet 88 % de jeunes enquêtés ont un niveau d'étude post primaire. On ne saurait pas encore en inférer que « l'intérêt pour la politique » augmente avec le degré de scolarisation, le niveau d'études ou de formation.

Il faut surtout revenir sur la prégnance des schèmes et des habitus issus du scolaire dans la structuration des croyances, opinions et perceptions « politiques ». C'est un lieu qui fournit ou même inculque des formes et des figures de l'autorité, du pouvoir. Ce sont les façons dont l'éducation civique est traitée, les rapports d'autorité entre enseignants et administratifs, entre élèves et enseignants, les attitudes vis-à-vis des règles et règlements, les pratiques conformes ou non conformes à l'équité, à la justice, à l'intégrité.

Si l'école est la nation en miniature ou le miroir de la société globale, la question se pose de savoir si les jeunes peuvent s'attendre à d'autres comportements que ceux qui ont

cours dans le monde scolaire, quelles continuités ou quelles ruptures leur paraissent possibles ou impossibles.

Déjà au niveau de l'enquête, le champ est ouvert à une investigation systématique qui chercherait les « origines scolaires » des perceptions, des réponses et absences de réponse des enquêtés, sans parler de leur niveau de langue et leurs difficultés à comprendre le questionnaire ou à le comprendre de travers.

Commentaire : Formation et Politique

Le rapport des « jeunes » à la politique comprend toujours un volet relatif à la formation, aux études et à l'emploi. Le problème de l'illettrisme et de l'inculture de beaucoup d'alphabétisés s'est invité dans l'enquête à partir de la pertinence et de l'usage de ces instruments que sont le questionnaire et l'interview. Avec lui, on est au centre de la question politique d'aujourd'hui. Un ordre politique peut-il s'autoriser de l'ignorance massive de ses membres et de l'impossibilité de communiquer et de délibérer la Constitution, sur le bien commun et ses enjeux, sur le bien à faire en commun, sur un bien qui n'est bien que par le fait commun ? A partir de quel pourcentage de population jeune et instruite, et à partir de quelle densité d'informations deviennent obsolètes « les guides éclairés et providentiels », des « élites du privilège » dominant des populations ignorantes, culturellement, socialement et humainement mineures ? Des perspectives démographiques avaient annoncé avec une bonne approximation les printemps arabes. La jeunesse camerounaise est en dessous de la masse critique d'informations qui rend inévitable la prise en compte des mutations sociales déjà advenues

Le principe d'équivalence entre l'information et le degré de compétence du récepteur nous permet, à partir de l'information proposée, de connaître la représentation de la structure intellectuelle et spirituelle du public auquel elle s'adresse. Il a à écouter sans comprendre, et s'en remettre à ceux qui doivent, par 'vocation-élection', l'« encadrer » sur les chemins du progrès économique, de la démocratie et de la paix. La représentation de la structure renvoie à des schèmes de perception que la classe des « instruits » et des « diplômés » a intériorisés, par l'inculcation de ce qui leur confère leur statut et

justifie leur statut. Ces schèmes sont partagés, mais en négatif, par ceux sur qui s'exercent la maîtrise et le magistère social et politique des « fonctionnaires et leurs assimilés » de l'Etat administratif et de ses appareils. Les perceptions réciproques ont pour matrice la structure inégalitaire des rapports de force entre ceux-ci et ceux-là.

6. Etat civil

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	célibataire sans enfant	387	59,3	59,3	59,3
	célibataire avec enfant	159	24,3	24,3	83,6
	marié avec ou sans enfant	107	16,4	16,4	100,0
	Total	653	100,0	100,0	

L'analyse des résultats relatifs à l'état civil des enquêtés tendrait à montrer (ou à confirmer ce que l'on sait déjà intuitivement) que la situation familiale a une influence sur l'implication des jeunes dans les affaires du pays. En effet, les plus « intéressés » par les problèmes politiques sont les non-mariés, soit 59,3 % des personnes interrogées, suivis de célibataires avec enfants, soit 24,3 % ; et enfin les mariés, soit seulement 16,4 %. Il semblerait bien que les responsabilités et les préoccupations familiales éloignent les jeunes des préoccupations politiques. L'analyse devrait conduire au-delà de cette observation triviale en distinguant a) la disponibilité à en parler, à en discuter comme on discute du football ou des courses de chevaux, b) l'intérêt ou le désintérêt pour les sujets politiques, c) enfin l'intérêt au sens de l'engagement.

On ne sera pas surpris de noter que s'établir, c'est aussi se ranger, se conformer aux normes de prudence et de « sagesse » et renoncer à la « pétulance, aux illusions et erreurs de la jeunesse ».

Il faut éviter les ennuis, de perdre un poste, son gagne-pain, des protections. En bref, il y a des métamorphoses du politique selon les « âges » de la vie, les changements de statut social. Le politique prend une autre signification après le mariage, ou dès lors qu'on atteint un âge où, conventionnellement, on devrait être marié.

Dans la prolongation jusqu'à 35 ans du statut indéterminé de la jeunesse, avec ses dépendances relatives à des « anciens » de toutes sortes, il y a les contraintes économiques, la précarité qui fait reculer l'âge de se marier, d'avoir un logement autre que le « squat » chez ses parents ou chez des « parents », une chambre de sous-location. Dans cette conjoncture, la politique est vécue ou perçue autrement qu'auparavant, durant le « paradis de l'enfance » et de l'adolescence. La « jeunesse », dans toute sa longue trajectoire, comporte donc des genres de relations divers, irréductibles les uns aux autres. On voit le caractère abstrait des « perceptions de la jeunesse » et de ses réponses quand on réduit celle-ci à un agrégat homogénéisé.

7. Revenus

Revenus par mois		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Revenus par mois	319	48,9	56,8	56,8
	entre 28000 et 50000	119	18,2	21,2	77,9
	entre 51000 et 79000	44	6,8	7,9	85,8
	entre 80000 et 120000	32	4,9	5,7	91,3
	plus de 120000	48	7,4	8,5	
	Total	562	86,1	100,0	
Manquante	Système manquant	91	13,9		
Total		653	100,0		

Le tableau sur les revenus par mois nous fait directement comprendre qu'il s'agit des élèves et des étudiants dépendant des parents. En effet, le revenu moyen est de 935 francs CFA (moins de deux dollars par jour), ce qui confirme que la majorité des personnes ne travaillent pas ou se débrouillent en attendant une éventuelle amélioration de leur situation ou un emploi.

Mais ce chiffre dans sa nudité cache et révèle les conditions de vie qui sont celles de la précarité ou de ce qu'on appelle dans les politiques la « pauvreté ». On voit sous ce chiffre ses formes concrètes et quotidiennes. Elle enveloppe la jeunesse.

La croissance de la population non productive pèse sur les budgets des ménages et contribue à la sous-alimentation et à la malnutrition ainsi qu'à d'autres effets de déstructuration sociale et familiale à explorer, comme le relèvement de l'âge du mariage, la diminution des mariages contractés en bonne et due forme, la coexistence chaotique des générations désavantageuse aux plus faibles. Le rapport au politique ne peut qu'en être affecté. De celle-ci, ils peuvent donner un reflet inversé ou seulement déformé au miroir de la déroute du modèle patriarcal qui donne ses métaphores immuables (qui sonnent de plus en plus faux, et qui sont de plus en plus dépourvues de crédibilité), au discours et aux pratiques politiques, à ses figures idéales ou idéologiques.

Commentaire : Revenus et Etat civil

L'indicateur de moins de mille francs (935) par jour est celui du revenu dont vit la moyenne des «jeunes ». Des enquêtes d'un autre genre permettent d'imaginer ce qu'il cache de pauvreté, de misère, voire de galère. Le contexte de chômage, de sous-emploi et de l'absence de création d'emplois nouveaux est bien l'arrière-plan de l'existence quotidienne de beaucoup. Il en résulte un temps vide de travail et d'occupations qui se prolonge durant des journées et des années entières. Il est le temps de l'irresponsabilité et d'une dépendance renforcée qui devient parasitisme, mettant à mal les liens de solidarité

qui limitent les désastres. Les mariages sont en diminution et quand ils ont lieu, ils sont de plus en plus tardifs.

L'intérêt plus prononcé pour la politique que l'on croit discerner chez les jeunes non mariés est à replacer dans le cadre de cette population flottante, oisive ou semi-désœuvrée. C'est dans celle-ci que se recrutent des militants alimentaires, des intermittents de la politique, des membres d'associations non gouvernementales, des bénévoles d'organisations non lucratives, des fidèles et des apôtres de mouvements religieux de toutes espèces. Pour être juste, il faut ajouter que c'est dans cette même couche que se développe de nouveaux moyens de survivre entre l'Etat fonctionnaire et le marché incomplet, discontinu, rigidement mesquin et fermé à la concurrence par un solide système de situations de rente.

L'erreur, serait de réduire la jeunesse à l'image qu'en produit le système, comme un de ses échecs et donc potentiellement comme toujours son unique recours présent et son avenir le plus assuré, grâce à ses réformes et ses politiques « en cours » et ses « projets » d'hier et de demain.

La population « jeune », prétendument « laissée pour compte », qualifiée de « génération sacrifiée », se perçoit également et parfois davantage comme un lieu de créativité sans patente. Ce qu'elle accomplit de neuf n'est pas la mise en œuvre des mots d'ordre, des directives géniales de quelque stratège et guide suprême. Sa marginalité demeure chez elle, comme ailleurs, une source de pouvoir grâce à sa résilience, à sa mobilité ou à sa capacité de tourner les obstacles, de déplacer les champs de lutte pour la survie, de s'insinuer dans les failles et de prospérer dans les interstices. Elle fait ainsi plus que de résister. Elle inaugure et acclimate une autre manière de faire la politique ou de s'y référer. On inclut dans celle-ci ce qui regarde ses pratiques de loisirs, la musique notamment, les modes de consommation, une culture non conformiste, non autorisée, qu'on ne saurait attribuer à la Providence bienveillante du Chef et des chefs.

Le défi est de capter la nature et l'esprit (ou valeurs dynamiques) de cette culture, et de dégager la structure du politique qu'elle évoque ou implique, en vue de son renforcement et de sa généralisation. Les révolutions de la jeunesse que l'on observe çà et là, ne demandent pas d'autorisation et n'attendent pas, pour éclater, les consignes des partis politiques chevronnés. Aux partis de se préparer à les rejoindre avec ce qui sera leur contribution spécifique (capacités d'organisation, sens de l'histoire des conflits, besoin d'un Etat digne de ce nom) et non de faire une récupération qui ramène aux bonnes vieilles conceptions et pratiques.

8. Occupation

Occupation		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	je travaille au secteur public	51	7,8	7,9	7,9
	au secteur privé/ entreprise formelle	89	13,6	13,7	21,6
	au secteur informel agricole	39	6,0	6,0	27,6
	au secteur informel non agricole	92	14,1	14,2	41,8
	je suis encore les classes	270	41,3	41,6	83,4
	je suis sans emploi, ni occupations	108	16,5	16,6	100,0
	Total	649	99,4	100,0	
Manquante	Système manquant	4	0,6		
Total		653	100,0		

Sur les 653 personnes enquêtées, 270 sont des élèves ou des étudiants, soit 41,3 %, ce qui recoupe l'observation relative à l'âge, selon laquelle les jeunes les plus interrogés sont ceux de la tranche d'âge comprise entre 18 et 24 ans.

L'agrégat « jeunesse » est donc fortement coloré par la tranche composée d'élèves et d'étudiants. Il n'y a pas à rappeler ce qui a été dit plus haut de la place de l'école dans la production des schèmes de perceptions politiques, dans la reproduction des idéologies culturelles, économiques et politiques dominantes.

Ce rappel insiste sur ce fait évident : les perceptions et les aspirations politiques ont un arrière-plan sur lequel elles se détachent et se dessinent : l'école coloniale mutant en école postcoloniale. Bien plus, c'est « ça qui parle » dans les perceptions et les aspirations, en partie ou en totalité, directement ou indirectement. C'est cela qu'il faut faire entendre sous peine de ne rien dire et de manquer la « réalité ».

Mais le terme occupation ne s'applique pas en général à la condition scolaire. Il n'empêche que sont tenus pour des "sans occupation", ceux que l'école n'a pu recevoir et ceux qui l'ont abandonnée en cours de route, sans compter ceux qui, ayant terminé un cycle, ne peuvent ni poursuivre les études ni trouver un emploi. Le chiffre obtenu dans l'enquête est à situer dans ce qu'on devrait considérer comme une société de chômage, de sous-emploi ou largement de non emploi. Elle ne peut se définir, à aucun moment (sauf pour le discours de la niche développée par la CNPS et dans la langue parlée dans l'archipel virtuel placé sous la tutelle du ministère du travail et de la sécurité) comme une société de travail organisé, comme le font les sociétés modernes. C'est par rapport à ce « monde du travail productif que la sphère du politique détermine ses fonctions distinctives de coordination, d'institutrice et de protectrice de la cohésion sociale et de la solidarité politique

9. Religion

Religion		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Musulman	55	8,4	8,9	8,9
	chrétien catholique, protestante, ou autre	521	79,8	84,3	93,2
	je suis jeune non membre pratiquant une religion	42	6,4	6,8	100,0
	Total	618	94,6	100,0	
Manquante	Système manquant	35	5,4		
Total		653	100,0		

Nous pouvons constater que leur religion est un facteur de « l'intérêt » des jeunes pour la politique. En effet, le tableau montre que les christianisés semblent plus impliqués dans les problèmes de politique, soit 84,3 % des jeunes enquêtés. Il est

toutefois à noter qu'en dehors de Maroua, les enquêtes ont eu lieu essentiellement dans les villes de la partie méridionale du Cameroun, davantage christianisée. On note que la rubrique « chrétien catholique, protestante ou autre » s'alourdit d'une grande marge d'indétermination ou d'équivoque.

Pour recueillir des indications sur l'influence de la religion sur la politique, l'appartenance a du prix, là où sa déclaration vaut profession de foi.

Les questions les plus fécondes sont celles qui ramènent à la surface et au langage les métaphores et les schèmes qui structurent les perceptions religieuses du politique et les arguments de la politique de la religion.

Dans les réponses sur les valeurs, on trouvera les références à « Dieu », à la « foi en Dieu ». Ce sont des citations implicites ou des reprises de propositions chères aux nouveaux mouvements religieux, qui ont introduit dans nos mœurs et nos conversations toute une théologie politique, axée sur la toute-puissance de Dieu qui triomphe de Satan et de ses suppôts au profit de ceux qui croient, et sur l'infinie richesse de Dieu, plus généreuse qui donne le centuple de ce qu'on lui offre avec foi. C'est dans cette mouvance qu'on posera le « croire en Dieu » comme condition d'éligibilité aux postes de responsabilité, notamment à la présidence de la République.

La mention "religion traditionnelle" était aussi apte à déplacer les frontières à pointer les superpositions, les réunions et les intersections. La religion fait alors irruption en politique et affirme sa présence sous forme de rituels d'immunisation et de lutte contre les forces d'agression et du mal, avec ses devins, ses voyants, ses gourous et ses guérisseurs, les sorciers et les exorcistes, chasseurs de démons, les marchands de talismans de succès et de porte-bonheur. On notera aussitôt ses affinités avec les théologies triomphalistes de lutte pour la puissance, l'enrichissement et le succès à l'encontre des autres et/ ou des forces démoniaques qui les aveuglent et les captivent.

Commentaire : Appartenances religieuses, religiosité et perceptions politiques

Un des traits de la figure de l'enquêté est son appartenance religieuse qui peut entrer dans le façonnement de ses perceptions et de ses attitudes politiques et en faciliter la compréhension. La religion n'a pas été définie. Une désignation contextuelle et énumérative est un point de départ suffisant. Le questionnaire aurait pu, à titre de test et dans le sens d'une attente conformiste très présente dans le discours culturel africain, proposer « la religion » ou les « religions » traditionnelles. Les réponses à ce genre de question sont souvent instructives et font controverse, signalant qu'elle constitue un lieu commun dans la dialectique politique et culturelle africaine. La religion traditionnelle introduit la revendication de ce qui est « propre », « héritage », le refus de l'aliénation et de la trahison, la nécessité de l'inculturation et de la fidélité à soi. Ces considérations viennent au niveau des métadiscours qui doivent fonder des politiques de civilisation.

Sur le plan des politiques sociales, économiques, de santé et de l'éducation..., on ne fait référence aux dénominations religieuses chrétiennes et, dans une moindre mesure, à la religion musulmane, que pour leur contribution aux processus de modernisation, « le développement ». Ce mot est celui qui justifie les politiques et la politique. Mais, plus récemment et de plus en plus, on met en avant leurs valeurs éthiques propres à inculquer une discipline de vie à des individus sans repères et à une société en désarroi, en proie à la délinquance et à la corruption généralisée que le discours politicien déplore, en invoquant lui aussi les secours de « l'éthique » et des « valeurs éthiques » dont les religions ont la charge, sinon le secret.

En première approximation, la religion ne joue pas en isolation, séparée des autres appartenances avec lesquelles elle entre en composition, dont l'appartenance « ethnique » ou régionale. Elle n'apparaît pas comme le facteur déterminant dans les conflits. Le recours aux rites et leurs officiants ne suscitent des problèmes qu'au sein des factions qui s'opposent à l'intérieur de la même ethnie, de la même religion, dénomination ou congrégation, et où des intérêts opposent leurs élites avec le ralliement ou la connivence vraie ou supposée de tels dignitaires religieux. Les cérémonies scellent ou consacrent des accords préalables ou des projets communs ; elles ne créent ni les uns ni les autres. Elles

sont un pouvoir lubrifiant, mais non un pouvoir ressources ni un pouvoir de mobilisation. Comme chez les anciens Grecs et les Romains, ces cérémonies sont des liturgies que les riches doivent organiser pour le peuple, avec les agapes qui les accompagnent nécessairement. L'évergétisme politique africain existe et mérite d'être avant tout compris comme un trait culturel et dans ses implications en ce qui concerne la fraternité et la convivialité politiques. Il n'est probablement pas une tare bonne seulement à condamner et à éradiquer.

Mais l'enquête révélera indirectement que la religiosité et les croyances, - celles qu'on associe à la sorcellerie, à la magie, aux miracles et à la prédestination au pouvoir, à la puissance et/ou à la prospérité, au bonheur ou à leurs contraires, le malheur, la misère, l'impuissance, la résignation à une subalternité ou à un quasi-esclavage, - sont au cœur des conduites sur le registre le plus politique. Elles véhiculent des conceptions magiques de l'autorité sur le modèle des rois thaumaturges et de droit divin, élu d'un dieu arbitraire et monarque absolu, fantasque et violent lui-même. Leurs schèmes et leurs symboliques (puisant dans le fonds des monstruosité maléfiques et des bestiaires archaïques) structurent les perceptions politiques. Elles rendent mieux compte des comportements, conjointement avec la « peur publique » enracinée par une longue et constante histoire de répression, de violence arbitraire et d'impunité. Il serait sociologiquement erroné de les réduire à un problème de « mentalités » et de superstitions qui s'attardent, sans se demander quelles fonctions elles jouent dans le système actuel qui les accueille et maintient, sans examiner qui ou ce qui profite de leur refonctionnalisation, sans s'aviser des formes qui attestent de leur modernisation. Il faudrait y revenir en s'intéressant à la question mal élucidée ou trop globalement abordée de la responsabilité et de la causalité politique.

Chapitre 2

Le territoire des valeurs

Cette section du questionnaire veut savoir, par ordre d'importance, ce qui a de la valeur pour soi et/ ou donne de la valeur et un sens à la politique. Sa longueur est une indication de sa complexité que les questions veulent cerner, en multipliant les angles et le nombre de prises. Les nomenclatures des valeurs, leur modulation selon les divers facteurs qui articulaient le champ du politique et des corrélations possibles délimitent à leur tour l'immense territoire des valeurs.

1. Examen des questions et des réponses obtenues

Question 9 : « des valeurs que je te cite dans le tableau ci-dessous, juge ce qui a de l'importance pour toi, comme individu, mettez un X dans sa case »

Tableaux : Valeur par rapport au sexe

		sexe du répondant	
		Masculin	Féminin
La liberté pour moi	pas du tout important	2	2
	peu important	11	11
	important	63	70
	un prix très important	(1)273	(1)202
La justice sociale pour moi	pas du tout important	8	12
	peu important	29	24
	important	93	98
	un prix très important	(6)206	141
L'ordre et la sécurité pour moi	pas du tout important	2	4
	peu important	8	8
	important	80	79
	un prix très important	(2)248	(2)181
La solidarité pour moi	pas du tout important	8	6
	peu important	18	21
	important	122	94
	un prix très important	(6)188	(3)155
L'argent pour moi	pas du tout important	9	5
	peu important	39	47
	important	118	108
	un prix très important	(7)178	124
Le respect de l'autorité pour moi	pas du tout important	9	7
	peu important	21	34
	important	144	119
	un prix très important	165	112
L'égalité des chances hommes / femmes pour moi	pas du tout important	39	14
	peu important	76	57
	important	142	106
	un prix très important	89	106

l'épanouissement ou bien être pour moi	pas du tout important	11	12
	peu important	29	37
	Important	155	100
	un prix très important	136	118
L'accomplissement du devoir pour moi	pas du tout important	14	12
	peu important	33	24
	Important	125	105
	un prix très important	163	(6)124
La patrie pour moi	pas du tout important	5	8
	peu important	17	23
	important	84	80
	un prix très important	(3)238	(4)165
L'égalité des conditions de vie pour moi	pas du tout important	30	29
	peu important	50	45
	important	131	100
	un prix très important	120	95
La responsabilité de moi-même pour moi	pas du tout important	7	3
	peu important	18	18
	important	95	81
	un prix très important	(5)210	(3)169
Ma responsabilité envers les générations futures	pas du tout important	8	11
	peu important	35	27
	important	112	93
	un prix très important	178	(7)149
La liberté du marché	pas du tout important	48	32
	peu important	61	62
	important	132	114
	un prix très important	93	68
La performance ou la réussite	pas du tout important	9	9
	peu important	37	27
	important	75	74
	un prix très important	(4)215	(5)167

De manière générale, les jeunes de l'un et l'autre sexe semblent accorder une grande importance aux valeurs ; ceci dans l'ordre ci-dessous :

- 1- la liberté
- 2- l'ordre et la sécurité
- 3- la patrie
- 4- la performance/ réussite
- 5- la responsabilité de soi-même
- 6- la solidarité
- 7- la responsabilité envers les générations futures
- 8- l'argent et le devoir
- 9- le respect de l'autorité.

Il est à noter que les interrogés souscrivent à une liste préétablie, qu'ils ont à ordonner. Rien n'exclut qu'ils pouvaient faire le choix des mêmes valeurs, sans que l'identité de la lettre nous assure l'identité du contenu et de l'esprit. C'est cette certitude initiale qui nécessite les commentaires à venir.

En acceptant les réponses telles qu'elles viennent, on devra, pour entrer dans leur compréhension, les classer en domaines relativement auxquels les valeurs se définissent. C'est la hiérarchisation de ces domaines qui permettra de voir la gradation ou l'échelle des valeurs demandée et recherchée. Elle permettra aussi d'introduire les distinctions qui caractérisent des types de valeurs.

Ainsi on peut mettre ensemble la liberté, l'ordre et la sécurité, la patrie, le respect de l'autorité comme des valeurs politiques, institutionnelles et civiles.

On peut ensuite proposer un ensemble comprenant la « performance », la « réussite », l'« argent » comme des valeurs socioéconomiques individuelles.

La « responsabilité de soi-même », le « devoir » et la « solidarité » se détachent alors des valeurs d'une éthique personnelle, quoique ne s'exerçant qu'en société. Les supposées valeurs politiques s'appuient sur elles.

D'autres distinctions seront requises (valeur de finalité, valeur d'utilité, valeur de rendement) par l'effort d'explication pour éclairer certaines particularités ou contradictions souvent plus apparentes que réelles.

On peut noter que la liberté paraît être la liberté civile que l'ordre et la sécurité défendent et protègent par le truchement de l'Etat. Le patriotisme est la valeur qui chérit ces valeurs et est prête à exiger le prix à payer, allant jusqu'au sacrifice suprême pour leur préservation. Le respect de l'autorité et la solidarité sont à ajouter à cette constellation.

Mais, cette hiérarchie des valeurs repose sur un sommet fragile et incertain. D'expérience quotidienne, la liberté des individus a pour principal ennemi l'arbitraire de l'Etat administratif. Sa puissance négative est infinie, trop écrasante pour ses faibles forces. Il se situe à un niveau qui est trop élevé, et trop surplombant, pour prendre en compte ses problèmes et ses besoins dans leur horizontalité concrète, « terre-à-terre ».

En même temps, l'Etat-administration paraît trop faible face aux grandes forces extérieures de la nature (épidémies, pandémies, catastrophes et fléaux de toutes sortes) ou aux puissantes coalitions d'intérêts comme les réseaux des matières premières stratégiques, des narcotrafiquants, des occupations stratégiques et militaires de tout genre. Il ne peut assurer une protection significative et compréhensive contre elles. Il n'est pas capable d'assurer ordre et sécurité sur son territoire contre des forces qui, par nature et/ou volonté de puissance, ignorent les limites territoriales. Sa dépendance de l'extérieur, y compris pour sa propre protection physique, vide la notion de souveraineté et, par voie de conséquence, affaiblit et obscurcit jusqu'à l'idée de loyalisme, de nationalisme et de patriotisme.

Les autres valeurs sont des valeurs individuelles (performance, réussite, la responsabilité de soi, l'argent et le devoir).

Mais où mettre la responsabilité vis-à-vis des « générations futures » ? On serait tenté de disqualifier cette question et

les réponses qu'elle reçoit comme un effet de mimétisme et de la mode. Les conversations nous permettent de saisir l'interprétation qui les réinscrit sur l'échelle locale des valeurs. Il s'agit du devoir de procréer des enfants, de leur donner une éducation telle qu'ils puissent s'embarquer avec le viatique culturel, économique, scientifique, requis pour le voyage vers le futur. L'écologie, le réchauffement climatique, la désertification ne font souci que par le truchement des conséquences et des obstacles de plus en plus insurmontables de l'éducation à procurer à ses enfants.

On pressent qu'une pédagogie du souci et du soin de l'écologie passera chez nous par de nouveaux types d'action d'autonomisation et de renforcement technoéconomiques et des mécanismes de solidarité assurant à chacun le droit citoyen à la satisfaction de ses besoins de base et au bannissement dans sa vie quotidienne de l'angoisse de la précarité et du spectre de la misère.

Question 10 - « *des valeurs que je vous cite dans le tableau ci-dessous, jugez ce qui a de l'importance pour vous, pris comme des citoyens ensemble avec les autres membres de votre société* », mettez un X dans sa case ».

Le territoire des valeurs

		sexe du répondant	
		Masculin	Féminin
La liberté pour la société camerounaise	pas du tout important	6	8
	peu important	15	17
	important	60	54
	un prix très important	262	200
La justice sociale pour la société camerounaise	pas du tout important	8	15
	peu important	27	23
	important	97	94
	un prix très important	197	140
L'ordre et sécurité pour la société camerounaise	pas du tout important	2	9
	peu important	19	22
	important	61	71
	un prix très important	244	170
La solidarité pour la société camerounaise	pas du tout important	9	15
	peu important	24	37
	important	126	89
	un prix très important	173	125
L'argent pour la société camerounaise	pas du tout important	10	4
	peu important	36	29
	important	104	79
	un prix très important	192	167
le respect de l'autorité pour la société camerounaise	pas du tout important	11	10
	peu important	33	32
	important	132	104
	un prix très important	151	116
L'égalité des chances hommes femmes pour la société camerounaise	pas du tout important	37	22
	peu important	73	62
	important	133	95
	un prix très important	94	89

l'épanouissement ou le bien être pour la société camerounaise	pas du tout important	10	13
	peu important	40	52
	important	138	98
	un prix très important	133	102
L'accomplissement du devoir pour la société camerounaise	pas du tout important	23	20
	peu important	45	38
	important	94	87
	un prix très important	164	115
La patrie pour la société camerounaise	pas du tout important	15	12
	peu important	25	23
	important	70	79
	un prix très important	227	157
L'égalité des conditions de vie pour la société camerounaise	pas du tout important	32	43
	peu important	51	45
	important	124	82
	un prix très important	118	95
La responsabilité de moi-même pour la société camerounaise	pas du tout important	18	15
	peu important	33	34
	important	110	89
	un prix très important	158	123
Ma responsabilité envers les générations futures	pas du tout important	25	23
	peu important	44	49
	important	90	69
	un prix très important	170	122
La liberté du marché	pas du tout important	43	31
	peu important	58	50
	important	123	105
	un prix très important	108	83
La performance ou la réussite	pas du tout important	16	17
	peu important	47	32
	important	98	73
	un prix très important	171	142

Ce tableau mériterait un arrêt prolongé, du fait de son accent spécifique sur les valeurs du point de vue de « la société camerounaise » avec laquelle les interrogés se solidarisent et au nom de laquelle ils répondent. La question se pose de savoir si ces réponses dessinent une image distinctive de la société camerounaise. Apparemment, sa hiérarchisation des valeurs paraît presque identique à celle proposée par des individus néanmoins camerounais. Mais il convient de la regarder de plus près, avec une attention à la rumeur des valeurs vernaculaires qui s'expriment à côté de la langue française (ou de la langue anglaise). C'est de la langue « officielle » de la « politique » avec ses clichés, son vocabulaire sacralisé et fixé, ses énoncés dogmatiques et ritualisés, dont il est inconvenant de demander la signification, une traduction et des équivalences compréhensibles et admissibles dans d'autres univers ou mondes possibles. Une méthode de critique constructive est celle qui peut les capter et ensuite prononcer sous bénéfice d'inventaire :

- si elles sont hors de propos et saugrenues ;
- si elles sont un obstacle infranchissable de contrevaleurs irréformables qu'il faut seulement combattre et détruire ;
- si elles réfléchissent ou transforment la trajectoire des valeurs modernes ou communes ;
- si elles sont enfin la condition nécessaire de réception des valeurs nouvelles ou présumées étrangères, de leur traduction, de leur réinterprétation et réappropriation.

La procédure à suivre pourra commencer par opposer cavalièrement au politiquement correct des réponses données dans la « langue officielle », celles truculentes qui se profèrent dans le vernaculaire des parlers locaux, y compris le français « camerounisé » dépouillé de ses inhibitions « bourgeoises », dans un contexte de non-censure (tel que entendu dans le bar ou le taxi) et de non-hostilité ou mieux de connivence. Livrons-nous très sommairement à cet exercice facile pour quiconque

plonge quotidiennement dans ces lieux de libre expression « populaire ».

- 1) La réponse selon laquelle la liberté n'est « pas du tout importante » pour la société camerounaise serait choquante si elle n'était le fait d'une si faible minorité qu'elle passe pour quantité négligeable. En fait, elle représente une opinion majoritaire, socialement :
 - a) la conception dominante du pouvoir est celle d'un pouvoir discrétionnaire, dont l'arbitraire est accepté s'il reste bienveillant et « partageux ».
 - b) l'indiscipline camerounaise ne plie que sous la contrainte et la coercition, dont le symbole mythique demeure la chicote du colonialiste et de ses hommes de main. La liberté est interprétée négativement comme indiscipline, source incontrôlable de désordre.

Ce serait une erreur d'ignorer cette manière de voir et de parler. On peut y lire l'indication sociologique que le souci réel de liberté n'est pas idéologique et se porte prioritairement sur les conditions de la liberté et les opportunités qui permettent de rendre ces conditions effectives.

- 2) La « justice sociale » ? L'expression et le concept sont nouveaux dans le champ social camerounais. Ils y viennent ou reviennent à travers les doctrines des églises chrétiennes.

VUE SYNOPTIQUE SUR LES VALEURS

On peut commenter ici les questions 9 et 10 avec les tableaux des réponses reçues. Les enquêtés avaient à classer 9 valeurs par ordre d'appréciation ascendante, allant de la mention plus basse « pas du tout important » à la mention plus haute « un prix très important », en passant par les mentions intermédiaires de « peu important » et « important ». La question était de savoir si la gradation ou la hiérarchisation changerait selon que les valeurs seraient appréhendées comme

valeurs collectives ou personnelles du répondant, et dans l'un et l'autre cas, selon son sexe. Cette question a obtenu une réponse plutôt claire : les différences sont minimales et insignifiantes, à travers le jeu des variations retenues. Une quasi-unanimité se fait donc sur la valeur ordinale de ces « valeurs ».

Le résultat apparent est que nous n'avons pas nécessairement une connaissance directe des valeurs des interrogés qui ont fait l'exercice énoncé comme suit : « Etant donné cette liste de valeurs énumérées en désordre, rangez-les selon leur importance, telle qu'elle vous apparaît ou semble ». Ce sont des valeurs par hypothèse ou par définition : il n'y a ni à les redéfinir ni à les discuter. En outre, elles forment un ensemble hiérarchisé ou un « système de valeurs » en vertu de cette clôture qu'est la liste.

L'information s'obtient indirectement si on abandonne d'abord leur ordre subjectif d'importance pour les rétablir dans leur site, dans les classements selon leur type ou lieu (domaine), selon les usages qu'on fait du mot ou de la notion pour référer à des principes, normes, règles ou habitus. On parle couramment de valeurs éthiques ou morales, esthétiques, idéologiques (doctrine politique, sociale), spirituelles (religieuses), culturelles ou sociologiques. Elles peuvent être sous-tendues par les valeurs de vie ou vitales. On peut à présent revoir la liste des valeurs et renvoyer chacune à l'un ou l'autre des types mentionnés et à sa qualification courante. On devra allonger cette énumération pour faire place aux valeurs économiques ou financières, aux valeurs démocratiques, républicaines, sécuritaires, aux valeurs individuelles de confort ou d'autonomie qui apparaissent fréquemment dans les attitudes et les perceptions des enquêtés. On verrait alors autour de quels types se font les adhésions nettes, préférentielles et peut-être pourrait-on déjà pressentir pour quelles raisons en les regroupant autour de quelques valeurs fondamentales et peut-être déjà du simple fait de ce regroupement. D'autres distinctions analytiques devront enrichir les points de vue subjectifs de l'enquête, répondant à des questions du genre

suisant : qui est le sujet ou l'agent de la valeur mentionnée ? Qui en est le donneur/ producteur ou le receveur bénéficiaire ? Quelles valeurs dépendent ou ne dépendent-elles pas ? Y a-t-il des valeurs de première importance, de moyenne importance, de moindre importance qui ne dépendent pas de l'enquêté ? Y a-t-il des valeurs individuelles et des valeurs des institutions à distinguer rigoureusement avant de chercher à les unir ? On pourrait découvrir utilement une hiérarchie interne aux valeurs dont certaines sont relatives à d'autres, sont leurs « instruments ».

Sans avoir à entrer dans les détails, il saute aux yeux que deux types de valeurs tendent à faire l'unanimité, ce sont à la fois les valeurs vitales et les valeurs idéologiques les plus conventionnelles, conjointement soudées en une unité paradoxale, une unité-chimère. L'emploi, l'« argent pour moi », la liberté individuelle (non contrainte de corps) ou la sécurité personnelle, les conditions décentes de vie, leur amélioration (épanouissement, bien-être) et la réussite s'organisent autour de la valeur vitale de base que constitue la tendance à l'auto-conservation et à l'amélioration de ses propres conditions d'existence. Sa standardisation sociale culturelle dans les façons dont se déroule la vie et s'opère la survie à la base pour chacun prend la forme de valeurs normatives ou lois simples, qui constituent des règles définies de conduite entre individus. Elles s'apprennent facilement, car elles répondent à la nature sociologique des hommes et des groupes et qu'on ne saurait s'en passer, sinon on serait incapable de vivre. Ces « valeurs » (ou « lois », « normes », « règles ») de conduite communautaire, « les hommes en font l'apprentissage, soit à travers leur propre expérience, en regardant les autres, soit par l'éducation qu'ils reçoivent, soit encore grâce à l'instruction et aux diverses circonstances de la vie. Elles s'imposent d'elles-mêmes » (A. Zinoviev, CR, p.82). Elles vont sans dire, tendant à se censurer ou à être censurées dans leur expression comme

valeurs mineures, par défaut ou de nécessité, en face des valeurs plus hautes, plus abstraites.

Justement, parallèlement ou conjointement on s'accorde tout aussi largement sur des valeurs estimées « importantes » ou « très importantes » telles que le patriotisme, l'ordre et la sécurité, le respect des autorités. On peut dire que les valeurs qui entrent dans la définition de l'Etat-nation, de la modernité mondialisée (démocratique et néolibérale) ne peuvent être déclarées « sans importance » ou de « peu d'importance ». Certaines valeurs, apparemment trop neuves et peu ancrées sinon dans l'expérience, du moins dans le discours de la vie courante, font néanmoins l'objet de réponses déterminées quand elles proviennent des programmes des organisations multilatérales, des conditionnalités ou des modalités de s'inscrire dans le circuit de la coopération et du « dialogue » avec la « communauté internationale » bilatérale et multilatérale.

La juxtaposition de ces deux niveaux peut être source de faiblesse de chacun d'eux, si elle demeure une juxtaposition équivoque sans confrontation et conciliation. Dans la construction sociale de la réalité, les valeurs interviennent à différents niveaux et avec une importance variable, première, seconde ou tertiaire ou idéologique (choisi, volontaire ou non choisi, involontaire, résiliable ou non résiliable).

Il est bon de remarquer que certaines valeurs ont une ambiguïté féconde, étant à la fois valeurs individuelles et valeurs publiques (comme la liberté, la sécurité). On peut être surpris qu'elles puissent jouir de cette ambiguïté : c'est ainsi que « la responsabilité pour les générations futures » s'inscrit simplement, pour certains, dans le devoir de procréer et d'élever au mieux ses enfants en leur assurant le meilleur avenir possible pour habiter en homme adapté quel que soit le visage d'un futur nécessairement voilé.

L'attention à de telles réinterprétations ou retraductions est féconde pour autant qu'elle accepte délibérément que puisse être modifiée ou méconnue la teneur apparemment connue et fixée des valeurs proposées. On verra, notamment dans les attentes des jeunes vis-à-vis des « politiciens », que l'interaction entre les valeurs vitales et les valeurs idéologiques rendent celles-ci plus convaincantes, et obligent celles-là à passer par les contraintes de la modernité, des institutions et des mécanismes politiques pour subsister et continuer de s'affirmer comme valeurs de finalité.

Le plus important à faire est de se concentrer sur ce qui fait la spécificité des valeurs politiques. Elle consiste à conjoindre les valeurs en général et le juste en particulier avec l'efficacité. Ces valeurs ont donc un double caractère: d'une part, elles sont des valeurs de finalités normatives, affirmées et respectées pour elles-mêmes en principe et par principe par tous ; d'autre part, elles sont, comme motivations justes une force qui anime, choisit ou façonne les meilleurs moyens techniques de leur réalisation effective et optimale dans la matérialité de l'organisation sociale, de la production économique et de la qualité de la vie. Elles opèrent alors comme des valeurs optimales d'utilité. La synthèse devra inviter à s'approprier cette perspective de la double nature des valeurs que révèle l'idéal démocratique : ces valeurs trouvent et inventent les moyens efficaces qui leur sont conformes. L'œuvre du philosophe et économiste Amartya Sen peut servir de guide dans cette direction.

Commentaire : Des valeurs

Les questions de cet ensemble portent sur les valeurs des jeunes. Leurs objectifs étaient les suivants :

- savoir celles des valeurs qui ont la prédominance chez les « jeunes », les valeurs autoritaires ou les valeurs libérales ou de citoyenneté, comment et pourquoi ;
- à défaut de corrélations véritables, observer des concordances éventuelles, dans un sens ou dans l'autre, avec les variables de l'âge, du sexe, de la religion, du niveau d'études, de la région et de la résidence habituelle ;
- si de claires réponses sont données à ces questions, elles seraient une interpellation et peut-être une aide pour les partis politiques, surtout d'opposition et de tendance libérale, qui peinent à attirer les jeunes et à proposer des solutions de rechange.

La tâche d'une interprétation constructive est d'examiner si l'enquête a atteint ces objectifs, et dans quelle mesure elle met ou peut mettre sur la voie pour les poursuivre plus efficacement. Il est aussitôt permis de noter que ces objectifs sont visés indirectement au travers d'un large éventail de « valeurs » qui ne sont pas susceptibles, apparemment, d'opérer toujours un partage tranché entre camps opposés de type manichéen. Il en est d'autant plus ainsi que les valeurs proposées ne paraissent pas être homogènes, par leur nature ou/et leur domaine d'application et de validité, par leur acception forte ou faible, selon le degré ou la nature de l'exigence, conditionnelle ou inconditionnelle, qu'elles expriment. Il faut faire un tri, un classement en ensembles moins disparates, selon une hiérarchisation ordonnée par le principe politique considéré axiomatiquement comme ce qui donne valeur aux valeurs, dans le présent contexte ou jeu de langage. Dans celui-ci, la valeur peut se définir formellement comme le principe ou la force d'une relation d'un individu ou d'un groupe d'individus à un autre individu ou groupes d'individus les liant ou obligeant éthiquement et réciproquement dans un domaine d'action déterminé en vue d'un intérêt commun (affirmatif ou négatif, constructif ou destructif...). Cette définition est utile pour :

- inscrire les valeurs dans les relations entre personnes,
- en faire des actes de valorisation normative,

- les lier aux buts d'un domaine d'action défini.

C'est dire qu'il n'y a pas de valeurs qui soient de simples états de « choses » naturelles ou culturelles ni qui soient des « valeurs absolues », « libres », à la manière des « électrons libres », sinon comme des abstractions formelles, négatives et inopérantes. La force de leur normativité avec ses hiérarchisations effectives s'invente ou s'actualise dans un contexte d'action limité ou l'objectivité de situations concrètes, selon des buts historiquement et socialement conditionnés et des personnes éthiques culturellement marquées dans leurs conceptions relatives à la destinée de l'homme, à ce par quoi leurs existences ont du sens à leur propre estime, à leurs raisons de vivre et de mourir.

Tel est le sens des querelles sur les valeurs « asiatiques » ou « africaines », sur le caractère formel et instrumentalisé des droits de l'homme dans sa nomenclature, ses hiérarchisations et ses usages occidentaux au-dehors et du dehors, en direction « des autres ». Ce sens n'est pas seulement polémique, une réplique à l'invasion, à l'empiètement et au déni à autrui de la pleine humanité. Il est une clarification pour et contre nous-mêmes, contre d'éventuels alibis, la confusion, et l'obscurantisme d'identités imperméables aux défis de l'universalité à faire en soi et pour soi et du dialogue avec d'autres « soi-même ». Il oblige à opérer sur le plan profond, intensif des fondements et sur celui visible, empirique, des normes concrètes d'inscription dans l'effectivité sociale.

Ces réflexions font percevoir le syncrétisme des valeurs auxquelles nous nous référons. Elles empruntent aux concrétions issues de l'ethnologie d'origine coloniale et de facture colonialiste que nous assumons comme nos traditions et notre culture autant qu'aux fictions idéologiques de la vulgate de la modernité, du progrès et du catéchisme de l'accomplissement, du « salut par l'économie » capitaliste et l'avènement de la fin de l'histoire sensée dans et par la démocratie néolibérale. C'est ce deuxième volet de nos emprunts qui règne sans réserve sérieuse et efficace, puisant dans le répertoire instable et étourdissant des slogans que ne cessent de produire les officines des organisations multilatérales et de la « communauté internationale ».

La leçon majeure tirée de cette invocation des valeurs est que celles-ci ne se réinventent et ne s'apprécient que dans l'horizon des situations concrètes, impliquant des personnes activant et projetant une même sphère éthique sous-jacente de motivations justificatives. Qu'est-ce à dire ? Les valeurs éthiques les plus hautes ou les plus

profondes sur lesquelles tout le monde pourrait s'accorder ne constituent pas des normes directement utilisables au niveau de l'action. Elles fournissent assurément les orientations générales en fonction desquelles précisément des normes concrètes peuvent être ou sont élaborées. A travers processus et médiations diverses, on aboutit à des critères concrets pour faire face à des situations toujours singulières. Cependant la seule existence des critères concrets ne suffit pas encore à rendre compte du fonctionnement effectif de l'éthique d'une collectivité :

« Entre les normes et les actions particulières, il y a l'attitude des individus. Les critères ne valent que dans la mesure où ils sont effectivement assumés dans les comportements, et ils n'ont pas en eux-mêmes de quoi s'imposer. Il est donc aisé de concevoir que des collections de valeurs munies de systèmes de normes concrètes puissent exister sans passer dans les mœurs et les comportements des individus d'une collectivité, mais y imposer une conformité ou même le conformisme par le dressage, l'inculcation autoritaire et la coercition. Un système de normes peut être effectif sans que les individus s'y conforment toujours, ni même dans la plupart des cas. Le problème de l'effectivité n'est pas celui de la conformité ; ce qui importe, c'est que le système soit reconnu comme valable, que l'on s'y réfère en fait dans les appréciations portées sur les conduites et les décisions, que l'on juge les actions à partir de ce qu'il prescrit, et en particulier que l'on soit prêt à reconnaître comme non éthiquement justifiés des actes qui seraient contraires à ses indications. Ce qui répond au problème, ce sont les motivations justificatives : elles constituent une troisième région essentielle du domaine éthique. Le rôle de ces motivations, c'est de faire en sorte que les critères concrets soient reconnus et acceptés comme critères » (J.Ladrière, *Les enjeux de la rationalité*, Paris, 1977, p.143).

Les motivations justificatives sont « la source de l'adhésion que les membres d'une collectivité donnée apportent au système de critères qui représente le code éthique de la collectivité... ; elles font apparaître les critères comme authentiques, indiscutables, comme s'imposant de façon pleinement autorisée,... qu'ils sont bien l'expression adéquate, dans les circonstances historiques données, de l'exigence fondamentale qui constitue l'éthique, qu'ils ont bien, par conséquent, valeur éthique » (Idem, p.143).

L'enjeu, pour les partis politiques et, plus généralement, pour ceux qui cherchent l'avènement et le « sacre du citoyen » est en conséquence:

- de redécouvrir et de réactiver cette sphère des motivations justificatives qui est d'être le « noyau éthico-mythique » (P. Ricœur) ou éthico-imaginaire, anthropo-social historique de notre communauté culturelle réelle (comme donnée et à faire, projet humain) ;

- d'inventer les mécanismes qui déploient ses exigences en termes de critères concrets, qui y satisfont et commandent notre adhésion ;

- de faire la critique de notre système politique et social avec pour critère de base (à concrétiser et à actualiser le possible) la présence ou l'absence de l'effectivité sociale de ses systèmes de normes concrètes, son arrimage ou son déficit d'arrimage, à travers processus et médiations, à la sphère des motivations justificatives de notre collectivité censée s'organiser de manière à survivre et à « bien vivre », c'est-à-dire selon le bien, les « valeurs » éthiques et politiques.

C'est selon cette perspective que les notions alignées dans le questionnaire sous l'appellation de « valeurs » seront mises à l'épreuve et trouveront « sens et non-sens », au plan de cette communauté et de l'individu de cette communauté, inséparablement, et dans le dialogue qu'elle entretient du même mouvement avec d'autres communautés de sens. L'essentiel n'est plus de les approuver ou de les désapprouver, mais de chercher à leur conférer une effectivité sociale et à leur trouver un ancrage dans la sphère des motivations justificatives de notre culture telle qu'elle est et telle que nous la projetons en avant de nous, le passé étant perçu par nous comme un futur antérieur mais non en tant que passé dépassé. Le mal africain est le manque d'effectivité sociale de ses systèmes de normes et de leurs critères concrets, qui se répercutent jusque dans le détail de leurs moindres entreprises, comme en témoigne la présente investigation.

Chapitre

3

La citoyenneté

Dans ce chapitre, l'analyse s'attache à quelques questions spécifiques qui sont des indicateurs de la citoyenneté en situation ; ceci n'est pas une exclusive du contenu de la citoyenneté.

Il est permis de faire de cette section du questionnaire, malgré sa brièveté, un chapitre à part entière et non une simple suite ou une annexe du précédent portant sur les valeurs en général. Si la citoyenneté est bien une valeur ou un ensemble de valeurs, elle nous introduit dans un domaine spécifique pour en faire saisir l'irréductible originalité. L'engagement éclairé exige la compréhension de ce qui distingue la politique des relations et des valeurs de parenté ou de famille étroite ou étendue, consanguine et affine, symbolique et mystique, de valeurs et des relations religieuses, sectaires, maçonniques, des valeurs et des relations d'autres types d'appartenances, culturelles, professionnelles. C'est le chapitre suivant qui sera son prolongement et la mise à l'épreuve des normes de la citoyenneté pour garder les choix d'affiliation, des projets de société et des programmes politiques.

1. Examen des questions et des réponses obtenues

Question 12 : *Le droit de manifester publiquement son « ras-le-bol » ou son approbation totale*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	jamais ne doit être restreint	255	39,1	39,8	39,8
	peut être restreint si le gouvernement le pense ainsi	263	40,3	41,1	80,9
	peut être restreint dans le cas suivant	122	18,7	19,1	100,0
	Total	640	98,0	100,0	
Manquante	Système manquant	13	2,0		
Total		653	100,0		

40,3% des jeunes pensent que le droit de manifester publiquement peut être restreint par la volonté du gouvernement contre 39,8 % qui pensent que ce droit ne doit jamais être restreint.

La vulgate du langage des libertés fait partie du jargon de la modernité telle qu'elle est véhiculée par les médias, le discours politique internationalement correct. Mais il est contrebalancé et équilibré par le contre-discours de la sécurité et de la lutte contre la subversion ou le terrorisme, l'affirmation de l'impératif catégorique de la paix à maintenir avant tout développement économique et social, comme sa condition nécessaire préalable.

La question a été orientée, dans notre contexte, vers cette approche restrictive et sécuritaire d'une des libertés civiles qui est l'une des grandes conquêtes historiques, dans la limitation de l'arbitraire du pouvoir absolu des monarchies, de l'Etat et en particulier de son Exécutif. Il est à relever que la question est destinée, indirectement (comme toutes les autres appartenant à cette section), à circonscrire ce qu'est la valeur de citoyenneté. La question fait alors apparaître cette valeur citoyenne comme

étant d'emblée effet d'une lutte et d'un équilibre de rapports de force, comme une conquête, mais aussi comme responsabilité vis-à-vis du bien commun. Dans une telle compréhension, ce qu'est le bien commun (*res publica*), dont la paix est partie intégrante, ne peut plus être perçu et interprété comme un monopole de l'Etat et de son Exécutif. Il ne relève plus des « secrets d'Etat » et des « raisons supérieures », dont la loi n'a pas à circonscrire les limites. L'incapacité ou l'interdit d'indignation et de colère est le propre de l'esclavage.

Mais le contexte invite à prêter attention à une dimension anthropologique de la république et de la démocratie. Les mécontentements qui mènent au changement de régimes sont fondés sur le droit et le devoir de colère, d'indignation. Ils sont inhérents au statut du citoyen, de l'homme libre, du roi que chaque citoyen porte en soi. L'incapacité ou l'interdit de s'indigner et de se mettre en colère en face d'un outrage, d'une atteinte à la dignité est le propre de l'esclave, que l'on peut devenir à tout moment.

Question 13 : *les individus suspects d'avoir commis un crime*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	peuvent être torturés si c'est dans l'intérêt public	388	59,4	60,4	60,4
	ne devraient pas être torturés	254	38,9	39,6	100,0
	Total	642	98,3	100,0	
Manquante	Système manquant	11	1,7		
Total		653	100,0		

Les jeunes à 60 % sont d'accord avec la torture, pourtant unanimement et bruyamment condamnée par la « communauté internationale ». Ici, également, la citoyenneté est abordée à partir d'une situation-limite qui donne lieu à des dilemmes, à une « casuistique ratiocinante » et stérile.

Mais, on peut se transporter au centre de la citoyenneté par l'exposé des motifs modernes qui plaident en faveur de l'institution de l'interdit de la torture comme fondatrice de l'humanité citoyenne.

Dans cette perspective, les pourcentages du pour (60%) et du contre (40%) sont une indication non seulement des opinions sur un sujet internationalement débattu, mais sur les mœurs et les pratiques de la société où il est latent, d'une menace atmosphérique et parfois sonore mais non pas comme une préoccupation explicite, un enjeu social et politique. Il serait intéressant de savoir combien d'organisations pour l'abolition de la torture existent, à part de l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) et quel pourcentage d'enquêtés en a entendu parler. Telle quelle, cette question a valeur de test comme plusieurs d'entre elles qui se justifient comme telles.

Question 15 : *La réussite dans ma vie..*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	..dépend de mes efforts et de ma débrouillardise	399	61,1	63,1	63,1
	..est dû à ma scolarité	233	35,7	36,9	100,0
	Total	632	96,8	100,0	
Manquante	Système manquant	21	3,2		
Total		653	100,0		

Le tableau correspondant montre que les jeunes sont d'accord à 63 % sur le culte de l'effort et la valeur du travail dans la réussite, ce qui correspond aux valeurs de responsabilité de soi-même.

La réponse peut se décomposer comme description de fait ou comme norme. Comme description de fait, on peut interpréter la réponse comme renvoyant à deux groupes d'enquêtés, dont le premier attribue sa réussite actuelle, potentielle ou éventuelle à « ses efforts et à sa débrouillardise » sans relation de cause à effet avec sa scolarité. En effet à scolarité égale ou inégalité, ce qui fait la différence, c'est l'ingéniosité, la diligence et les efforts personnels. Le second groupe réfère sa réussite directement et exclusivement à sa scolarité. C'est le diplôme, le contenu des apprentissages et des compétences qui font la décision et la différence. On peut l'entendre d'un point de vue normatif, et affirmer que ce sont les efforts scolaires qui sont la voie normale reconnaissable publiquement, par les lois et règlements. Ou au contraire, on dira que, dans la vie réelle et selon l'expérience d'ici et d'ailleurs, ce qui fait la différence, c'est l'ingéniosité efficace, la « débrouillardise » et le mérite personnel qui s'avèrent être des valeurs sûres. Selon l'adage, on reconnaît le maçon au pied du mur.

Dans ce cas, la scolarité peut être considérée comme condition nécessaire mais non suffisante, le cas limite étant celui où elle n'est ni nécessaire ni suffisante. Inversement, on peut faire du scolaire et du diplôme comme la seule preuve du mérite, de la compétence et de la légalité d'exercice d'une profession.

Abordée ainsi, la question conduit au procès de l'école, à son inefficacité, aux usages du diplôme dans la formation des « élites », dans sa sélection et sa reproduction.

Enfin, elle introduit le débat sur le mérite et la méritocratie dans la construction ou la destruction de la citoyenneté et du principe de solidarité citoyenne qu'implique la valeur de « justice sociale ».

Question 16 : j'ai le devoir de travailler pour mon pays..

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	..dans certaines circonstances seulement	332	50,8	52,4	52,4
	..seulement quand j'y gagne quelque chose	301	46,1	47,6	100,0
	Total	633	96,9	100,0	
Manquante		20	3,1		
Total		653	100,0		

Travailler pour son pays est considéré comme un « devoir » naturel pour 52,4%. Cependant, il est significatif que près de 48 % de jeunes pensent ne travailler pour leur pays seulement que s'ils y gagnent quelque chose. Comme on dit populairement « la patrie ne se mange pas ! »

« Patriotisme » et réalisme obligent, dans des circonstances et à des niveaux différents. Les réponses s'équilibrent et s'accordent, comme le bon sens moyennant de sages clauses conditionnelles (dans certaines conditions, et si en même temps on y gagne quelque chose).

Cependant, ces réponses concordataires ne sonnent justes que dans une société relativement homogène sans trop de disparités de statuts, sans inégalités vertigineuses et par trop choquantes qui font parler de la coexistence de deux nations hétérogènes ou davantage.

Le langage courant affirme que « les uns sont venus accompagner les autres » qui mènent la vraie vie face à leur demi-vie, en même temps qu'il s'y résigne comme à un fait de nature. La citoyenneté peut-elle s'accommoder d'une telle juxtaposition, sans se ruiner elle-même ?

On peut donc affirmer que les réponses se sont placées dans une optique descriptive où une telle problématique est

abstraite. Elle peut faire le constat qu'il y a « deux cités » qui coexistent, sans qu'elle en fasse un « problème politique ». Elle considère que ce fait relève de la morale (de la méchanceté humaine) ou plus simplement qu'il est une donnée naturelle.

Il sera alors intéressant d'élucider ce que véhicule la référence au concept ou au sentiment de devoir morale ou civique qui commande de travailler pour ce pays ou qui oblige d'aller toujours voter, les sources et les fondements de ce loyalisme et de ce patriotisme. L'écrivain Mongo Beti a un jour, dans sa relation tourmentée au Cameroun décrit celui-ci comme étant « le pays de sa mère », celui qui englobait le village où vivait sa mère. Sans de telles médiations, les références aux devoirs civiques sont pur idéalisme, sans enracinement crédible dans notre univers sociopolitique et culturel actuel, surtout quand leur manque ostensiblement la contrepartie impliquée dans le contrat qui sous-tend les rapports du citoyen à l'État : la protection contre le loyalisme (Schutz gegen Treue) ou à la nation : le dévouement contre la solidarité. Mais, on voit que, malgré les surenchères et les faux semblants idéologiques, les fondements anthropologiques resurgissent et appellent à la réciprocité ou à la mutualité à partir du paradigme local de tontine ou de « Ndjanghi ».

On peut accorder que les questions posées ont introduit à la citoyenneté par la prise en considération de quelques situations limites ou d'éventuels dilemmes, opposant les intérêts de l'individu à ceux de la collectivité. Dans notre contexte, le concept de citoyenneté est peu utilisé, et ne joue pas souvent des fonctions d'argumentation, d'arbitrage et de discernement dans le jugement et l'action politiques. Il ne sera pas superflu d'être plus insistant, plus didactique et plus incisif pour placer la citoyenneté au centre du champ politique.

2. COMMENTAIRE : La citoyenneté

On peut considérer les quatre questions que coiffe la rubrique « citoyenneté » comme faisant partie de l'enquête sur les valeurs, mettant seulement en relief la notion qui noue les valeurs spécifiquement politiques. Sans trop s'y attarder, on pourra s'interroger si les angles d'attaque choisis au travers des questions posées étaient les mieux indiqués pour pénétrer au cœur du concept de cette valeur synthétique pour en décliner les valeurs spécifiques qui en sont les éléments. Comment construire ou reconstruire la conception de la citoyenneté tirée des réponses positives ou négatives aux questions de savoir si

- on a le droit de manifester son « ras-le-bol » ou son approbation totale de la gouvernance ;
- la torture contre des individus suspects de crimes est à appliquer ou non ;
- l'imposition plus grande des riches est à pratiquer ou non ;
- la réussite dans sa vie est affaire d'efforts et de débrouillardise personnels ou de réussite scolaire dans le système éducatif en vigueur ;
- il y a lieu de travailler pour son pays dans certaines circonstances ou dans les conditions où cela est profitable pour soi.

L'exercice est rendu difficile par l'apparence décousue des questions, saugrenue ou triviale de certaines d'entre elles, d'alternatives plutôt prudhommesques. Elles ouvrent cependant sur des thèmes qui ne sont pas étrangers à la citoyenneté :

- le droit à l'expression de sa colère et de son mécontentement, l'abolition totale et sans restriction de la torture ;
- l'équité et la proportionnalité dans l'imposition, dans les sacrifices et les contributions au bien public ;
- la réussite individuelle et l'égalité ou la non-égalité des chances offertes par le système scolaire ; la méritocratie ou la production et la reproduction des inégalités.

- le patriotisme ou le nationalisme économique à intervenir ou non au niveau de l'emploi et du salaire individuel, dans certaines circonstances et sous certaines conditions.

Sérieusement examinée, cette thématique pourrait délivrer une conception de la citoyenneté, avec ses droits et ses devoirs, ses rapports à l'Etat, à la nation ou à la nationalité, à l'individualisme. Ce détour long et ardu devra être emprunté par ceux des praticiens qui associent l'idée de la politique avec l'information et la connaissance, la compétence ou l'expertise avec la culture. Mais les reformulations et les rattachements que nous esquissons ici ne sont pas tous directement et tels quels dans le champ de conscience, d'échanges et de discussions des enquêteurs et des enquêtés. Il s'agit toutefois d'une explicitation, d'une traduction dans les termes qui servent la spécificité du politique. L'enquête les suggère et invite à ces mises en perspective, qui les rend explicites, conformément aux exigences d'une interprétation critique et constructive qui doit aboutir à des recommandations. Vient alors au-devant de la scène ce qui a été jusque-là en arrière-plan, comme de simples notations psychologiques, alors qu'elles annoncent ce qu'elles tendent à devenir, c'est-à-dire de véritables catégories ou forces efficientes de la transformation politique, des manifestations ou de nouvelles expressions de la revendication de citoyenneté, d'une citoyenneté inédite. Alors le ras-le-bol indique un seuil critique d'une accumulation de mécontentements quotidiens, qui peuvent atteindre leur paroxysme dans la colère qui éclate, brise et renverse les trônes. L'évocation de la torture réveille les traumatismes de la terreur d'Etat, ses hauts lieux et ses escadrons de la mort et de traitements inhumains et dégradants. Les passions, toujours présentes dans l'émergence de la citoyenneté, se réintroduisent dans l'analyse, avec une anthropologie de la colère (cf. l'ouvrage de Célestin Monga, *The Anthropology of Anger*, Lynne Rienner Publishers, London, 1996) de la violence et du conflit. Sous peine

d'angélisme ou de mystification, on ne saurait, dans le contexte de notre enquête, réduire le traitement de la citoyenneté à un rappel d'une liste supposée immuable et allant sans dire des droits et devoirs du citoyen, comme s'ils n'étaient sous-tendu par un contrat qui est un armistice conclu sur la base du loyalisme contre protection, du mandat contre résultats, sous un contrôle permanent ou un plébiscite quotidien.

Il ressort de ces réactions ou perceptions confuses, les caractérisations de la citoyenneté, commençant par ce qu'elle ne saurait être avant d'indiquer ce qu'elle pourrait ou devrait être. Il faut procéder par approximations, en partant des reformulations avec leurs rattachements respectifs, et en les commentant sommairement.

Commentaire : Devoir de colère et interdit de la torture

La capacité et le devoir de la colère sont indicatifs d'un individu qui a un certain rang, qui en est profondément imbu et conscient, et pense donc avoir le droit d'agir et de réagir aux atteintes qui sont portées à ce statut. L'individu fait partie d'une « communauté ou nation de citoyens », de ceux-là précisément qui ont renversé et remplacé les monarques. « Chacun a à l'intérieur de soi un cœur de roi (regis quisque intra se habet animum) », écrit Sénèque. Ce que Pierre Pachet commente comme suit : « La colère est en chacun l'aptitude à se conduire en roi : à commander, à s'indigner contre l'injustice et la dégradation au lieu de simplement les subir, à faire face à l'ennemi, à défier l'ordre du monde. Chacun a en soi le sentiment de ne pas être n'importe qui ; plus : être quelqu'un, c'est pour une part sentir que, comme un roi, on n'a personne au-dessus de soi » (in Esprit, Novembre 2002, p.17). Si l'on estime que vous n'avez pas le droit d'entrer en colère, s'il vous paraît à vous et à d'autres que l'indignation de votre part est une incongruité, sachez que vous avez objectivement statut d'esclave. La colère peut être vertu politique : elle dévoile le respect de soi, de sa dignité, comme la source et le fondement : n'avoir nul au-dessus de soi et n'être limité que par des pairs, d'« autres soi-même ». L'abolition de la torture est une consé-

quence directe de ce statut « royal » du citoyen. Avant d'être revendiquée en faveur de tous les humains, la fin de la torture marque la naissance du citoyen qui n'est plus à traiter en animal, en esclave ni même en étranger. L'interdit de la torture et des traitements inhumains et dégradants (comme les bastonnades) aurait dû être le geste inaugural des indépendances et de l'ère postcoloniale. Le monopole de la coercition comme unique ou principal moyen de gouvernement, c'est-à-dire l'intimidation, la violence et la terreur comme moyens d'obtenir obéissance et soumission totale à ceux qui représentent l'Etat et ses insondables raisons d'être et fins supérieures, voilà l'exacte définition de la politique qui entretient la peur panique de la politique, jusqu'à rendre taboue sa seule évocation chez nombre d'enquêtés. Le Cameroun, comme nombre d'entités politiques ou « polities », qui se prennent pour des Etats-Nations, ne s'est remis du traumatisme de sa naissance, qui se rejoue névrotiquement et périodiquement, comme en vain. Il est hautement instructif, pour cette fondation de l'humain qu'est la citoyenneté de passer du parallèle significatif qu'opère P. Ricœur (à partir des réflexions de Lévi-Strauss sur l'interdit de l'inceste comme étant peut-être le seul véritablement universel) entre l'interdit de l'inceste et l'interdit du meurtre au parallèle que mène E. Babissagana entre la prohibition de l'inceste et la prohibition de la torture (L'interdit de la torture en procès ?, Bruxelles, 2006, notamment le chapitre VII, p.191-204 et la conclusion générale, p.205-212). . On se verrait ainsi « montrer que, comme l'interdit de l'inceste, celui de la torture combine à la fois, dans les catégories de Lévi-Strauss, une dimension naturelle liée à son universalité et une dimension culturelle liée à sa normativité » et si c'était le cas, il faudrait alors se demander quelles causes profondes et omniprésentes font que, dans toutes les sociétés et à toutes les époques, il existe une réglementation de la violence contre la personne d'autrui ».

On pourrait ensuite établir un parallèle entre le caractère socialement structurant de l'interdit de l'inceste et, selon nous, le caractère politiquement structurant et fondateur de l'interdit de la torture entre citoyens semblables à l'interdit de l'anthropophagie comme fondateur de l'unité de l'espèce humaine en tant qu'humaine, comme fondateur de la civilisation, au sens anthropologique le plus antique, qui est le point de vue (métaconcepts et expériences métempiriques) d'où s'accomplit la reconnaissance des processus de personnalisation, de sexualité, de socialisation constitutifs d'hommes appartenant à des groupes

auxquels on n'est pas lié par la consanguinité ou par la territorialité qui est le socle des relations politiques, mais seulement par des alliances, des rituels et des cultes communs. La prohibition inconditionnelle de la torture entre concitoyens s'annonce et se pose comme le fondement, l'avènement déjà en cours et la promotion d'un ordre anthropologique universel concret, sans précédent, notamment la fin de l'Etat honteux.

Il est à noter que, dans nombre de cultures africaines, la pratique de la torture sur les vivants, hommes et animaux, est une pratique sorcière d'une extrême gravité ouvrant le spectre et l'abîme de la cruauté la plus étrange. La torture se camoufle, se socialise et se « légitime » en s'exerçant collectivement, en groupe, sur la victime émissaire des sacrifices et rituels purificateurs, expiatoires et atropaiques. Le lynchage des voleurs les transpose hors de cet espace rituel et perpète cette abomination sur la place publique. Les commissariats de police et les gendarmeries, les centres spécialisés de la terreur d'Etat lui élèvent des sanctuaires où des officiants la célèbrent continuellement, avec des raffinements que les technologies de la répression rendent possibles. Dans un pays « où tout se sait et rien ne tait », nul n'ignore la banalité de ce mal dans l'ordinaire de la vie et que chacun peut, sur un rien, par accident, « comme ça », basculer soudainement dans cet univers cauchemardesque, infernal. Le jeune Camerounais ne jouit donc pas d'une vie complètement affranchie de la terreur, que ce soit par lui-même, par des amis, camarades et connaissances.

Chapitre 4

Problèmes majeurs, sociaux et individuels

Cette section demande davantage que la déclaration de ses perceptions. Elle appelle des énoncés qui sont des énoncés analytiques ou qui sont les résultats d'une analyse. Elle exige des explications sous le mode de l'allocation de causalité ou de responsabilité.

Cette partie est le point culminant de l'enquête. Elle recueille l'identification et les analyses diagnostiques, par les jeunes, des « problèmes les plus graves de notre société » et des leurs en tant qu'individus de leur âge, les solutions qu'ils prescrivent aux acteurs attitrés des domaines concernés et les conditions requises pour leur propre contribution au bien commun et leur engagement.

1. Examen des questions et des réponses obtenues

Le contenu des paragraphes suivants est fourni par les questions 17 et 20, qui ont les mêmes éléments énumérant les problèmes les plus graves, envisagés seulement du point de

vue de la collectivité dans la question 17 et selon le point de vue propre des individus en tant qu'individus, dans la question 20. On a dû constater que la différence entre les réponses données n'était pas significative.

L'interprétation des données s'appuie sur trois décisions :

- a) On commence, à titre d'hypothèse, par considérer comme décisives les conditions socio-économiques objectives de l'existence des jeunes, vivant de moins de deux dollars (975Fcfa) par jour, sans emploi, connaissant un chômage à durée indéfinie, la pauvreté, la misère, la précarité et même la galère, avec le sentiment d'une dépendance accrue, d'une imprévisibilité et d'une impuissance qui exposent à un arbitraire, sans l'espoir d'un recours imaginable et vraisemblable à l'horizon des pratiques institutionnelles, politiques, économiques, éthico-personnelles actuelles dans le Cameroun tel qu'il est et tel qu'il va. Dans cette hypothèse holiste, la nomenclature des problèmes ne fait que décliner en thèmes particuliers divers aspects de cette situation globale de désarroi et de désespérance ;
- b) On pose qu'il n'y a pas un problème des jeunes. Le bon sens entend facilement que la jeunesse est une des classes d'âge dans lesquelles s'articulent toutes les sociétés humaines se définissant et se présupposant les unes et les autres ; on l'isole de façon légitime si l'on maintient que c'est mise entre parenthèses artificielle, utile seulement si elle garde conscience de sa nature abstraite. Comme dans un organisme, la partie n'est affectée que comme partie d'un tout, autrement dit, ce qui est atteint dans et par les parties, c'est le tout.
- c) Prendre la jeunesse ou les jeunes comme objet d'étude, c'est choisir d'en faire un analyseur de la société au titre de son statut de phénomène social total et, dans notre contexte, comme la partie qui est « partout et nulle part ». Elle peut être dite « le témoin radical » de notre situation,

miroir grossissant de ses mécanismes de déstructuration et de destruction des existences, des institutions et des processus de défense, de protection et de transmission de l'humain de génération en génération. La jeunesse est « le lieu géométrique où les plans et les problèmes s'entrecroisent » et où sont mis à nu les rouages de notre histoire sociale, politique et économique. Ici, transitent et même aboutissent les conséquences néfastes de nos politiques ou de notre vacuité politique, d'un manque de vision stratégique et prospective.

Question 17 : « A mon avis, voici selon mon analyse les problèmes de notre société les plus graves » : mettre un X dans sa case (par rapport au sexe)

		sexe du répondant	
		Masculin	Féminin
L'analphabétisme dans notre société	pas du tout grave	19	12
	peu grave	47	32
	grave	98	69
	très grave	179	170
La difficulté d'accès à l'éducation dans notre société	pas du tout grave	15	12
	peu grave	52	40
	grave	125	98
	très grave	142	120
La pauvreté, le manque d'argent dans notre société	pas du tout grave	2	3
	peu grave	18	22
	grave	85	66
	très grave	237	189
La santé défaillante dans notre société	pas du tout grave	15	12
	peu grave	44	42
	grave	98	103
	très grave	174	116

Les Jeunes et La Politique au Cameroun: quelles perceptions pour quelle participation ?

Le chômage et la précarité dans notre société	pas du tout grave	6	3
	peu grave	9	16
	grave	59	57
	très grave	259	199
La corruption dans notre société	pas du tout grave	1	1
	peu grave	10	10
	grave	41	24
	très grave	285	236
Le manque d'alternance politique dans notre société	pas du tout grave	42	24
	peu grave	61	77
	grave	95	70
	très grave	125	96
La difficulté d'avoir un terrain dans notre société	pas du tout grave	60	36
	peu grave	88	96
	grave	91	63
	très grave	92	70
Le tribalisme dans les services publics de notre société	pas du tout grave	12	6
	peu grave	45	30
	grave	80	73
	très grave	191	164
Les difficultés d'accès à l'information dans notre société	pas du tout grave	24	15
	peu grave	81	75
	grave	122	103
	très grave	103	73
Les difficultés d'alimentation dans notre société	pas du tout grave	39	18
	peu grave	66	57
	grave	93	89
	très grave	129	102
Le banditisme et l'insécurité dans notre société	pas du tout grave	16	6
	peu grave	36	24
	grave	89	75
	très grave	186	165

La non-considération des préoccupations des jeunes dans notre société	pas du tout grave	6	10
	peu grave	25	26
	grave	104	76
	très grave	193	155
Les tracasseries des communautés urbaines et des mairies contre les jeunes vendeurs à la sauvette dans notre société	pas du tout grave	42	22
	peu grave	65	60
	grave	102	86
	très grave	122	101
Les difficultés d'accès à la justice dans notre société	pas du tout grave	21	10
	peu grave	46	51
	grave	96	83
	très grave	163	123

Le tableau des problèmes de société par sexe donne à constater, une fois de plus, que les deux sexes ont presque la même estimation.

Au vu de ce classement, les trois problèmes majeurs des jeunes sont dans l'ordre :

- la corruption (79%) ;
- le chômage et la pauvreté (70%) ;
- le manque d'argent (65 %).

Chaque problème de liste est parmi les plus graves et fait l'objet d'un classement à trois notations allant du « pas du tout grave » à « très grave ». Les réponses qui les concernent contiennent elles aussi matière à réflexion ou à investigation ultérieure, plus approfondie. Certaines réponses comportent un trait remarquable à souligner, une équivoque à lever ou une obscurité à dissiper, en fonction d'une vue d'ensemble de l'enquête ou de la section d'enquête et du contexte social général. On se contente de commenter quelques-uns et quelques points utiles à notre propre formation politique et à nos débats internes.

1) Bien que la corruption soit constamment dénoncée par tous et jugée comme le problème le plus grave, il faut prêter attention à la manière dont les enquêtés réagissent à son égard. On peut dire que les enquêtés sont en accord avec la réprobation commune contre la corruption. La condamnation est moins commune quand le phénomène met en cause le principe d'autorité, sa légitimité. Les divergences se font plus grandes non dans la désignation des responsables et des causes morales, mais quand on n'en recherche les conditions qui favorisent : le pouvoir de nomination, l'enfermement dans le réseau de relations de clientélisme. Ajoutons que le coût de la corruption, avec les dégâts et les victimes que font ses conséquences, n'arrivent pas à émouvoir ni à faire de la corruption un mal susceptible d'être combattu efficacement. Le sentiment dominant est que la corruption ne peut être éradiquée ni même ébranlée. Impossible cependant de ne pas la condamner verbalement, de sembler s'y résigner ; impossible de l'inscrire au centre de l'action politique que sous la forme bruyante de croisades et de campagnes éphémères, sans résultats durables. Ce qui manque, c'est une réflexion qui met la corruption au centre de la pensée démocratique. Aristote met sur la bonne voie : la négation absolue du politique est la tyrannie, mais la tyrannie ne se soutient qu'en étant capable de payer le prix de la corruption, en étant capable de tout acheter. La corruption se situe hors de la loi, au-dessus des lois pour imposer le pouvoir des individus, de leurs passions. Tyrannie et corruption s'appellent et se soutiennent mutuellement. Pas de corruption qui ne sème les germes de la tyrannie, pas de tyrannie qui puisse tenir sans le soutien d'une corruption « tous azimuts ».

Il faut désamorcer la fausse universalité de la corruption en l'implantant dans la nature humaine générale. Elle est culturelle. Elle ne devient pas partout prédation. Elle est autre chose que les prébendes avec les pratiques de clientélisme politique et de corruption gouvernementale en vigueur dans

presque tous les pays du globe : « A la différence du système des prébendes, le règne de la prédation se caractérise par la concentration du pouvoir au sommet et la personnalisation du réseau des délégations de pouvoir. La corruption règne à tous les niveaux du gouvernement et de l'administration, et les institutions cessent d'être des organisations stables pour céder la place à des circuits de loyautés individuelles et ethniques : quand le pouvoir et les réseaux de pouvoir sont personnalisés, c'est l'Etat tout entier qui devient clandestin ». C'est ce système de prédation et non de simples prébendes qui caractérise aujourd'hui notre pays. « Cette prédation généralisée a trois conséquences. En premier lieu, les ressources accessibles à ces économies dominées par l'Etat, qu'elles viennent du pays même ou des concours internationaux, sont traitées selon une logique de l'accumulation privée qui ne se soucie guère de l'économie locale : cette situation absurde du point de vue du développement économique du pays et de sa stabilité politique, est au contraire pleine de sens aux yeux de ses cupides dirigeants. En second lieu, le simple fait d'accéder à un poste de pouvoir signifie accéder à la fortune... Enfin, le pouvoir politique ne peut se construire que sur un clientélisme liant les gens en place à des fractions de la population : étant donné que les bureaucraties politiques et militaires ont mis la main sur l'essentiel des revenus du pays, les citoyens ordinaires sont bien obligés de se faire les clients des uns ou des autres s'ils veulent être inclus dans la distribution des emplois et de menues faveurs à tous les niveaux de l'Etat... Toutes sortes de critères sont mobilisés, qui prennent en compte l'appartenance ethnique, la région, les fonctions économiques ».(Manuel Castells, Fin de millénaire, L'ère de l'information ,tome 3, Fayard , Paris, 1999, p.119-120)

2) « **La pauvreté et le manque d'argent** dans notre société ». La pauvreté est associée au manque d'argent .Est-ce au titre de

cause ou d'effet ? Quelle est leur relation ? Il est possible et souhaitable d'envisager la pauvreté à part, pour en comprendre la nature et peut-être un plus large éventail de ses facteurs ou causes, surtout si on en décrit les formes concrètes. On se met en état de voir celles qui sont susceptibles d'être supprimées et les moyens correspondants. Le « manque d'argent » est une manière courante de décrire le dénuement et d'en donner une explication immédiate d'une force aveuglante. Le manque d'argent peut devenir dangereux comme argument décisif pour ne pas épargner, investir, prioriser l'emploi de ses ressources, renoncer à des dépenses inutiles, au gaspillage. L'argent n'est pas une sorte de « matière première naturelle » qu'on ne localise que dans les « pays riches », « les pays développés ». Si tel est l'argent, il ne reste qu'à le quémander là-bas ou à attirer à tout prix leurs investisseurs. Cette manière de raisonner est un de nos graves problèmes politiques, puisqu'elle est à la fois celle de la mentalité populaire et de la faction dirigeante. La création de la monnaie est un attribut souverain que nous avons et dont nous sur-garantissons (110% au lieu de 20%) le protectorat monétaire dormant du Trésor français, il y a sous-monétarisation et sous-bancarisation. Il y a en fait répression monétaire et servitude monétaire volontaire. La question aura été intéressante comme test psychologique. C'est une des fonctions « stimulante » de notre questionnaire qui le justifie. Sans cela, il ne serait pas l'outil de conscientisation que l'enquête voudrait être, à partir des « perceptions » spontanées, mais ni vierges ni innocentes ;

3) **L'analphabétisme** est réputé un problème grave. Mais, habituellement il est invoqué comme circonstance atténuante ou excuse pour les difficultés de développement économique et la compréhension des enjeux et des subtilités démocratiques, entre autres, celles des scrutins électoraux, et dans le maintien d'un équilibre fragile eu égard aux deux groupes ethniques

parlant deux cents dialectes qui pour la plupart ne s'écrivent pas. La question de l'analphabétisme n'inclut pas sa face d'illettrisme, quand lire et écrire n'ont pas atteint un niveau d'usage actif et entretenu et que les apprenants retombent dans l'analphabétisme ou n'en sortent pas. A part des désagréments actifs ou purement théoriques, il n'est pas montré que le processus de création d'emplois, de type ancien ou nouveau, achoppe entre autres, aux difficultés d'une main d'œuvre analphabète.

Le Cameroun a un taux d'alphabétisation que n'avaient pas maints pays « développés » à l'époque de leur décollage industrielle étayée d'une agriculture intense et performante. Le problème de l'école n'est pas d'échouer à éradiquer un analphabétisme, c'est de contribuer à créer un analphabétisme secondaire (l'illettrisme) plus coriace, et de former des gens qui ne font pas usage de leurs apprentissages dans des activités productives, économiques et des industries culturelles. L'analphabétisme comme un des fléaux qui expliquent nos retards et nos déboires collectifs est un mythe et un alibi.

4) **La difficulté d'accès à l'éducation** dans notre société pointe quelques aspects de notre système éducatif : sa productivité est faible pour un coût très élevé : dans tous les cycles, il produit plus de déchets que de produits finis. Les abandons et les redoublements s'additionnent, surtout chez les ruraux (garçons et surtout filles) à cet effet. Par ailleurs, ses méthodes, ses contenus, ses instruments et ses entours pédagogiques n'ont pas profondément changés, pas au rythme d'une société qui est affectée par d'autres sources de savoir et d'autres modes d'apprentissage extrascolaire. Ces archaïsmes restreignent l'acquisition et la diffusion des connaissances : la réussite scolaire est coûteuse et par conséquent discriminatoire. La rectification de ses distorsions est un luxe de riches (dont les fils s'expatrient, après avoir été dans les meilleures et les plus coûteuses des écoles privées locales) et aggrave les sacrifices de

ceux des pauvres qui refusent d'en être des victimes expiatoires. (Ces remarques ont pour fin de transformer des perceptions par définition passives, contemplatives en objets d'activité d'analyse, de compréhension et d'action politiques);

4) Des notions telles que le chômage, la corruption, l'accès et quelques autres encore doivent faire l'objet de ce type d'exercice qui en fait des concepts d'essence politique, pour ne en faire d'abord des problèmes sociaux ou moraux, que la politique peut accueillir ou non à son gré et dont la solution peut venir d'un réveil éthique ou religieux, de l'évolution des mentalités au fil d'un temps plutôt long, d'une manne financière en retombées des industries extractives.

5) « **L'absence d'alternance politique** comme problème très grave ». Les enquêtés sont censés avoir compris le diagnostic, à ne pas y souscrire (pas grave du tout) comme le font quelques-uns, ou à y souscrire, en qualifiant le mal de peu grave, de grave ou de très grave. L'élection présidentielle en faisait un sujet d'actualité. Il était bon de s'en saisir, pour transformer l'essai ... Comment ? En imaginant les raisons que le rejet ou l'acceptation de l'importance plus ou moins grande de l'alternance politique pourrait invoquer ou d'autres qui refuseraient les deux termes de l'alternance pour donner au problème un recadrage qui en rend possible la solution. Elles pourraient nous dévoiler que l'alternance politique au moyen d'élections sans cesse tenues et qui ne parviennent à rien, c'est l'arbre qui nous cache la forêt . Il y va d'une grave erreur qui a consisté à prendre un sens dérivé de la notion de démocratie au lieu de ce qui en fait la substance. Si la « liberté » et la « démocratie » sont universelles, l'alternance politique où la majorité arithmétique « prend tout » est, quant à elle, bien le produit d'une histoire singulière qui ne se répète pas et qu'on ne reproduit pas ailleurs : « L'essentiel est de comprendre que les sociétés de classes avec toutes leurs

institutions et leurs conventions sont façonnées et construites pour maîtriser ce qui fait leur problème central : l'antagonisme des castes et des classes, opposant ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, ceux qui sont out et ceux qui ne sont rien, comptant, pour le gérer, avec lui et contre lui. A l'opposé, le Cameroun (pour ne pas dire l'Afrique dont il est la miniature) a pour problème central la pluralité: « Le problème de la démocratie ou de l'Etat constitutionnel, en Afrique, est de créer des institutions politiques qui donnent à tous les groupes l'opportunité de participer à la prise de décision, puisque c'est ainsi seulement qu'ils sentiront qu'ils sont des membres à part entière d'une nation, respectés par leurs concitoyens plus nombreux, et devant un égal respect au lien social qui les tient ensemble » (Arthur Lewis, *Politics in West Africa*, Oxford University Press, 1965, p.66)..

C'est dans cette perspective que se résout la question du tribalisme dans nos services publics, non comme une tare africaine irréductible, mais une exemplification de la pluralité socioculturelle spécifique qui se gère dans le cadre de la démocratie. Ses institutions et ses conventions sont à construire pour rendre compatibles les différences, et même pour en faire le moteur du progrès et de la qualité humaine des citoyens

Question 18 : *Est-ce que les jeunes sont impliqués dans la survenance de ces problèmes?*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	oui	280	42,9	47,2	47,2
	non	313	47,9	52,8	100,0
	Total	593	90,8	100,0	
Manquante	Système manquant	60	9,2		
Total		653	100,0		

La responsabilité des problèmes tels que classés ci-dessus par ordre de gravité incombe aux aînés, pour près de 52 % de jeunes contre 48 % pour la coresponsabilité des jeunes dans les problèmes existants. Les torts sont partagés. Les réponses s'équilibrent.

Que tirer d'un tel constat ? Que faire de cette reconnaissance globale des torts ? Il est dangereux de se satisfaire que tous soient coupables. La culpabilité de tous n'est la responsabilité d'aucun. Le sens du domaine politique comme tel (ni moralisme ni religion) commence lorsqu'on refuse l'amalgame, qu'on localise les responsabilités et qu'on les investit dans des personnes ou des fonctions assumées personnellement.

Les responsabilités changent, croissent ou diminuent selon les positions, les mandats. Les jeunes qui reconnaissent leur part de torts, quelles responsabilités exercent-ils ou quelles lois enfreignent-ils ?

Il faut refuser le brouillage grâce auquel on exonère les hommes politiques de leurs responsabilités propres, à commencer par celui qui concentre tous les pouvoirs dans ses mains, au prétexte que les autres n'ont pas rempli leur part de responsabilité, notamment que « les jeunes n'ont rien » jusqu'à présent. Le brouillage se nourrit aussi de la confusion entre responsabilité individuelle d'ordre éthique, de nature directe avec celle qui s'exerce par les institutions et les fonctions, toute une chaîne d'autorités et de pouvoirs, les lois et les politiques publiques. Les effets de mauvaises politiques ou d'absences de politiques sont des empêchements ou des violences sans commune mesure de l'action directe

Cela dit, le point de vue de l'implication des jeunes dans la survenance des problèmes doit être adopté comme une hypothèse féconde d'analyse proprement politique et justifiant la revendication des jeunes d'être pris en considération. L'idée est simple et la voici :

La jeunesse est une partie de la société qui se définit par rapport aux autres ; ce qui arrive à celles-ci a des effets sur elle et des conséquences pour elle. Il est donc possible que toutes les politiques publiques, quelles qu'elles soient, fassent l'examen des incidences qu'elles ont pour cette couche de la population. La politique signifie dans son principe que tous prennent part aux décisions concernant des activités, des mesures, qui les affectent directement ou indirectement du fait de leurs conséquences et de leurs effets prévisibles.

Question 19 : *Que faut-il pour que les jeunes soient impliqués dans la solution de ces problèmes?*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Emploi	122	18,7	24,9	24,9
	Responsabilité	86	13,2	17,6	42,5
	Dialogue social	86	13,2	17,6	60,1
	Sensibilisation	49	7,5	10,0	70,1
	Egalité des chances	43	6,6	8,8	78,9
	Le respect des droits de l'homme	37	5,7	7,6	86,5
	Education/formation	34	5,2	6,9	93,4
	Servir le pays	21	3,2	4,3	97,7
	Anti-néocolonialisme	6	,9	1,2	98,9
	Prendre en compte leur opinion	6	,9	1,2	100
	Total	490	75,0	100,0	100
Manquante	Sans Avis	163	25,0		
Total		653	100,0		

Pour impliquer les jeunes dans la recherche de solutions aux problèmes classés plus haut, il faut, de l'avis de 60 % des interrogés, répondre aux trois préoccupations classées par ordre de priorité suivantes :

- Donner du travail : 24, 9 %
- Instituer un dialogue social : 17, 6 %
- Responsabiliser les jeunes : 17, 6 %

Il est remarquable de constater que 25% des enquêtés (« sans avis ») n'ont tout simplement rien exprimé sur cette question.

- a) La formulation de ces requêtes est à clarifier. D'emblée, ces réponses sonnent comme des doléances. « Donner du travail » ; on s'adresse au pourvoyeur d'emplois qu'est l'Etat. La problématique de la libre création d'emploi n'affleure pas ici ni l'urgence d'une politique d'industrialisation à débattre, à élaborer et à faire assumer à la nation et ses représentants. Le risque est de rester dans la perspective de la création de postes administratifs et de la production de fonctionnaires. La question avait une ambiguïté que les réponses ont ignorée : « Que faut-il pour que les jeunes soient impliquées dans la politique ». Il était possible de l'entendre au moins de deux autres manières, dont celle-ci : que doivent faire les jeunes pour s'impliquer dans la politique ? Ou celle-ci encore : quels aménagements institutionnels et législatifs, organisationnels et opérationnels faire de telle sorte que les jeunes se trouvent effectivement impliqués dans la politique ?
- b) L'expression « dialogue social » semble être empruntée au langage du ministère du travail dans ses rapports aux syndicats, à tout groupement organisé qui demande ses droits ou ses conditions de travail et de vie (par l'augmentation des salaires). Mais la notion de « dialogue social » dans notre contexte relève clairement le besoin d'un espace institutionnel pour les jeunes. La revue documen-

taire renforce l'hypothèse¹. Il reste à voir si ce besoin du dialogue social a été adressé par l'institution du Conseil national de la jeunesse.

- c) « Responsabiliser les jeunes » : comment entendre une telle formule ou mot d'ordre ? S'il s'agit d'une supplique aux tenants du pouvoir, on risque tous les paradoxes des responsabilités octroyées. Dans le contexte camerounais, « responsabilité » est un raccourci pour « poste de responsabilité » administrative et/ou politique. On nomme des jeunes qui se positionnent comme représentants de la jeunesse.

On ne peut donc se contenter d'enregistrer ces préoccupations sans inviter leurs auteurs à les raisonner, à les articuler en un ensemble cohérent, de manière à les inscrire dans le champ du politique. Il faut avoir pour horizon l'institutionnalisation et la législation qui transforment des préoccupations de groupes d'intérêt en objets présentant un intérêt pour tous, en solutions qui engagent les autres au titre de leur lien de réciprocité et de mutualité de leurs intérêts comme membres d'une communauté politique.

Commentaire : caractères dominants de notre société

En termes analytiques, quels sont les caractères dominants de notre société dans sa globalité » dont la jeunesse est le révélateur ? Si nous les comprenions correctement, ils nous fixeraient aussitôt sur ce que les jeunes ne sauraient donner ni faire du tout, séparément ou même ensemble avec les autres dans un cadre inchangé. On a, très classiquement, décrit « le désarroi camerounais », en parcourant, très classiquement, les disfonctionnements et les pannes de tous les secteurs ou les politiques sectorielles du Cameroun, non sans proposer

¹La Gazette des Jeunes, No.2, juillet-septembre 2011, Zenu Network, Bafoussam.
Le Pouvoir des Jeunes et Les Politiques Publiques, Actes du Forum : Les jeunes et les politiques publiques, Fondation Conseil Jeunes et Partenaires, Yaoundé, mai 2008.

ou rappeler des remèdes, en général depuis longtemps connues. Ce qui incite à reformuler le diagnostic, c'est le paradoxe de la non-application ou de l'application inefficace de techniques acquises et de solutions connues et incontestées. C'est, en fait, qu'il ne s'agit pas de simples défaillances amendables d'un système, mais de crises de leurs principes qui sont des expressions de mutation, c'est-à-dire de changement de système, des principes et du régime des transformations.

Énonçons quelques propositions pour caractériser cette situation, sans pouvoir les développer, mais qui permettent d'invalider certaines demandes ou exigences :

a) Dès lors qu'on ne peut plus séparer des couches, des secteurs ou des variables pour résoudre successivement les problèmes économiques, sociopolitiques, éducatifs, d'emploi, écologiques, tour à tour et successivement, comme l'on croyait et faisait auparavant, il y a mutation. La non-séparation de variables et leur multiplication créent une complexité et des interactions croissantes, les couplages entre phénomènes qui s'entraînent les uns les autres ;

b) La mutation réside dans la figure que prend le mode de régulation qui passe de la hiérarchie à l'homéostasie et réciproquement. C'est la crise des « chefs », du principe d'autorité pyramidale, entendu comme immuablement fixé en sa nature. « L'homéostasie propose un autre modèle. Elle est l'ensemble des processus qui agissent pour le maintien de toutes les constances internes d'un organisme de manière à le préserver comme milieu interne et morphologie distincte... Il n'a pas ici un agent inducteur spécifique et localisable de cet acte d'exister. Le mode d'ordination et de régulation est global...La régulation vivante comporte donc une régulation récursive du régulant et du régulé... » ;

c) La substance de la forme des mutations est leur temporalité. On peut donc repérer et décrire les mutations comme le couplage, la résonance, la compétition de rythmes différents, de courbes d'évolutions différentes, ou simplement l'allure caractéristique de telle d'entre elles. Dans cette perspective, les crises peuvent se présenter sous le mode de croissance ou non-croissance anarchique, déséquilibrée et indifférenciée ; comme accélération anticipée, non prévenue d'un domaine, qui laisse à la traîne d'autres secteurs et met ainsi en péril. ;

d) La crise du principe d'indépendance, d'autonomie et de liberté collective et individuelle est le principe ou la racine du désarroi, par la perte de toute référence aux principes et aux motivations justi-

ficatives de notre modernité, par la perte de son principe de reproduction et de son discours idéologique. Que dit celui-ci ? Le pouvoir de construire par eux-mêmes leurs rapports à des hommes, à des mondes étrangers, fait partie des caractères et attributs des hommes vrais. Autonomie et liberté sont des conquêtes de l'histoire de l'homme se faisant à travers sa puissance, son travail, ses œuvres : « La possession des moyens économiques et d'une puissance matérielle d'un certain niveau en sont autant la condition que l'expression ou le signe. En effet, seul un homme qui se comprend comme autonome est à même d'user des choses comme des moyens d'accroître sa puissance ou de production..., de créer l'accumulation des richesses. Sans une telle autonomie pratique, il n'y a ni connaissance véritable ni moralité. Rien n'existe ou n'a de sens que comme matière première offerte à son entreprise... Il est donc à retenir que, dans le contexte actuel, dans la formation des opinions, dans le « conflit des interprétations », le problème central du sens des événements est économique et politique, que leur utilisation en vue de justifier sa position n'est pas à la portée de tous, mais seulement de ceux qui ont le pouvoir et les moyens d'établir par eux-mêmes leur rapport aux autres hommes, au passé, à ce qui arrive, en les façonnant à son avantage » (F. Eboussi, Les conférences nationales, p.21-22).

Justement ceux qui sont dépourvus d'autonomie, au milieu de ce qui prétend en être l'institutionnalisation, vivent son démenti pratique permanent : « Ils se caractérisent non par ce qu'ils possèdent, mais plutôt par ce qui leur manque, par ce que d'autres font d'eux, par leur dépendance à l'égard d'autrui. Ils n'ont rien qu'ils puissent projeter sur les événements ou y importer. Ils ne tentent pas de justifier l'état en recourant aux traditions ou au passé pour y lire sa préfiguration... De soi, ils attendent de ce qui advient l'inespéré, c'est-à-dire ce qui pourrait mettre fin à la vieille rengaine de la pauvreté, de la vulnérabilité et de l'oppression » (p.22).

La jeunesse est le témoin radical de ce renversement des principes d'autonomie et de la liberté dans les institutions et les espaces censés les mettre en œuvre, les avoir comme moteur de leur fonctionnement. Pour saisir les formes et les structures d'asservissement et de dégradation du système en vigueur, il vaut donc la peine de se mettre au point de vue de ses victimes, de ceux auxquels les possibilités de se réaliser, d'accéder aux subsistances matérielles convenables ont été refusées par la mécanique même d'un ordre social... ». Il faut

appréhender nos régimes sociopolitiques d'« en bas », du point de vue de l'homme du dernier rang, qui subit le poids de l'exploitation et de la dégradation. Il est « partout et nulle part ». Il est hors jeu, un simple pion ; « pourtant, tous les ordres, les prestations, les « sacrifices » aboutissent à lui. Il fournit le « point de vue de la totalité », qui permet de démonter par l'analyse le réseau des forces de répression, d'exposer les rouages de l'industrie pénitentiaire, de reconstituer la genèse du système et, encore, de faire entrevoir les principaux traits de la société..., la chaîne sociale sur laquelle s'est tissée la trame des arrestations, instructions, l'exploitation, de l'extermination » (p.23).

Toute cette approche invalide les échelles de valeurs, les principes hiérarchiques, avec ses chaînes de commandement et de responsabilité ou d'irresponsabilité, l'autonomie et la liberté supposées toujours intactes des acteurs. La non-séparation des domaines appelle d'autres énumérations, comme justement sa méconnaissance, dans l'usage des principes d'autorité et de causalité conçus comme linéaire. Certains types de croissance consomment les ruptures : les anciens n'ayant aucune à transmettre dans des domaines nouveaux, à la suite d'une mutation qui annule le cumul d'expériences devenues obsolètes. Curieusement, les « jeunes » conservent un ensemble d'attentes adressées aux mêmes pourvoyeurs, mais sans le moindre espoir d'en obtenir la satisfaction. On assiste à des actes de foi chez eux, prisonniers qu'ils sont de chaînes de mots, de références et d'arguments qui jouent comme des obstacles ou des voiles entre eux (ou mieux en eux entre eux-mêmes) et la réalité vécue, et les installent dans une dissonance existentielle paralysante, pleine d'incohérences et de contradictions.

Pour faire droit à ce vécu, rien ne vaudrait des récits circonstanciés de leurs expériences concrètes de pauvreté, de misère, de la galère, de tracasseries ou de persécution. Ce que l'un d'eux appelle « la cruauté anonyme de notre société », dans sa Lettre au Cardinal Tumi, y apparaîtrait dans toute sa force de déstabilisation et d'interpellation.

Chapitre 5

Opinions des jeunes au sujet de la politique

Ce chapitre présente les conceptions de la politique ainsi que les perceptions de cette même politique par les jeunes. Il révèle à la fois une dimension normative et réaliste, sans pourtant aucune illusion.

Question 22 : *A mon avis, la politique comme option de travailler pour la marche des affaires du pays*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Une activité ouverte à toute personne dans le pays	444	68,0	69,7	69,7
	Une activité réservée à quelques personnes	193	29,6	30,3	
	Total	637	97,5	100,0	100,0
Manquante	Sans Avis	16	2,5		
Total		653	100,0		

Près de 70 % des jeunes pensent que la politique est incontournable dans la marche des affaires dans notre pays. Chacun pense que, pour « évoluer » (réussir, changer socialement de statut, prospérer), on doit entrer en politique et en faire. La politique consiste à avoir ou à se faire des relations. C'est une partie de la réponse ou une de ses interprétations. Le contexte la rend inévitable.

L'autre interprétation, c'est que les fonctions politiques sont constitutionnellement déterminées et sont ainsi ouvertes à tous ceux - y compris aux jeunes - qui en remplissent les conditions leur permettant de les briguer et de les exercer. Dans ce cas, elles ne peuvent être réservées à quelques-uns que contre la Constitution, par la violence ou par des factions illégales plus ou moins occultes.

Quelle est la frontière entre factions et partis politiques ? En quoi des maçonneries occultes, dont un des objectifs serait de faire occuper les postes de pouvoir stratégiques à leurs membres, en mitant ou en capturant les processus légaux publics, ont-elles une place dans une démocratie et une république ?

Enfin, il faut voir le problème posé par un clientélisme généralisé, puisque chacun veut « évoluer ». Dans un tel système où l'accès à un poste est accès à la fortune, les confrontations violentes sont structurelles, les alliances fluctuantes et fragiles, entre factions politiques et où le problème stratégique constant est es également candidates au pillage et où le problématique constant est de maximiser ses soutiens et consolider ses clientèles sans réduire la quantité de ressources à distribuer aux clientèles et celles nécessaires pour acheter les soutiens et les protections (cf. M. Castells, *Fin de millénaire*, Paris, 1999, p.120).. Dans l'ambiance camerounaise, c'est l'économie du casino et du pari des courses de chevaux qui se retrouve dans le rapport des jeunes à la politique. Chacun rêve de miser sur un cheval gagnant et chaque parieur croit que la prochaine fois sera la bonne, chaque jour et chaque pari, chaque menu « gain » le rapprochant mystérieusement et irrésistiblement du triomphe.

Question 23 : Je pense que les autorités...

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
	..n'ont de compte à rendre qu'à Dieu de leur gestion	94	14,4	14,8	14,8
	..doivent rendre compte aux autorités supérieures de l'Etat	161	24,7	25,3	40,1
	..doivent rendre compte localement et aux populations	381	58,3	59,9	100,0
	Total	636	97,4	100,0	
Manquante	Sans Avis	17	2,6		
Total		653	100,0		

La question introduit à l'examen de la notion d'autorité en politique. Le mot est d'un usage constant dans le discours politique camerounais. Les réponses ne procurent pas une définition, mais elles désignent l'autorité ou les autorités comme ceux-là auxquels on a l'obligation de rendre compte de sa gestion selon un principe d'ordre, asymétrique, intransitif. Au sommet, il y a Dieu ; c'est à lui, et à lui seulement, que les plus hautes autorités rendent compte de leur gestion (14,8%). Ce sont elles sans doute qui sont dites « les autorités supérieures de l'Etat », auxquelles les autres autorités gestionnaires doivent rendre compte (40,1%)

Enfin, le compte rendu de la gestion doit être fait « localement et aux populations ». Cette attitude serait le reflet de préoccupations d'une attitude démocratique de proximité. Cette obligation est en effet approuvée à 58,3 % par les enquêtés.

Le champ de l'autorité projeté par ces réponses englobe Dieu, les gestionnaires publics et les « populations ». La relation de pouvoir est une relation de reddition des comptes. La figure de l'autorité est le gestionnaire. Mais la notion de

contrat de gestion est peut-être sous-entendue et n'apparaît pas explicitement. La sanction est, en conséquence, sous forme implicite ou inférée. La règle qui s'applique est que c'est celui qui reçoit la reddition des comptes qui sanctionne ou pourrait sanctionner celui qui a l'obligation de rendre compte. Dieu peut sanctionner les autorités supérieures.

Qu'en est-il des « populations » locales ou entières ? Rien n'est dit ni exclu. Dira-t-on qu'après tout, les « populations » ne rendent pas de compte. Elles sont comme Dieu, mais un Dieu oisif (*Deus otiosus*), impotent. Il est à noter que, strictement, les « populations » ne sont pas le « peuple ». Le peuple est défini par la Loi qui lui donne des droits à côté des devoirs. Quand le « peuple » ne peut rien sanctionner, les comptes rendus qu'on lui fait sont de simples formalités ou fictions. Le peuple n'est plus alors qu'un amas de « populations ».

Historiquement, l'usage du mot « autorité » est un héritage du temps colonial, à l'époque de l'indigénat. Il réfère aux « autorités de commandement » qui localement cumule les pouvoirs administratifs, législatifs et de police, et qui n'ont pas affaire à des citoyens, mais à des « populations indigènes ». Elles sont les détaillants du pouvoir absolu de l'impérialisme, en raison de sa mission civilisatrice. Celle-ci a été transférée aux nouvelles autorités indigènes sous le nom de développement. Ce dernier peut, à son tour, admettre une « dictature du développement », la continuité des « fonctionnaires de la violence civilisatrice », l'usage de la coercition en vue de la pacification des populations et de la mise en valeur des ressources du territoire.

Question 24 : *Je pense que normalement : les pouvoirs du gouvernement et du chef de l'Etat...*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	..doivent être égaux, séparés et indépendants par rapport au législatif	318	48,7	50,2	50,2
	..doivent être subordonnés, liés et dépend du législatif et judiciaire	189	28,9	29,8	80,0
	..doivent être supérieurs au législatif et judiciaire	127	19,4	20,0	100,0
	Total	634	97,1	100,0	
Manquante	Système manquant	19	2,9		
Total		653	100,0		

La séparation et l'indépendance des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) sont des articles et des impératifs de base de la vulgate démocratique. L'enseignement civique camerounais, porté sur la description des appareils et des nomenclatures de l'Etat administratif, leur a rendu familière cette distinction avec ses justifications classiques.

La formulation de la question les a inclinés à approuver (à 50,2%) facilement « que les pouvoirs du gouvernement et du chef de l'Etat doivent être égaux, séparés et indépendants par rapport au législatif ».

La formulation suivante est approuvée à 29,8%. Elle se lit : « Les pouvoirs du gouvernement et du chef de l'Etat doivent être subordonnés, liés et dépendants du législatif et du judiciaire ». La troisième formulation qui admet la supériorité de l'exécutif sur le législatif et le judiciaire reçoit 20% de suffrages.

Ainsi juxtaposées, ces trois réponses posent la question de leur compatibilité. Expriment-elles des préférences pour des

régimes bien connus et répertoriés que sont le régime présidentiel ou présidentieliste, le régime parlementaire ou le parlementarisme, le régime de représentation proportionnelle ou une combinaison de présidentielisme et de parlementarisme ? Les réponses n'ayant pu être assorties de précisions pouvant aller dans ce sens, cette interprétation est plutôt généreuse, sans pour autant manquer de vraisemblance comme réinvention des tendances structurales ou logiques des systèmes de représentation sinon sur le plan de l'érudition dans l'histoire des idées politiques et en science politique

Les réponses semblent globalement refléter l'état de fait, sans recul, qu'elles avalisent de la sorte.

Une chose est de faire ce constat, une autre est de l'interpréter et de le comprendre. Une première explication facile est de dire que la totalité des jeunes aussi bien que la plupart des adultes n'ont que ce type de régime et c'est celui-ci qui a structuré les schèmes de leurs perceptions du politique, et modelé leur habitus sociaux. La conclusion est que les contradictions ne sont pas uniquement celles des individus qui les ont données. Elles correspondent à la réalité de la formation sociale dont ils ont l'expérience vécue et telle qu'elle fonctionne, avec ses contradictions qui coexistent ou fusionnent en une unité syncrétique. Il serait instructif de considérer ce « syncrétisme » en mettant de côté le jugement de valeur inclus dans cette appellation. Ce jugement dit que cette « entité » est un mélange fait d'éléments ou de principes incompatibles, en sorte qu'elle n'est plus ou pas encore ce qu'elle devrait être. Une description ou une narration stricte serait sa meilleure critique, la plus « dévastatrice » peut-être, car elle viendrait de l'intérieur de ce système.

Question 25 : *D'après moi, les élections périodiques, libres, transparentes et justes (« fair »), ne peuvent être bien gérées que*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	par Election Cameroun	207	31,7	32,4	32,4
	par une Commission électorale nationale indépendante	348	53,3	54,5	87,0
	par le MINATD	49	7,5	7,7	94,7
	Autre	34	5,2	5,3	100,0
	Total	638	97,7	100,0	
Manquante	Système manquant	15	2,3		
Total		653	100,0		

Seule une Commission électorale nationale indépendante (Ceni) peut garantir une élection libre, transparente et juste, selon 54,5% des personnes interrogées.

En dehors de la Ceni, certains choix parmi la minorité « Autre » (5,3% des enquêtés) déclarent faire confiance à la « communauté internationale ». Cette question et ses réponses sont une invitation à chercher sous quelles conditions sociologiques, juridiques et culturelles des élections peuvent se conduire de manière à en accepter loyalement le verdict.

Commentaire :

La démarche consiste à remettre dans le réseau systémique de relations un élément ou un terme qu'on a isolé et autonomisé pour les besoins de l'analyse, mais qu'on tend à ériger en cause ou en solution unique.

Il serait intéressant de rechercher les sources de ces croyances dont nul n'a l'expérience, comme celle de la confiance que d'autres placent dans la « communauté internationale » qui se réfère à un groupe constitué d'Etats d'Europe avec les Etats-Unis », quelques associés et des bureaucraties d'organisations multilatérales comme les Nations unies.

La collecte des perceptions n'est pas le recueil des points de vue de ce qu'on appelle l' « opinion publique ». L'opinion publique est « citoyenne » et influe sur la prise de décisions publiques. Elle est le résultat de l'histoire qui a élaboré des règles de formation des opinions valides sur le plan public ou politique. Dans l'analyse de notre société, il y a à mettre en lumière ce qui est le produit des années de régimes de connaissance ou d'ignorance des pays qui se referment sur eux, se déconnectent des courants créatifs, des usages sociaux, des inventions, de l'« évolution des idées et des pratiques » tout en emballant leurs archaïsmes et leurs régressions dans les oripeaux politico-administratives et économiques de la modernité.

Le point nodal est que les opinions sur la Ceni et sur la communauté internationale tournent autour d'une réalité dont la fonction et l'efficacité sont chez nous un pur acte : l'institution électorale. Nous n'avons pas l'expérience qu'elle ait créé ou renforcé le lien social de quelque communauté, la reconnaissance mutuelle et les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Comment savoir que la Ceni et la communauté internationale soient des recours appropriés pour lui donner autre chose qu'une onction formelle, vide de contenu, de sens politique et « démocratique ».

Ces prises de positions appellent donc de la part de l'observateur qu'il fournisse l'arrière-plan des comparaisons et des bilans pour se comprendre, pour apprécier leur pertinence ou leur manque de pertinence. Les échecs répétés, la désaffection pour les élections dans les pays où elles ont un plus long enracinement, les manières dont elles sont manipulées et pilotées par des réseaux d'affaires et d'argent.

Question 26 : *Je pense que l'écart long entre la date de l'adoption et celle de la mise en œuvre d'un texte de loi est ...*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	..une ruse politique	241	36,9	38,4	38,4
	..un défaut de bureaucratie camerounaise	207	31,7	33,0	71,5
	..une mesure pédagogique sage	179	27,4	28,5	100,0
	Total	627	96,0	100,0	
Manquante	Sans avis	26	4,0		
Total		653	100,0		

Des jeunes enquêtés interprètent l'écart entre la date d'adoption d'une loi et celle de sa mise en application comme :

- une ruse du pouvoir en place (38,4%),
- un défaut de la bureaucratie camerounaise (33%),
- une sage mesure pédagogique (28,5%)

Deux de ces réponses prêtent aux pouvoirs une intentionnalité, la capacité de manipuler ou d'éduquer un peuple naïf, ignorant et enfant. L'autre attribue l'écart, la mesure proclamée par la loi, le décret et son application concrète et effective à un défaut de notre administration.

Ces trois réponses se valent et s'équilibrent. Elles font un constat d'inégalité et de carence, sur un point qui peut paraître un détail de fonctionnement, sans conséquence grave.

Les choses changent quand on remarque que cette même procédure vaut pour la Constitution de façon superlative. Depuis 1996, elle n'est pas entrée en vigueur dans son intégralité pour les raisons invoquées plus haut en général, mais qui prennent un tour d'une extrême gravité : ruse ou tromperie, manipulation, incurie portées par un mépris souverain des populations ignorantes et arriérées.

Les coûts de telles procrastinations doivent être calculés sur le plan des infrastructures et des équipements de base, des services publics de la santé et de l'éducation.

En termes d'action, il est des problèmes qu'il faut s'atteler immédiatement à résoudre. Passé ce délai, ils prennent de l'ampleur, connaissent une croissance plus grande qui rendent obsolètes les solutions antérieurement envisagées, et ils deviennent plus coûteux ou simplement insolubles et induisent des désordres imprévisibles dans l'ensemble social.

La gouvernance sage d'aujourd'hui comprend la prospective, l'anticipation. Impossible de faire de l'attentisme ou de la lenteur une simple vertu politique quand le temps s'accélère ; l'information et les contrecoups des interactions s'amplifient, la croissance démographique prend de vitesse l'augmentation

de la production des ressources alimentaires, énergétiques et des équipements sociaux. Impossible de s'en remettre à l'arbitraire et aux ruminations d'un individu ou de quelques individus pour fixer les moments et les modalités des actions politiques. La sagesse comprise comme la fonction paternelle propre d'un patriarche ou d'un groupe d'oligarques est non seulement déplacée en démocratie, mais aujourd'hui inefficace et déphasée devant la complexité et la rapidité qui bouleversent des paysages totalement étrangers à ceux qui avaient l'expérience de ceux d'hier et de cartographie des obstacles à éviter et des opportunités à exploiter. La manière d'opérer de la politique (son *modus operandi*) doit changer.

Question 27 : *Selon moi, malgré les déclarations et les mesures gouvernementales de lutte contre ces fléaux, les pratiques de manque de probité publique, de ventes des services normalement gratuits et l'achat des consciences sont causés par :*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	..la mauvaise gouvernance face aux impunités des détourneurs	287	44,0	49,0	49,0
	..l'inefficacité de la gouvernance face à la pauvreté	156	23,9	26,6	75,6
	..la faiblesse de l'autorité et l'impunité	143	21,9	24,4	100,0
	Total	586	89,7	100,0	
Manquante	Système manquant	67	10,3		
Total		653	100,0		

Malgré les prérogatives et les efforts reconnus du gouvernement dans la lutte contre les fléaux,

- 49 % des jeunes enquêtés estiment qu'ils sont causés par la mauvaise gouvernance et l'impunité des détourneurs de l'argent public ;
- 26,6%, c'est l'inefficacité de la gouvernance face à la pauvreté ;
- 24 % d'entre eux accusent la faiblesse de l'autorité et l'impunité.

La moralité publique est mise à mal par la mauvaise gouvernance, par les détournements des fonds publics, l'impunité des auteurs de détournements, l'impunité générale, l'inefficacité des politiques de lutte contre la pauvreté, un Etat mou.

Les jugements sont rarement aussi sévères, dans les réponses de nos enquêtés. La responsabilité principale de l'état déplorable de la moralité publique incombe au gouvernement, malgré ses déclarations et ses mesures de lutte contre les fléaux que sont « les pratiques de manque de probité publique, de ventes des services normalement gratuits et l'achat des consciences ».

Mais le tableau d'ensemble n'est pas peint avec ces couleurs. Certains n'hésiteront pas à parler de la bonne gouvernance du parti au pouvoir. D'autres diront que l'impunité des détourneurs des fonds publics participe de la sage pédagogie du chef qui sait laisser le temps au temps.

De telles ambiguïtés et contradictions apparentes pourraient être constitutives du type de société qui a émergé de la colonisation, s'est cristallisé rapidement après s'être consolidé et être parvenu à maturité. Du point de vue de l'analyse et de la compréhension, on ne perd rien à mettre entre parenthèses l'hypothèse gratuite selon laquelle on a affaire à des « maladies infantiles », à un « état transitoire » d'un développement politique et économique connu ou connaissable, prévu ou prévisible. Il pourrait s'agir d'une rassurante illusion de croire qu'un

dénouement heureux se trouve au bout de ce qui n'est que péripéties.

Il en résulte que la critique sévère et unilatérale des gouvernants est partiellement ou totalement fausse et toujours totalement inefficace. Pourquoi ?

Brièvement, a) en croyant que « les gouvernants » sont souverainement les producteurs et les maîtres d'un système dont ils ne sont pas les produits et les esclaves, tandis que le « peuple » avec ses conditions de vue serait le produit et l'esclave, non pas du système qui englobe, mais de leur système, celui manigancé et manipulé par leur égoïsme et leurs défauts, et surtout leurs vices. On ignore ainsi la part du « peuple » dans la production de ce système ainsi que sa capacité de jouer de celui-ci et de le maîtriser ; b) en croyant que la structure sociale du pays est la suivante : il y a d'un côté, le peuple victime du régime ; il y a de l'autre le pouvoir oppresseur du peuple, et, entre les deux, les défenseurs du peuple que sont les organisations des droits de l'homme, dans toute leur étendue, les intellectuels dissidents, les opposants des partis politiques « de gauche ».

On notera que les choses sont différentes en réalité :

- a) le « peuple » a lui aussi une structure sociale faite de soumission, d'inégalité, de hiérarchie et de moyens ;
- b) le pouvoir est en fait populaire, reflétant ses inégalités, ses hiérarchies et ses méthodes violentes. A vrai dire, à tous les niveaux de l'exercice de la domination, ce sont les gens issus du peuple (et épousant ses croyances, son échelle de valeurs et ses manières de faire) qui sont requis pour réprimer, massacrer et piller et protéger les « oppresseurs ». Pour eux, le chef est un totem, la projection de la vie idéale et de leur idéal de vie. Sa détermination, ses façons d'avoir le dessus sur ses rivaux et ses adversaires, de jouir de sa puissance avec prodigalité, dans l'insouciance totale, de privilégier sa famille et ses partisans sont des qualités ou valeurs d'un leadership populaire ;

- c) Un des indices suggérant que pouvoir et « peuple populaire » ne s'opposent pas et souvent collaborent, ce sont les opposants sincères ou naïfs, les dissidents qui le fournissent par leur expérience : « de par les conditions mêmes de la vie de la société, ils sont condamnés à être uniquement les défenseurs de leur propre personne non seulement contre le pouvoir, mais aussi contre le -peuple-solidaire du pouvoir » (AZ, p.42)

Question 28 : Ce que j'attends du futur président...

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Création d'emploi	135	20,7	22,8	22,8
	Lutte contre la corruption	38	5,8	6,4	29,2
	Redresser le pays (bonne gouvernance)	167	25,6	28,2	57,4
	Changer de politique	109	16,7	18,4	75,8
	Paix et stabilité	47	7,2	7,9	83,8
	Équité et rigueur	46	7,0	7,8	91,6
	Croire en Dieu	6	,9	1,0	92,6
	Urbanisation	7	1,1	1,2	93,8
	Rien	9	1,4	1,5	95,3
	Démocratie	24	3,7	4,1	99,3
	Introduire les jeunes au gouvernement	3	,5	,5	99,8
	Qu'il soit à l'écoute du peuple	1	,2	,2	100,0
Total	592	90,7	100,0		
Manquante	Système manquant	61	9,3		
Total		653	100,0		

Pour les jeunes, le futur président doit, dans l'ordre de préférence :

- redresser le pays (bonne gouvernance);
- créer des emplois pour les jeunes ;
- changer de politique.

Les trois souhaits sont réclamés par 411 jeunes sur 592, soit un taux de 69,4%.

Mais on doit pouvoir les hiérarchiser et les « dégonfler ». Un souhait domine les deux restants, par sa précision et sa netteté : créer des emplois. Les deux autres sont apparemment trop généraux et vagues, comme « changer de politique », « redresser le pays », la « bonne gouvernance ». Ils ne sont pas moins vagues que d'autres dont on fait un moindre cas : « qu'il soit à l'écoute du peuple », « la démocratie ». Il faudra leur donner du sens à partir d'autres propositions auxquelles elles se relient.

Les deux souhaits suivants sonnent aussi comme des slogans plus ou moins usés « Paix et stabilité » reprend un des bienfaits revendiqués par le régime en place tandis que « équité et rigueur » est un slogan tombé en désuétude et évoquant les mots de ralliement du régime dit du Renouveau à ses débuts. Ici, il faut réserver les possibilités d'une interprétation différente en les rattachant à d'autres thèmes.

Un autre souhait surprend. Ce qu'il attend du prochain président ? « Croire en Dieu ». Il faut renvoyer aux représentations de la religion, aux discours et à l'activisme des églises et des « nouveaux » mouvements religieux, et aux relations entre ces croyances, leurs échelles de valeurs et ce qu'on pourrait appeler les valeurs politiques qui font place à la coexistence des valeurs religieuses incompatibles entre elles et susceptibles de partir en guerre les unes contre les autres. En quel sens non trivial, légitime ou illégitime, tolérant ou intolérant, peut-on reprendre l'idée selon laquelle, dans certaines circonstances, « Dieu est un problème », « l'oraison est un problème politique » ? Mais, sans spéculation, il faut analyser ce qu'on a pu voir durant plusieurs

mois : des affiches invitant à ne voter que pour un leader que l'on sait « croire en Dieu ». Il faudrait dire : « au vrai Dieu », leur dieu.

Les souhaits sont dans l'ensemble si conformistes qu'il y a originalité à écrire qu'on n'attend rien du futur président. L'étonnant est l'éventail de ce qu'on attend du président. La question est de savoir ce que signifie le mot « attendre ». Un jeune m'explique : « attendre n'est pas espérer. Avoir des attentes, c'est avoir des besoins, sans nécessairement avoir des espoirs fondés quant à leur satisfaction ».

Commentaire :

Les tendances et l'atmosphère de cette question et de ces réponses sont induites par la réalité d'un pouvoir personnel qui donne au président théoriquement tous les pouvoirs. L'hyper-présidentialisme n'est plus un État constitutionnel. Il est un autocratisme.

Dans la pratique, l'autocrate est incapable de les exercer tous effectivement et avec cohérence. Mais, en revanche, il peut négativement les paralyser et les immobiliser tous et à tous les niveaux, s'étant octroyé seul l'initiative et donc, en l'interdisant aux autres comme un empiètement sur son droit exclusif. Il n'autorise même pas le fonctionnement de chaque instance institutionnelle et administrative selon sa normativité interne, se réservant de la maintenir et de la mouvoir de l'extérieur à sa discrétion.

L'atmosphère ambiante est celle d'un pouvoir magico-religieux qui déteint sur le langage, les attitudes des jeunes qui y naissent et grandissent jusqu'à l'âge adulte. Elle imprègne les perceptions et leurs schèmes. Lors même qu'ils veulent sortir de ce système, qu'ils aspirent au changement, ils le font avec les ressources, les mots, les concepts et les types d'arguments qu'il leur fournit et qui gauchissent ou même annulent leurs vellétés de « déviance » ou d'émancipation à son égard.

On voit qu'il faut une véritable réforme de notre entendement politique, sorte de programme de « rééducation » de la jeunesse, un long travail de réforme de leur « entendement politique ».

Question 29 : Ce que j'attends des politiciens et des partis politiques c'est 5 demandes (lettres ici encerclées)

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Bonne gouvernance et transparence dans la gérance	3	,5	,5	,5
	Qu'ils assurent avant tout le développement du pays	5	,8	,8	1,3
	Promotion Du Travail : Qu'ils Favorisent l'industrialisation	4	,6	,7	2,0
	Promotion du mérite	45	6,9	7,5	9,4
	Qu'ils participent à la formation professionnelle et promotionnelle	46	7,0	7,6	17,1
	Qu'ils informent et sensibilisent les jeunes sur la vie politique	56	8,6	9,3	26,3
	Qu'ils soient des personnes qui travaillent sans distinction	185	28,3	30,6	57,0
	Le respect mutuel, la stabilité politique	50	7,7	8,3	65,2
	La sensibilité des jeunes pour le développement du pays	141	21,6	23,3	88,6
	Une politique qui défend les intérêts camerounais, l'esprit patriotique	62	9,5	10,3	98,8
	Le développement et la modernisation des villages	7	1,1	1,2	100,0
Total	604	92,5	100,0		
Manquante	Système manquant	49	7,5		
Total		653	100,0		

Quelles sont les attentes des « jeunes » à l'adresse « des politiciens et des partis politiques » ?

Deux attentes se détachent nettement. La première s'énonce comme suit : « qu'ils soient des personnes qui travaillent sans distinctions » (28,3%). La deuxième : « la sensibilité des jeunes pour le développement du pays » (21,6%).

La première requête va à l'essentiel avec vigueur et lucidité. L'homme politique, quelles que soient ses origines ethniques, ses affiliations et ses appartenances, a la mission de travailler pour tous sans discrimination, et non pour sa famille, sa tribu, sa faction ou son parti, sa religion ou sa secte, ses réseaux d'intérêt du dedans et du dehors. C'est à cette exigence forte qui faut ordonner ses conditions de réalisation effective incluses dans la demande de gouvernance et de transparence dans la gérance (0,5%), de la primauté du développement du pays (0,8%), de la promotion du travail et de l'industrialisation (0,6%), enfin et surtout, la défense des « intérêts camerounais et l'esprit patriotique » (9,5%). Les réponses contiennent un diagnostic et des prescriptions. Le diagnostic dit : le politicien est un homme politique uniquement dans la mesure où il œuvre pour des fins universelles, le bien commun des hommes comme hommes, c'est-à-dire des citoyens, sans acception d'ethnies, d'appartenances raciale, religieuse, sectaire, sans acception de sexe, de conditions sociales. En conséquence, les politiciens camerounais ne sont pas des hommes politiques dans l'exacte mesure où ils sont des hommes de tribus, d'intérêts fractionnels et factionnels, des hommes des chapelles et des loges, des lobbys du pétrole, du bois, des ressources minières, agro-industrielles. Les politiciens camerounais à l'instar d'autres politiciens africains, paraissent les seuls au monde qui soient perçus comme commis d'abord et avant tout à la sauvegarde des intérêts étrangers au détriment et au mépris des intérêts de leurs peuples, avec l'assurance de trouver dans cette posture leur enrichissement personnel et une protection qui les soustraient

non seulement à d'éventuelles violences , mais surtout à leurs responsabilités et à un destin commun avec les « populations » dont ils sont issues.

On comprend l'appel aux valeurs patriotiques, au souci de l'intérêt national, c'est-à-dire du grand nombre, de la masse, de tous. Le développement industriel- avec son nécessaire accompagnement professionnelle adéquate (7%) - s'inscrit dans ce sens qui est à la fois celui de la justice démocratique ou citoyenne et de la dignité individuelle On répète ad nauseam que le Cameroun est riche de potentialités de tout genre, mais il est un pays pauvre encore bien endetté, à l'avenir obscur, que nombre de ses jeunes fuient le désespoir au cœur, prêts à aller vivre ailleurs, même en enfer pour y gagner leur vie et se réhabiliter dans leur dignité à leurs propres yeux et à ceux des gens envers lesquels ils se sentent responsables.

C'est ici que se greffe la valeur travail avec la plus grande conviction, avec les valeurs de promotion du mérite (6,9%). Seul le travail créera une richesse telle qu'elle pourra soutenir une solidarité effective qui mettra fin aux inégalités choquantes de notre pays. Cette valeur et ses résultats d'abandonner une mendicité indigne et de l'idéologie de la misère matérielle et mentale qu'est le tribalisme avec ses « autochtones » et ses « allogènes » fichés au cœur de la Constitution

La deuxième requête aux politiciens est une attente forte : « la sensibilité des jeunes pour le développement du pays ». Contribuer à la susciter et à la promouvoir cette valeur « développement du pays », qui est la forme moderne du patriotisme, à la fois valeur de finalité (solidarité, fraternité et dignité politiques nationales et internationales) et valeur d'utilité (création d'emplois, de richesses, insertion active dans le monde de la mondialisation).

Le problème porte sur la mise en rapport des politiciens et des « jeunes » pour interagir dans ce sens. Comment en susciter le désir, et l'intérêt pour une telle rencontre ? Comment

l'organiser, l'instituer ? L'imagination et la créativité ont le champ libre : tout est à inventer.

Question 30 : *Les partis politiques, sont-ils ouverts à la participation des jeunes ?*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	oui	318	48,7	53,4	53,4
	non	277	42,4	46,6	100,0
	Total	595	91,1	100,0	
Manquante	Sans avis	58	8,9		
Total		653	100,0		

Sur les 653 enquêtés, 53,4% reconnaissent l'ouverture des partis politiques à la participation des jeunes. 46,6% ne la reconnaissent pas.

L'écart n'est pas considérable. L'information que ces réponses fournissent est indiscernable. L'ouverture supposée ou non ne se manifeste pas par des formes et des caractéristiques susceptibles d'énumération et de description. Ces réponses viennent juste après les précédentes où les jeunes ont déclaré se sentir marginalisés et exclus du jeu et des préoccupations des politiciens.

Sans doute, la lecture des statuts confirmeraient que les partis font mention des jeunes et les dotent d'une section propre, que les organigrammes de leurs directions, il y a des commissaires chargés de secteurs qui recoupent leurs préoccupations.

Mais, les pratiques et les activités des partis ne témoignent pas beaucoup d'une existence continue exerçant ses fonctions vitales, dont ses relations d'échange avec l'environnement. N'est-il pas surprenant d'en faire autre chose que des acteurs intermittents d'un théâtre d'ombres et d'une politique spectacle ? L'éclairage historique et la sociologie actuelle des partis sont indispensables pour donner un sens et un contenu à cette

question. Il n'est pas interdit de dire que ce crédit de principe est fait *a priori* aux partis, en vertu de ce qu'ils « par définition », sans un regard pour leurs conditions d'existence matérielles, le niveau de leur organisation, la pertinence de leurs programmes, le nombre de leurs membres actifs, leur capacité à trouver les moyens de leurs activités, à s'autofinancer. Cette définition jouit d'une évidence et d'une normativité *a priori* qui vont sans dire, malgré des échecs continus qui les contestent ou réfutent pratiquement. Il faut passer à la critique et à la justification des élections comme telles et du cadrage ou de la définition du politique qui en ressort.

Chapitre 6

Engagements des jeunes sous conditions

Cette section de l'enquête a pour finalité d'identifier les obstacles à l'engagement politique des jeunes. L'hypothèse est qu'une autre manière de définir la politique, de la faire, ne saurait manquer de les impliquer. Une politique de la « jeunesse », par la « jeunesse » et pour la « jeunesse », est l'idéal qui doit inspirer une offre attrayante. Comme toujours en ce cas, il n'y a pas désaccord sur l'idéal. Ce qui fera la différence, c'est de créer les conditions et les opportunités de sa réalisation.

Question 31 : *L'implication des jeunes dans la politique peut être améliorée par la solution à leurs problèmes de la manière suivante :*

	Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Responsabilisation	59	9,0	13,3	13,3
Proposition des idées	18	2,8	4,1	17,4
Considération Des Jeunes	133	20,4	30,0	47,4
Défense Du Pays	30	4,6	6,8	54,2

	Rien	47	7,2	10,6	64,8
	Emploi Des Jeunes	120	18,4	27,1	91,9
	Sensibilisation A La Vie Politique	5	,8	1,1	93,0
	L'accès A L'information	11	1,7	2,5	95,5
	Formation/Education	20	3,1	4,5	100,0
	Total	443	67,8	100,0	
Manquante	Sans avis	210	32,2		
Total		653	100,0		

L'implication des jeunes dans la politique s'améliorerait par la solution des problèmes :

- a) s'il y a prise en « considération des jeunes » (30%) ;
- b) si l'enjeu est l' « emploi des jeunes » (27,1) ;
- c) si les jeunes sont « responsabilisés » (13,3) ;
- d) le pourcentage suivant (10,6) est celui de la réponse qui dit laconiquement : Rien. ;
- e) la « défense du pays » (6,8) ;
- f) la formation et l'éducation sont rappelés par d'autres enquêtés (4,5%).
- g) le reste fait figure d'activités ou de moyens appropriés : propositions d'idées (4,1%), l'accès à l'information (2,5%).

32,2% des jeunes n'ont pas répondu à cette question. Cette abstention signifierait un sentiment d'exclusion, un désintérêt, ou une inaptitude à être concerné : dans tous les cas, cet important manque d'expression de beaucoup pourrait traduire un besoin d'amélioration de leur implication.

La première condition est remarquable dans son ambiguïté : Le premier sens est du domaine anthropologique et éthique : il faut respecter les jeunes, les protéger des exactions, des exclusions et de l'exploitation, les traiter selon le principe de l'égalité pour tous, avec justice et équité. Le deuxième sens est du domaine de l'action stratégique. Le facteur « jeune » est

à inclure obligatoirement dans toute action de quelque envergure, comme segment considérable de la population, dans les perspectives démographiques avec les conséquences, comme acteurs, consommateurs ou usagers. Les deux sens devraient être inséparables l'un de l'autre. Une politique de la jeunesse avec les jeunes comme acteurs et bénéficiaires ne manquerait pas d'intéresser les jeunes et de faire plus que de réconcilier ceux-ci avec la politique.

On retrouve l'obsession de l'emploi source unique ou principale de revenus : sa raréfaction, de faibles probabilités d'en avoir créent l'angoisse de la pauvreté et de la précarité de longue durée, sans scénario de sortie.

« Responsabiliser » : Cette condition n'arrive qu'en troisième place. Elle peut être vue comme une interprétation de l'exigence de « considération » par sa concrétisation en termes de nominations aux postes dits de responsabilité. La « rejuvénation » de la classe dirigeante est une revendication inévitable face à sa moyenne d'âge actuelle. L'effet d'un intérêt et d'un engagement accrus pour la politique n'en découlent pas nécessairement hors du cercle des familles, des amis, d'un entourage somme toute plutôt exigu.

La mémoire historique a enregistré que ce thème fit l'objet de débats il y a deux décennies. La conscience moyenne adhère à un rajeunissement global, qui n'est pas saupoudrage, poudre aux yeux, cooptation par les anciens de jeunes qui ont leur âge mental ou qui se comportent en vieux conservateurs par opportunisme. On ne se souvient guère de ministres jeunes qui se soient distingués par leur ouverture, leur dynamisme, leurs initiatives et leurs innovations. Dans la perspective dominante, le poste est un honneur (honor) et des avantages en termes de privilèges et d'enrichissement. Il est rarement vu comme une charge (onus), un lieu d'obligations pesantes, de labeur gratifiant exigeant et d'inconvénients. Le poste, plus il est élevé, moins il demande de peines et offre plus de jouissances que de

désagréments. Voilà pourquoi il a tant d'attraits, suscite tant de vocation et qu'on s'y accroche avec obstination. Les expressions telles que le dévouement à la chose publique et l'héroïsme du service de l'Etat et du bien commun ne viennent donc pas à l'esprit pour qualifier la revendication des « responsabilités ». L'ambition est jugée légitime chez un jeune comme droit individuel du souci de soi.

L'enquête n'a pas braqué les enquêtés sur les problèmes de formation et d'éducation. Une analyse approfondie ou un cadrage différent du problème pourrait soupçonner ici un des points aveugles ou sensibles de la réflexion sur la question du rapport des jeunes à la politique. Pourtant, éducation et formation sont ici déterminantes pour l'emploi ou le chômage. Plus généralement, il semble exclu qu'elles puissent être le problème et non la solution et la panacée. Le modèle est un puissant véhicule de reproduction du type d'homme qui est inapte à faire face aux mutations de la société et qui s'oppose au changement de tout le poids de son inertie et avantages acquis. Quoi qu'il en soit, une politique compréhensive de la jeunesse doit pouvoir s'occuper des besoins concrets des sujets de la formation et des apprentissages.

L'accès à l'information n'est pas haut placé dans ce qui peut induire un champ plus en résonance avec les modes de pensée, d'action et de communication. C'est un des effets du faible développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans ce pays. Il est très loin d'atteindre la masse critique qui rendra définitivement obsolètes une classe dirigeante et son mode de gouvernement, ses systèmes de représentations et de justifications du pouvoir et de son exercice.

Question 32 : Je m'engagerais dans un groupe de la société civile pour

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Défendre Mon Intérêt Personnel	63	9,6	10,3	10,3
	Apporter Des Changements Dans La Cité/Dans Ma Localité/Communauté	322	49,3	52,5	62,8
	Effectuer Un Changement Politique Au Niveau National	182	27,9	29,7	92,5
	J'ai Des Choses Plus Importantes A Faire, Donc, Jamais Un Tel	43	6,6	7,0	99,5
	Autre	3	,5	,5	100,0
	Total	613	93,9	100,0	
Manquante	Système manquant	40	6,1		
Total		653	100,0		

Les interrogés s'estiment prêts à entrer dans un groupe de la société civile pour apporter des changements dans la cité

- a) au niveau de sa localité et de sa communauté (52,5%) ;
- b) au niveau national (pour 29,7%)

Il est clairement indiqué que le cadre local semble plus approprié à l'engagement, l'enracinement dans des valeurs de solidarité antérieures à l'Etat-administratif mais se retrouvent des fonctionnalités. Les organisations de la société civile(OSC) semblent mieux à même de rejoindre les besoins concrets des citoyens et susciter leur participation à la prise de décision, aux contrôles des projets et à leur suivi. Il est aussi instructif de voir des interrogés compter sur certaines associations de la « société civile ». Leur tâche est plus difficile et réduit donc le nombre de candidats aptes à jouer à ce niveau.

Mais le plus notable est qu'il semble n'exister plus d'espoir d'utilité et d'efficacité dans une organisation non-politique qu'à

travers les circuits des structures et des personnels formellement politiques, si on compare les réponses avec celles qui concernent les partis politiques. Les problèmes affectant les individus se dépolitisent volontiers, requièrent et obtiennent leur participation. Il y a là une tendance lourde et qui s'exprime dans les mobilisations révolutionnaires alimentées par des frustrations et des mécontentements des individus et non des états-majors politiques ;

Cette tendance peut aller au bout de sa logique et considérer comme secondaire ou sans intérêt ce qui se décore du qualificatif politique. Près de 7% des interrogés estiment avoir des « choses plus importantes » qui excluent absolument tout engagement « politique ».

Question 33 : *Ce que j'apprécie dans le parti au pouvoir, c'est...*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	La bonne gouvernance	46	7,0	8,7	8,7
	Les élections aux primaires	9	1,4	1,7	10,4
	Le maintien de la paix	208	31,9	39,2	49,6
	Rien	149	22,8	28,1	77,7
	La corruption	9	1,4	1,7	79,4
	La façon d'agir	48	7,4	9,1	88,5
	La liberté d'expression	35	5,4	6,6	95,1
	Le détournement	17	2,6	3,2	98,3
	La promotion de l'éducation	9	1,4	1,7	100,0
	Total	530	81,2	100,0	
Manquante	Système manquant	123	18,8		
Total		653	100,0		

A 39%, les interrogés estiment que le RDPC a réussi à maintenir la paix, contre 28% qui n'ont aucune appréciation, et encore 18% qui sont sans avis. 18% louent la bonne gouvernance du RDPC pendant que 7% apprécient la liberté d'expression ;

La paix est un des grands motifs de la politique gouvernementale depuis l'époque des maquis. La paix est réduite à l'absence de conflits armés opposant les tenants du régime établi et ses opposants. Cette problématique semble avoir figé et appauvri la notion de « paix » et avoir aveuglé sur des indicateurs d'un pays en « paix » qui ressemblent à ceux d'un pays sortant d'une guerre chaude, avec ses infrastructures détruites, ses services délabrés et en panne. La gabegie, l'incurie et la corruption prédatrice donnent des résultats aussi dévastateurs que ceux d'un pays soumis à des bombardements intensifs, avec destructions élevées des biens et des vies.

Il est à noter que l'évaluation des performances ou des contreperformances, l'appréciation de l'apport spécifique de tel ou tel parti sont difficiles. Elles présupposent toutes que ces « partis » existent, sont comparables, font des bilans susceptibles d'analyses critiques.

Rien de cela n'est solidement établi. D'où l'impression que chaque mot est équivoque, - la « liberté d'expression », la « paix ».

Question 34 : *le parti politique de l'opposition qui représente le plus mes intérêts et qui m'est le plus attractif est...*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Aucun	492	75,3	87,2	87,2
	SDF/attractif	59	9,0	10,5	97,7
	UDC/équité	8	1,2	1,4	99,1
	UNDP	2	,3	,4	99,5
	UPC	3	,5	,5	100,0
	Total	564	86,4	100,0	
Manquante	Sans avis	89	13,6		
Total		653	100,0		

Pour 87,2% des interrogés, les partis politiques de l'opposition ne semblent pas représenter les intérêts, les aspirations et les espoirs des jeunes globalement considérés. Le constat est clair. Il faut en chercher des explications. Elles ne sont pas inscrites dans les perceptions. L'analyse historique et sociologique est incontournable.

Il faut se reporter :

- a) à la dépolitisation des partis et de la jeunesse ;
- b) à l'individualisation que l'urgence des besoins opère. S'occuper à survivre individualise ;
- c) au changement de ce qui constitue les objets de la politique. Ils ne se trouvent pas dans la domination des hommes, la relation de commandement et d'obéissance ;
- d) aux mutations du politique lui-même La politique est davantage la maîtrise sur les choses, les mécanismes de la nature, de l'économie, l'écologie, la démographie, les prévisions de moyen et long terme en termes des services de la santé, de l'éducation, des infrastructures et du développement technologique.

Ce renversement de perspectives n'a pas été accompli. Il ne suffit pas de parler le langage de la Banque mondiale, de la technocratie, de la communauté internationale, des investisseurs et des bailleurs de fonds.

Les partis politiques doivent inventer leur nécessité et la proposer à l'adhésion la plus large possible. Il ne suffit plus d'ouvrir boutique ou temple et d'attendre sur la véranda ou le parvis que les clients ou les fidèles y affluent en chantant et en dansant.

Question 35 : Pour le SDF, j'affirme que c'est...

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	La déception	105	16,1	22,5	22,5
	Le parti leader de l'opposition	115	17,6	24,7	47,2
	le bon	85	13,0	18,2	65,5
	Rien	120	18,4	25,8	91,2
	Le parti des cadres	12	1,8	2,6	93,8
	Le corrompu	29	4,4	6,2	100,0
	Total	466	71,4	100,0	
Manquante	Sans avis	187	28,6		
Total		653	100,0		

Au SDF, comme premier parti de l'opposition, 30% donnent de ce parti une appréciation bonne et favorable pendant que 34% n'en pensent rien ou sont déçus.

Les sources de la connaissance de ce parti sont incertaines et diminuent la valeur des opinions positives ou négatives. Il est à noter que 26% ne pensent rien de ce parti qui est le premier de l'opposition. Il est juste de dire que le RDPC lui-même n'est guère ordinairement discernable de la structure administrative.

Quel cas faire de ces réponses positives, négatives ou abstentionnistes ? L'analyse nous mettrait sur une piste à poursuivre longuement dans tous ses méandres. Le débat politique est structuré de telle manière qu'il est toujours non conclusif, plonge ses protagonistes dans une confusion plus grande et les conforte dans une inaction satisfaite ou résignée.

Commentaire : Politique, partis politiques, dépolitisation

Une définition dogmatique de la politique, dans son essence, et des partis politiques dans leurs fonctions normatives caractéristiques nous donnerait le résultat attendu suivant : les jeunes n'arrivent pas à s'affronter à la réalité politiques dans ses exigences par la faute des partis du pouvoir et de l'opposition ou de leur fait. De part et d'autre, il y a les obstacles de la paresse, des propensions hédonistes qui font le lit de la corruption ; il y a la superficialité, l'ignorance crasse et supine, l'absence de patriotisme, de courage, d'abnégation et d'autres vertus éthiques). Les tâches seraient l'information, l'éducation politique et morale, des doctrines d'abnégation et de sacrifice de soi, bref le retour et le recours de l'éthique

Il se peut bien que cette approche soit nécessaire. Mais elle ne saurait suffire. La sphère du politique doit réinventer la spécificité de ses finalités, de ses moyens et de ses modalités de représentation et d'action. Le Cameroun, dans sa mémoire et son imaginaire politiques, est hanté par le moment où le pluralisme faillit avoir lieu. Le noyau du groupe politique représentatif (ou à ambition représentative) n'était pas le fait d'individus nommés par l'un d'entre eux. L'avènement du parti unique, c'est la fin d'une classe politique inchoative, tous étant des membres de l'appareil administratif nommés par le président, sans référence à un mandat représentatif, sans autre critère que sa volonté, son avantage ou son expédient. Mal en a pris à des individus qui ont cru avoir ou pouvoir avoir une légitimité qui viendrait de leur élection populaire, sans l'onction du RDPC, le parti majoritaire unique au pouvoir, qui les a désavoués et a œuvré à leur échec. Les autres partis n'ont de modèle que le parti administratif pour sa mainmise sur le pouvoir matériel et symbolique de l'Etat administratif.

Le Cameroun peut donc écrire une histoire plausible de la dépolitisation des partis politiques et du discours politique : (notions ou concepts de base, propositions premières et types d'argumentation). Il est difficile de se représenter les partis politiques comme des entrepreneurs autonomes. Sur la base de leur prise en compte des besoins et des aspirations, par leur inventivité et leur travail, ils proposeraient en réponses, des denrées sociopolitiques adéquates, d'une qualité et d'un prix qui leur attireraient naturellement une clientèle de gens sans autre souci que leur intérêt et leur avantage et celle de la collectivité nationale. La colonisation ne constitue pas un tel espace doté de règles

d'appropriation, de juste concurrence. Elle ne repose pas sur un être-ensemble maintenu par le lien d'humanité égale pour tous et par les droits inaliénables qui en découlent. Ces droits, quand ils sont évoqués ici ont le statut d'un apport étranger en mal d'acclimatation. Ils ne peuvent jouir d'une effectivité sociale qui les enracine dans la sphère des principes et des motivations ultimes d'une communauté historique. La post-colonie ne représente ni rupture ni mutation à cet égard. Elle n'est pas la modernisation des mécanismes d'un ordre social fondé en principe et par principe sur l'inégalité et la coercition, en raison du retard social, économique, intellectuel, scientifique et technologique de ses populations, en raison du sous-développement et son corollaire, la mission salvatrice et justifiante de la croissance et du développement

Question 36 : *A quelle activité ou manifestation politique avez-vous déjà participé ?*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Motion de soutien	122	18,7	21,1	21,1
	Manifestation publique organisée par les autorités ou un établissement	169	25,9	29,3	50,4
	Marche de soutien, ou sit-in organisé par la société civile	52	8,0	9,0	59,4
	Messe; culte; cérémonie religieuse œcuménique	234	35,8	40,6	100,0
	Total	577	88,4	100,0	
Manquante	Système manquant	76	11,6		
Total		653	100,0		

50% ont déjà pris part à des motions de soutien et surtout, à une manifestation publique organisée par une autorité ; 40% ont déjà assisté à un culte religieux organisé à des fins politiques ; 10% ont assisté à des activités conduites par des leaders de la société civile.

Les manifestations les plus nombreuses et les moins dangereuses sont celles qu'organise le parti des autorités administratives. Les réponses nous révèlent le nombre élevé de jeunes auxquels il arrive de participer à ses manifestations.

Nombre de ces manifestations relèvent de l'allégeance de notables au pouvoir supérieur entouré par ceux qui leur sont redevables ou leur doivent allégeance, gratitude.

Question 37 : *Quel autre engagement politique pourriez-vous imaginer pour exprimer fortement une préoccupation?*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Lettre Ouverte	23	3,5	6,1	6,1
	Election Ou Référendum	66	10,1	17,6	23,7
	Marche	103	15,8	27,5	51,2
	Médiatiser Les Préoccupations Des Jeunes	39	6,0	10,4	61,6
	Grèves De La Faim	38	5,8	10,1	71,7
	Séminaires De Formation	10	1,5	2,7	74,4
	Alternance Au Sommet De L'Etat	21	3,2	5,6	80,0
	Révolte	75	11,5	20,0	100,0
	Total	375	57,4	100,0	
Manquante	SANS AVIS	278	42,6		
Total		653	100,0		

La question relève deux constats de haute importance. Plus de 42% des jeunes n'ont pas donné une réponse que l'on pourrait interpréter comme n'ayant pas (plus) de préoccupations politiques ou simplement aucune idée d'une manière de les exprimer. Il nous semble que cette grande partie de la jeunesse

se sent résignée ou exclue de la politique. Le constat s'aggrave si on totalise les engagements imaginés qui sortent des circuits institutionnalisés de la politique au Cameroun : ceux qui font appel à la grève de la faim (5,8% des opinions totales), ceux qui sont disposés à suivre des appels à la révolte (11,5% des opinions, soit 20% (!) parmi ceux qui se sont exprimés sur la question).

Question 38 : *Quelles conditions posez-vous pour augmenter votre participation citoyenne ?*

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Emploi	145	22,2	30,7	30,7
	Inscription sur Les listes électorales	39	6,0	8,3	39,0
	Bonne gouvernance	132	20,2	28,0	
	Ecouter les jeunes	55	8,4	11,7	78,6
	Croire en Dieu	53	8,1	11,2	89,8
	Changement du régime	24	3,7	5,1	94,9
	Faire des dons	24	3,7	5,1	100,0
	Total	472	72,3	100,0	
Manquante	Système manquant	181	27,7		
Total		653	100,0		

L'emploi demeure la première condition à satisfaire pour une participation citoyenne des jeunes (30,7%), suivi de la bonne gouvernance (28%). Encore une fois, 28% n'ont pas jugé utile de répondre à cette question

Question 39 : Sous quelles conditions, entrerez-vous dans un parti politique ?

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	je suis déjà membre d'un parti politique	222	34,0	35,6	35,6
	hors de question	224	34,3	36,0	71,6
	j'entrerais si...	177	27,1	28,4	100,0
	Total	623	95,4	100,0	
Manquante	Système manquant	30	4,6		
Total		653	100,0		

Il y a un tiers de jeunes qui dit ne vouloir pour rien au monde entrer dans un parti politique (36 %), alors qu'un autre tiers affirme être déjà affilié à un parti politique (35,6 %), relevant une force mobilisatrice des acteurs politiques, même si ceux qui y sont déjà ne disent pas dans quelles conditions ils y sont entrés.

Aucun jeune ne dit sous quelles conditions il entrerait dans un parti politique.

Chapitre 7

Synthèse

1. Méthode

On explicite les hypothèses analytiques et d'interprétation, à partir des considérations axiomatiques suivantes :

- a) Nous connaissons, les interviewés et nous, en extension et en compréhension factuelles, en exactitude vécue bien plus et bien mieux que cette enquête, même plus techniquement irréprochable, pourrait nous offrir. Mais, il ne suffit pas de connaître les faits pour les comprendre, puisque des mêmes faits on peut donner (et les enquêtés donnent) des interprétations diamétralement opposées ; ni non plus, en donnant, à coups de techniques et de méthodes de mesure et de calcul une apparence de scientificité à des conceptions préétablies. Il faut choisir une orientation et des approches qui permettent d'ordonner les faits et d'agir sur eux.
- b) Pour ce faire, il faut considérer la société sous examen comme un système et le phénomène spécifique examiné

comme un phénomène total et analyseur de la société. Dans ce cas, il faut s'abstenir de l'examiner du dehors, comme l'étape d'une évolution connue, l'ébauche encore maladroit d'un modèle normatif, vers lequel ses dirigeants le mènent ou devraient le mener avec abnégation et clairvoyance.

- c) Le temps de l'enquête est celui de propos improvisés et éphémères. Pourtant certains de ses concepts importants sont déjà lourds d'une histoire de longue durée et d'une hérédité toujours active dans notre histoire politique et sociale, consciente et réflexive. Le concept de « jeunesse » lui-même est de ceux-là, comme on le verra. Concrètement, on fait l'hypothèse que la « jeunesse » permet de saisir la « politique » (Etat, partis, politiques) comme mythe, idéologie et comme « réalité » ;
- d) Un des résultats sera de révéler les métamorphoses de la chose politique qui la font émigrer des institutions et des discours qui prétendent la contenir et la gérer souverainement vers d'autres lieux sans étiquette ou avec des appellations encore non contrôlées. La « jeunesse » occupe potentiellement l'écart qui dénonce la confusion de l'idéologie et de la réalité, faisant exploser les mécanismes institutionnels et les pratiques qui prétendent dire et faire la politique. Elle se situe le plus souvent dans l'inconfortable espace révolutionnaire ou prérévolutionnaire du « ne plus » et du « pas encore », de ce qui n'en finit pas de mourir et de ce qui n'en finit pas de naître. Le langage qu'on lui propose et dans lequel elle se coule volontiers trahit plus qu'il ne sert ses intentions vivantes. C'est dans cette perspective d'une critique constructive, qu'il faut le parcourir à nouveau.

La perception est culturellement conditionnée et socialement construite. Quand elle se croit naturelle, évidente, « allant sans dire », c'est qu'alors elle exprime les vues de la vision du

monde dominante ou des dominants. Autant dire, que la perceptions n'ont pas une innocence paradisiaque, celle du premier jour du monde. Elles sont cultivées ou déculturées, informées de savoir ou grevées d'une ignorance handicapante. Elles ont aussi un sens stratégique dans le positionnement instantané dans le jeu des rapports de forces en présence. Interviewés et intervieweurs n'ont pas la même position de force.

Les questionnaires de notre genre exigent de ne pas se contenter de voir la réalité sous l'éclairage des mots et à ne donner des objets à penser et à comprendre qu'à travers « une accumulation de mots, de phrases, de textes, de livres produits par d'autres hommes qui sont, eux aussi, les esclaves des mots» (A. Zinoviev). Les mots peuvent être pipés, fonctionner comme des pièges ou n'être que des mots. Le questionnaire et l'enquête nous donnent la matière et des moyens d'actualiser ce que nous enseigne notre propre expérience individuelle et historique, de fixer nos propres observations et de les coordonner avec celles de nombreuses autres personnes raisonnant leur expérience du même sujet ou de situations analogues à la nôtre.

2. Le champ politique

Le champ du politique camerounais paraît désarticulé. Il est maillé par un État administratif sans finalité claire autre que son maintien, en vue de l'ordre et de la sécurité. Il est comme une des ruines d'une longue guerre de dépolitisation. L'articulation de langages spécifiquement politiques y est difficile, tant y règne la confusion des langues et des valeurs. Le champ politique ouvert aux jeunes est celui du mécontentement généralisé. La description suivante convient presque exactement à la situation camerounaise : « ...la vie pour la majorité de la population est faite de telle sorte qu'on y trouve toujours un motif de mécontentement ...L'état d'irritabilité, de mécontentement, de crainte, d'aigreur, de malveillance est

l'état psychique normal d'une grande partie au moins de la population et, en tout cas, de la partie la plus active ». Il en est de même des causes de ce mécontentement, à deux ou trois petites retouches près : « Parmi les causes qui suscitent ce mécontentement, il en est qui occupent une place essentielle : la disparité entre le niveau de vie réel et le niveau de vie tel qu'il est présenté par les bilans publics, la propagande des médias ; les contrastes et les injustices économiques intérieures ; les informations concernant le niveau de vie plus élevé des pays occidentaux, des pays émergents d'Asie, etc. les difficultés du travail, du voyage, de toute la vie quotidienne : la nourriture, le logement, le repos, les divertissements, les pensées, les discours. Il faut tout prendre par la lutte, la bousculade, l'empoignade, la tricherie, le mensonge. ; b) Le champ politique est traversé de part en part par l'ennui. La vie historique de la société camerounaise est constituée de discours, d'assemblées, de congrès, de rencontres, de déplacements des autorités de l'Etat et de l'administration, des cérémonies de leur départ et de leur retour, des visites protocolaires, des décorations, d'anniversaires, de réceptions d'hôtes plus ou moins prestigieux, des inaugurations de bâtiments, des remerciements aux amis bailleurs de fonds. A longueur de mois, d'années. Toujours et partout la même chose. L'individu peinant à survivre, noyé par les difficultés, les complexités et l'ennui est facilement manipulable. L'ennui autant que la colère sont sources d'éruptions imprévisibles et ne sont pas le fait des seuls démunis. L'enfant des repus, des anciens pauvres se fatiguent d'un mode de jouissance vite harassante par la nécessité d'avoir des lieux de plus en plus protégés et exclusifs et qui exsude la violence de l'extorsion qui la rend possible.

La responsabilité des « désespérances et colères collectives » est politique. C'est la faillite de l'Etat qui est en cause. Il est débordé de toutes parts et n'arrive plus à assurer ni ses fonctions régaliennes « de défense de l'espace commun de vie et de production », ni celles de pourvoyeur de bien-être pour tous ».

Il devient lui-même « source de conflits », un « fauteur de troubles et de violence ». Il convient de citer longuement ce diagnostic de Maurice Kamto, dans sa contribution « Crises de l'Etat et réinvention de l'Etat en Afrique »².

A ras de la quotidienneté, s'installe l'anomie sociale avec l'apparition de nouveaux acteurs, aussi variés que redoutables, qui font leur entrée dans le cercle des opérateurs privés de la violence. Ils piétinent les règles et dictent leur loi à la faveur de l'impuissance d'un Etat absent, qui a perdu son lustre du lendemain des indépendances avec l'effritement de son autorité consécutive aux contestations ouvertes d'une jeunesse plus ou moins organisée ayant en partage l'inquiétude face à l'avenir (étudiants, « moto-taximens », « marchands de rue » dits « sauveteurs » ou « marchands à la sauvette » etc.). Cette contestation encore essentiellement urbaine est à considérer avec la plus grande attention : il ne s'agit pas d'une jacquerie des ruraux qu'un simple déploiement des forces de sécurité suffirait à dissuader, ni même d'une contestation ouvrière que des menaces de licenciement pourraient faire plier. Ce sont souvent de jeunes lettrés, pour la plupart diplômés des universités, connectés au reste du monde, en particulier aux pays développés dont ils rêvent d'accéder aux facilités de vie de leur jeunesse, et qui cependant sont réduits à scruter un horizon sans promesse.

Le sentiment d'exclusion radicalise ces catégories sociales qui se positionnent ouvertement en opposition à l'Etat. Un fossé dangereux se creuse ainsi entre nombre d'Etats africains et leur jeunesse ; il est annonciateur des crises sociales futures dont on ne peut prévoir l'ampleur. Déjà, on note aujourd'hui un accroissement des grèves sur les campus universitaires dans ces Etats, plus d'affrontements entre les jeunes désœuvrés ou

²Maurice Kamto, *L'Afrique dans un monde en mutation* », Afrédit, 2011, p.83

vivant de petits métiers et les forces de sécurité dans les rues des grandes villes qu'au cours des trois premières décennies des indépendances. Sans doute l'ouverture démocratique des années 1990 n'y est-elle pas étrangère. Mais la progression des catégories de la population en rupture de ban avec la société accroît l'insécurité générale, crée la surpopulation carcérale et grève les charges publiques de l'administration pénitentiaire ; elle augmente d'autant le potentiel de rébellion contre l'Etat.

La visée n'est pas de renverser l'Etat, mais de faire advenir un Etat autre, capable de coordonner la lutte contre les défis qui l'ont débordé pour avoir voulu être suprême ou le seul acteur de l'histoire

3. Valeurs de citoyenneté

La considération des valeurs révèle un paysage complexe où des valeurs de sources diverses se chevauchent, se recouvrent ou entrent en collision. La grande tâche est de trier, de séparer pour unir. La confusion est telle que le niveau proprement politique peine à se dégager.

La reconstruction doit tourner autour de la réinvention de la citoyenneté.

Elle a la primauté face aux valeurs conventionnelles et idéologiques du patriotisme, du nationalisme : il est plus aisé de l'opérationnaliser dans des programmes qu'élaborent les citoyens et dont ils font le monitoring. La citoyenneté est plus susceptible de règles, de réglages et d'autorégulation que les notions d'une histoire obscure qui plonge dans les profondeurs de l'humain dans lesquelles la citoyenneté se garde de descendre. Elle reste à la surface des procédures, des coordinations de la diversité, des convergences dans l'horizon du temps des actions humaines.

Sans une conversion à la citoyenneté, des forces non politiques prévalent. Elles tendent à être incohérentes, absolues et

régressives sans la médiation de la politique leur offrant un espace de cohabitation et de reconnaissance mutuelle, sans aliénation de leurs ancrages et de leurs autonomies. La Babel des valeurs appelle une pentecôte politique et raisonnable

4. Engagement des jeunes

La formule est une politique de jeunes, par les jeunes et pour les jeunes. Ce slogan peut prendre un contenu, en regardant près de soi, autour de soi, mais aussi plus loin. Le projet d'une telle politique peut s'esquisser sans trop de peine.

- Nous avons vu la place énorme que joue l'école dans l'inculcation de l'autoritarisme des méthodes d'enseignement, l'usage de la violence symbolique, de l'intimidation. On y distille plus d'esprit de docilité, voire de servilité que de liberté et d'audace. La manipulation de l'élève est constante, puisque tout échec lui incombe et qu'il en porte seul les conséquences..
- Nous avons rencontré l'obsession de l'emploi et la hantise du chômage. Les problèmes de logement et de transport ont été effleurés à travers l'examen de l'indicateur de la résidence habituelle et de la mobilité de la tranche d'âge des jeunes.
- La santé est une préoccupation : les jeunes ont des demandes nombreuses et très spécifiques, bien qu'échappant au champ de l'enquête, qui incluent le bien-être global:
 - l'accès aux soins et à la sécurité sociale
 - la gestion de leur sexualité avec la contraception,
 - la protection contre les infections de toutes sortes.
 - les problèmes des addictions
- L'alimentation a ses problèmes, ses troubles, ses programmes éventuels de nutrition en liaison avec la santé.
- La citoyenneté a retrouvé grâce auprès de ce qui la croyait

une valeur désuète. Elle a ses droits, elle a ses devoirs.

- Les jeunes ont des loisirs : avec la communauté, ils doivent pouvoir les prendre en charge, bénéficier d'espaces propres, au lieu de se contenter d'occuper des coins désaffectés, des lieux vagues ou des installations à l'abandon. Dans cette rubrique, il y a la formation, le service civique, de la défense publique.
- Le sport s'organise, se multiplie, se légifère. Il exige des formations, des aides et développe ses règles de bonne conduite.
- La culture est vaste champ. Elle doit s'organiser et se financer pour des politiques du livre, de la musique, des pratiques numériques, des jeux vidéo, sans oublier la gamme des jeux bien connus mais laissés en friche.
- Les vacances, les voyages sont à instituer, à organiser, à financer.

Il est facile de faire confectionner un tel programme par des jeunes et de le soumettre au débat national.

Recommandations

- 1) Elaboration d'une éducation à la citoyenneté en critiquant et en révisant les manuels en cours qui n'ont fait que reconduire les anciens catéchismes de dépolitisation qu'étaient les manuels d'instruction civique. Quelques éléments d'une telle éducation à la citoyenneté incluent la mise en relief des droits et des devoirs de l'Homme et Femme Citoyen, le respect de la citoyenneté, une véritable politisation du citoyen.
- 2) Une charte de la jeunesse est à écrire en prolongement de la charte de l'enfance.
- 3) Une politique de la jeunesse selon les têtes de chapitres indiqués plus haut peut s'élaborer et être proposée au débat national

- 4) Un livre blanc sur les conditions de précarité et de misère de la jeunesse, sa santé physique et mentale serait utile.
- 5) Enfin, un programme d'accompagnement d'un regain de participation des jeunes à la politique et de communication des partis politiques en direction des jeunes peut trouver un input dans ce rapport.

Annexes

Questionnaire

ETUDE DES PERCEPTIONS DES JEUNES DU CAMEROUN CONCERNANT
LES VALEURS, LES INSTITUTIONS POLITIQUES, LEURS ATTITUDES ET LEUR
IMPLICATION DANS LA VIE POLITIQUE DU PAYS

MAITRE D'OUVRAGE

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG BUREAU CAMEROUN/ AFRIQUE CENTRALE

MAITRE D'ŒUVRE

Le Professeur EBOUSSI BOULAGA Fabien appuyé par une équipe de chercheurs de
AGAGES MANAGEMENT CONSULTANTS

JUIN-AOUT 2011

LA JEUNESSE CAMEROUNAISE 2011

Ses opinions, ses valeurs, « ses pour et ses contre », ses attentes et la
politique

V O U S !

« Populations Camerounaises,
Autorités civiles, religieuses, traditionnelles et politiques
Responsables des Administrations Publiques
Membres des Organisations de la Société Civile
qui seriez amenés à faciliter, le cas échéant,
le travail de notre équipe de recherche.

d = Diplôme de Bac/GCEAL
e = Niveau universitaire avant Licence
f = Un diplôme BAC +3 ou plus

5. Etat civil :

a= Célibataire sans enfant
b= Célibataire avec enfant (s)
c = Marié avec ou sans enfant
d= Veuf ou divorcé

6. Votre occupation

a = Je travaille au secteur public
b = au secteur privé/entreprise formelle
c = au secteur informel agricole
d = au secteur informel non agricole
e = Je suis encore les classes
f = Je suis sans emploi, ni occupation

7. Vos revenus ou bénéfices par mois :

a = J'ai moins de 28 000fcfa
b = entre 28 000fcfa et 50 000fcfa
c = entre 51000 et 79000
d = entre 80000 et 120000
e = plus de 120000

8. Votre religion :

Je suis un jeune qui pratique une religieuse

a = musulmane
b = chrétienne catholique, protestante, ou autre
c = Je suis jeune non membre pratiquant d'une religion

9. VOS VALEURS : « Des valeurs que je te cite dans le tableau ci-dessous (permets moi de te tutoyer), juge ce qui a de l'importance pour toi, comme individu » ; mets un X dans sa case »

N°	VALEUR= ce qui a du prix à mes yeux	4 = Un prix Très important	3=important	2= Peu important	1=Pas du tout important
1	La liberté				
2	La justice sociale				
3	L'ordre et sécurité				
4	La solidarité				
5	L'argent				
6	Le respect de l'autorité				
7	L'égalité des chances hommes femmes				
8	L'épanouissement ou le bien être				
9	L'accomplissement du devoir				
10	La patrie				
11	L'égalité des conditions de vie				
12	La responsabilité de moi-même				
13	Ma responsabilité envers les générations futures				
14	La liberté du marché				
15	La performance ou la réussite				

- 10. VOS VALEURS :** « Des valeurs que je vous cite dans le tableau ci-dessous, jugez ce qui a de l'importance pour vous , pris comme des citoyens ensemble avec les autres membres de votre société » ; mets un X dans sa case »

N°	VALEUR= ce qui a du prix à mes yeux	4 = Un prix Très important	3=important	2= Peu important	1=Pas du tout important
1	La liberté				
2	La justice sociale				
3	L'ordre et sécurité				
4	La solidarité				
5	L'argent				
6	Le respect de l'autorité				
7	L'égalité des chances hommes femmes				
8	L'épanouissement ou le bien être				
9	L'accomplissement du devoir				
10	La patrie				
11	L'égalité des conditions de vie				
12	La responsabilité de moi-même				
13	Ma responsabilité envers les générations futures				
14	La liberté du marché				
15	La performance ou la réussite				

11. Ce dont moi j'éprouve le plus de fierté, c'est : (*écrire seulement entre 1 point et 5 points, au coin après vos 5 premiers choix*)

1	Etre un(e) Camerounaise	8	Les gens qui veulent changer les choses au Cameroun
2	La paix et la diversité des cultures	9	Les gens qui veulent changer les choses dans l'Etat
3	L'expérience camerounaise de la politique	10	La prise en compte des opinions des jeunes par les politiciens
4	La satisfaction des besoins alimentaires	11	La participation des jeunes à la politique
5	Les prouesses sportives	12	La contribution des jeunes au développement du pays
6	La défense des intérêts de mon pays	13	La stabilité du régime politique
7	L'influence du Cameroun dans la sous-région	14	Ecrivez et donnez une note, si autre raison de fierté :

12. Le droit de manifester publiquement son « raz le bol » ou son approbation totale

a = jamais ne doit être restreint

b = peut être restreint si le gouvernement le pense ainsi

c = peut être restreint dans le cas suivant.....

.....

13. Les individus suspectés d'avoir commis un crime

a = peuvent être torturés si c'est dans l'intérêt public qu'ils soient torturés

b = ne devraient jamais être torturés

14. Des gens les plus riches devraient être frappés de plus d'impôts à payer ?

a = Non, car ces personnes travaillent beaucoup pour devenir riches

b = Oui, parce que ces personnes devraient ainsi prendre plus la charge publique avec les autres citoyens proportionnellement à leurs richesses.

15. La réussite dans ma vie

a = dépend entièrement de mes efforts et de ma débrouillardise personnels

b = est due au fait de mon entrée et ma progression dans le système scolaire

16. J'ai le devoir de travailler pour mon pays

a = dans certaines circonstances seulement

b = seulement dans la mesure où j'y gagne quelque chose

IV VOS ANALYSES DES PROBLEMES SOCIAUX ET INDIVIDUELS

17. « A mon avis, voici selon mon analyse les problèmes de notre société les plus graves » : mettre un X dans sa case.

N°	Problèmes	Très grave 4	Grave 2	Peu grave 1	Pas du tout grave 1
1	L'analphabétisme				
2	La difficulté d'accès à l'éducation				
3	La pauvreté, le manque d'argent				
4	La santé défailante				
5	Le chômage et la précarité				
6	La corruption				
7	Le manque d'alternance politique				
8	La difficulté d'avoir un terrain				
9	Le tribalisme dans les services publics				
10	Les difficultés d'accès à l'information				
11	Les difficultés d'alimentation				
12	Le banditisme et l'insécurité				
13	La non-considération des préoccupations des jeunes				
14	Les tracasseries des communautés urbaines et des mairies contre les jeunes vendeurs à la sauvette				
15	Les difficultés d'accès à la justice				
16	Autre				

18. Est-ce que les jeunes sont impliqués dans la survenance de ces problèmes ?
 a = Oui, parce que.....
 b= Non, parce que.....
19. Que faut-il faire pour que les jeunes soient impliqués dans la solution de ces problèmes ?
20. Mes problèmes à moi les plus importants ce sont les suivants : mettre un X dans sa case .

N°	Problèmes	Très grave 4	Grave 2	Peu grave 1	Pas du tout grave 1
1	L'analphabétisme				
2	La difficulté d'accès à l'éducation				
3	La pauvreté, le manque d'argent				
4	La santé défaillante				
5	Le chômage et la précarité				
6	La corruption				
7	Le manque d'alternance politique				
8	La difficulté d'avoir un terrain				
9	Le tribalisme dans les services publics				
10	Les difficultés d'accès à l'information				
11	Les difficultés d'alimentation				
12	Le banditisme et l'insécurité				
13	La non-considération des préoccupations des jeunes				
14	Les tracasseries des communautés urbaines et des mairies contre les jeunes vendeurs à la sauvette				
15	Les difficultés d'accès à la justice				
16	Autre				

21. Quels acteurs publics sont les plus capables de résoudre les 3 plus graves de ces problèmes ? Mettre un X dans la case.

N°	PROBLEMES De la liste qui précède,(voir question N°17)	L'adminis- tration (sec- teur public) Le(s) parti(s) au pouvoir	La société civile (,les organisa- tions des com- munautés de foi, syndicats, associations, ONG,GIC, coopératives)	Les partis politiques de l'oppo- sition	Les opéra- teurs écono- miques du secteur privé	Autres groupes (à préciser en très peu de mots)
1	N°					
2	N°					
3	N°					

22. A mon avis, la politique comme option de travailler pour la marche des affaires du pays et pour les citoyens, dans un parti politique ou non, est
- a- une activité ouverte à toute personne du pays
 - b - une activité réservée à quelques personnes
23. Je pense que les autorités
- a- n'ont de compte à rendre qu'à Dieu de leur gestion des personnes et des ressources
 - b - sont tenues de rendre des comptes de leur gestion des personnes et des ressources uniquement aux autorités supérieures qui sont au pouvoir
 - c - sont tenues de rendre compte localement et aux populations, de leur gestion des personnes et des ressources.
24. Je pense que normalement : Les pouvoirs du gouvernement et du chef de l'Etat
- a = doivent être égaux, séparés et indépendants par rapport au pouvoir législatif, (le parlement) et au pouvoir judiciaire

b = doivent être subordonnés, liés et dépendants du pouvoir législatif, et du pouvoir judiciaire

c = doivent être supérieur au pouvoir législatif, et au pouvoir judiciaire

25. D'après moi, les élections périodiques, libres, transparentes et justes (« fair »), ne peuvent être bien gérées que
- a- par Elections Cameroon
 - b- par une Commission électorale nationale indépendante
 - c- par le ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation
 - d'autre proposition.....
26. Je pense que l'écart prolongé entre la date de l'adoption et celle de la mise en œuvre d'un texte de loi est
- a) une ruse politique
 - b) un défaut de la bureaucratie camerounaise
 - c) une mesure pédagogique sage et une bonne gestion de la société
27. Selon moi, malgré les déclarations et les mesures gouvernementales de lutte contre ces fléaux, les pratiques de manque de probité publique, de ventes des services normalement gratuits et l'achat des consciences sont causées par
- a - la mauvaise gouvernance face à l'impunité des auteurs des détournements et de corruption
 - b- l'inefficacité de la gouvernance face à la pauvreté, le faible pouvoir d'achat ou l'insuffisance des rémunérations
 - c- la faiblesse de l'autorité face à la prolifération des pratiques de corruption banalisée et impunie

V VOS ATTENTES

28. Ce que j'attends du futur président ,
C'est.....
.....
.....

29. Ce que j'attends des politiciens et des partis politiques, c'est
5 demandes (lettres ici encerclées)

- 1) La bonne gouvernance/ Une transparence dans la gérance/ La lutte contre l'opacité dans la gestion des institutions
- 2) Qu'ils assurent avant tout le développement du pays
- 3) La promotion du travail : qu'ils favorisent l'industrialisation
- 4) La promotion du mérite
- 5) Qu'ils participent à la formation professionnelle et promotionnelle des citoyens
- 6) Qu'ils informent et sensibilisent les jeunes sur la vie politique
- 7) Qu'ils soient des personnes qui travaillent sans distinction de tribu, de sexe ou de parti politique
- 8) Le respect mutuel, la stabilité politique
- 9) La sensibilisation des jeunes pour le développement du pays
- 10) Une politique qui défend les intérêts camerounais, l'esprit patriotique.
- 11) Le développement et la modernisation des villages.
- 12) Autre chose.....

30. Les partis politiques, sont-ils ouverts à la participation des jeunes ?

a = Oui, parce que.....

b = Non, parce que.....

VI ACTIVITES D'IMPLICATION DIRECTE

31. L'implication des jeunes dans la politique peut être améliorée par la solution des problèmes en...
32. Je m'engagerais dans un group de la société civile pour
(a) = défendre mon intérêt personnel
(b) = apporter des changements dans la cité/ dans ma localité/ communauté
(c) = effectuer un changement politique au niveau national
(d) = J'ai de choses plus importantes à faire, donc, jamais un tel engagement
(e) = autre...
33. Sous quel conditions, vous entrerez dans un parti politique ?
(a) je suis déjà membre d'une parti politique
(b) hors de question parce que
(c) j'entrerais si....
34. Je voterai aux prochaines élections prévues dès 2011
(a) Oui
(b) Non
35. Ce que j'apprécie dans le parti au pouvoir, c'est
36. Le parti politique de l'opposition qui représente le plus mes intérêts et qui m'est le plus attractif est ?
(a) aucun
(b) c'est le parti parce que
37. Ce que j'apprécie dans ce parti d'opposition, c'est.....

38. A quelle activité ou manifestation politique vous avez déjà participé ?
a = Motion de soutien
b = Manifestation publique organisée par les autorités ou un Etablissement scolaire
c = Marche de soutien, ou sit-in organisé par la société civile (un syndicat) ou par un parti politique
d = Messe ; culte, cérémonies religieuse œcuménique
e = Autre.....
39. Quel autre engagement politique pourriez-vous imaginer pour exprimer fortement une préoccupation ?
.....
40. Quelles conditions posez-vous pour augmenter votre participation citoyenne ?
.....
41. Tel que le Pays est gouverné actuellement, vous êtes plutôt « pour » que ça continue ?
a = Oui
b= parce que
c = Non
d =parce que
40. Quel message ou suggestion auriez-vous brièvement envers notre équipe d'enquête

MERCI

Achévé d'imprimer sur les presses de IMA
Yaoundé - Cameroun
Décembre 2011

Les jeunes et la politique au Cameroun **quelles perceptions pour quelle participation?**

Cette étude réalisation à partir d'une enquête fait une analyse situationnelle des perceptions et des attitudes correspondantes des jeunes concernant la politique au Cameroun.

L'enquête comprend plusieurs sections ou modules différents qui permettent de saisir les multiples dimensions ou aspects du rapport de la " jeunesse" camerounaise à la "politique". Elle vise donc, après les avoir campés et situés (résidence habituelle, sexe, âge, état civil, revenus mensuels, religion des "répondants"), à déterminer leurs perceptions et attitudes concernant les valeurs, les institutions ainsi que leur propre implication.

Friedrich-Ebert-Stiftung **Bureau Cameroun**

BP 11 939, Yaoundé
Boulevard de la Russie
Yaoundé-Bastos

Téléphone: +237 22 21 29 96

+237 22 21 52 92

Télécopie: +237 22 21 52 74

Messagerie: info@fes-kamerun.org

Site web: www.fes-kamerun.org

ISBN : 978 - 9956 - 444